

DES
CORPORATIONS OUVRIÈRES A ROME

ÉTUDE
JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

SUR LES
RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée à la Faculté de Droit de Nancy

PAR
ALBERT GÉRARD

AVOCAT



MONTBÉLIARD

IMPRIMERIE P. HOFFMANN

1884

UNIVERSITÉ DE FRANCE. — ACADÉMIE DE NANCY

DES

CORPORATIONS OUVRIÈRES A ROME

ÉTUDE

JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

SUR LES

RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée à la Faculté de Droit de Nancy

PAR

ALBERT GÉRARD

AVOCAT



MONTBÉLIARD

IMPRIMERIE P. HOFFMANN

1884

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

MM. LEDERLIN ✱, O I, Doyen, professeur de Droit romain, autorisé à faire le cours de Pandectes, et Chargé du cours de Droit français étudié dans ses origines féodales et coutumières.

JALABERT ✱, O I, Doyen honoraire.

LOMBARD (Ad.), O I, Professeur de Droit commercial, et Chargé du cours de Droits des gens.

LIÉGEOIS, O I, Professeur de Droit administratif, et Chargé du cours d'Histoire du Droit romain et du Droit français.

BLONDEL, O A, Professeur de Code civil, et Chargé du cours de Droit constitutionnel.

BINET, O A, Professeur de Code civil, et Chargé du cours de Droit civil approfondi dans ses rapports avec l'Enregistrement.

LOMBARD (P.), O A, Professeur de Code civil.

GARNIER, O A, Professeur d'Économie politique.

MAY, O A, Professeur de Droit romain.

GARDEIL, Professeur de Droit criminel.

BEAUCHET, Agrégé, Chargé du cours de procédure civile.

BOURCART, Agrégé, Chargé du cours de Pandectes, autorisé à faire le cours de Droit romain.

GAVET, Agrégé, Chargé du cours d'Histoire générale du Droit français public et privé.

LACHASSE, O I, Docteur en Droit, Secrétaire.

A MA FIANCÉE

DROIT ROMAIN

ÉTUDE

SUR LES

CORPORATIONS OUVRIÈRES A ROME

Dans les premiers siècles de Rome les ouvriers libres apparaissent dans les *collegia*, dont l'origine, comme nous le verrons plus loin, est attribuée à Numa. Ces associations, créées primitivement dans l'intérêt exclusif de leurs membres, durent être pour les artisans un moyen de lutter, en s'unissant, contre la concurrence très-redoutable que les esclaves faisaient au travail libre et le mépris que l'antiquité professait pour tout travail manuel. L'Etat, que nous verrons plus tard embrasser de son étreinte les corporations, n'intervient alors que pour leur donner l'autorisation de se former.

A partir d'Alexandre Sévère, les choses changent. Les corporations deviennent pour les empereurs un moyen commode de tyrannie ; elles servent à enchaîner à leur profession des hommes que la pesanteur, toujours croissante, des charges publiques pousse à délaisser tout travail régulier et toute position stable. Les métiers deviennent héréditaires et les ouvriers libres deviennent forcément esclaves de leurs professions. Les corporations se transforment en collèges de fonctionnaires héréditairement condamnés à leurs services et où vient mourir la dernière lueur de l'art et de l'industrie romaine avec le dernier souffle de la liberté.

Tel est à grands traits l'historique des corporations ouvrières à Rome : nous y trouvons deux périodes bien distinctes qui nous indiquent elles-mêmes la division de notre travail. Nous allons donc nous occuper dans un premier chapitre des corporations ouvrières sous la Royauté et la République. Passant ensuite à l'époque où le droit d'association est réglementé par une série de dispositions restrictives, nous envisagerons la situation légale des corporations sous l'Empire.

Alors seulement nous étudierons l'organisation des collèges d'artisans, leur législation, leurs rapports avec le droit civil.

CHAPITRE I^{er}

HISTOIRE DES CORPORATIONS.

SECTION I^{re}

DES CORPORATIONS OUVRIÈRES SOUS LA RÉPUBLIQUE.

Les auteurs ne sont pas d'accord sur l'origine des corporations ouvrières (*collegia opificum*). Les uns, comme Pline et Plutarque ⁽¹⁾ les font remonter au règne de Numa ; les autres, parmi lesquels Florus ⁽²⁾ attribuent leur création à Servius Tullius. L'opinion de Pline et de Plutarque me semble la plus exacte. Les Romains venaient de se réunir aux Sabins ; il fallait opérer la fusion entre les deux peuples. Dans ce but, Numa classa les artisans en corps de métier et, pour resserrer les liens qui les unissaient, il leur donna un caractère religieux.

Numa, si l'on en croit Plutarque, créa huit corporations, de musiciens, d'orfèvres, de charpentiers, de teinturiers, de cordonniers, de tanneurs, d'ouvriers en cuivre et de potiers en terre, une neuvième pour les autres artisans. Chaque collège, comme nous le verrons plus loin, avait ses chefs, ses assemblées, ses règlements ; des contributions volontaires fournissaient aux dépenses, et à cer-

(1) PLUTARQUE, *Vie de Numa*, 15.

(2) FLORUS, *Histoire romaine*, ch. 1 et 6.

taines époques, les membres d'un même collège, unis sous le nom de *sodales*, se rassemblaient autour d'un autel commun pour célébrer leur fête par des cérémonies spéciales. Ces corporations n'avaient donc pas seulement un caractère industriel, elles constituaient des réunions dans lesquelles l'élément religieux avait une large part ⁽¹⁾.

Ce serait toutefois, à notre avis, une erreur de penser que cette création soit une invention sortie du cerveau de Numa ; il n'a fait, sans doute, qu'appliquer à la cité nouvelle une organisation que la coutume avait déjà, depuis longtemps peut-être, introduite dans les cités d'alentour. Ce fut probablement un emprunt fait à l'Etrurie ; aussi aurons-nous plus tard l'occasion de distinguer les collèges de la population romaine de ceux qui s'étaient maintenus dans les cités italiennes et dont la réglementation faisait partie de l'ensemble des libertés municipales, que Rome victorieuse avait laissé à l'autonomie des municipes, alliés d'abord, mais peu à peu absorbés par l'unité romaine.

Cependant à Rome, l'industrie en elle-même était méprisée, et le travail n'était pas réputé honorable : les professions manuelles étaient le lot des esclaves et des prisonniers de guerre ⁽²⁾. Mais lorsque les préoccupations des Romains se tournèrent de nouveau vers les entreprises guerrières, on vit l'institution prendre bientôt, sous une forme nouvelle, une importance considérable. L'influence avait passé presque toute entière aux corporations capables de concourir par leurs services aux travaux militaires, et, dans un système où les organisations politique et militaire se confondaient, on vit, sous

(1) MOMMSEN, *De collegiis et sodaliciis Romanorum*, p. 4.

(2) Denys d'Halicarnasse (IX, 25) dit qu'il n'était permis à aucun Romain d'être marchand ou artisan : Ὁδρὺν ἐξῆν Ῥωμαίων οὔτε καπηλόν οὔτε χειροτέχον ἐχέειν Βίον.

Servius Tullius, lors du classement du peuple par centuries, les corporations des musiciens, celles des armuriers et des charpentiers prendre rang parmi les centuries, en former quatre à elles seules, et voter dans les comices avec les premières classes des citoyens romains (1).

L'exemple de ces corporations, l'influence qu'elles prenaient, le génie naturel enfin de la nation romaine développèrent puissamment l'esprit d'association chez les classes ouvrières et peu à peu tous les métiers de Rome s'organisèrent en collèges, adoptant un régime intérieur qui les rapprochait des corporations instituées par Numa et Tullius.

Ces associations particulières devinrent en peu de temps assez puissantes pour se rendre redoutables à la tyrannie : selon Denys d'Halicarnasse, Tarquin le Superbe enleva aux artisans les honneurs que Servius Tullius leur avait accordés et abolit les corporations de toute espèce (2).

Soixante ans après le renversement de la royauté, la loi des XII Tables sanctionna l'existence des corporations, en leur reconnaissant le droit de fixer elles-mêmes leurs statuts, pourvu qu'ils ne fussent pas contraires aux lois de l'Etat (3).

La liberté d'association qui leur était si largement dévolue eût pu rendre prospères les collèges d'ouvriers, après les guerres puniques surtout, alors que la richesse générale, en favorisant le luxe, semblait devoir donner un nouvel essor à l'industrie ; mais ce mouvement fut arrêté par la concurrence terrible que les esclaves, exerçant tous les métiers pour le compte de leur maître, firent au travail libre. A mesure que Rome faisait de nouvelles conquêtes, le nombre des esclaves augmentait

(1) TITE-LIVE, lib. I, cap. 43.

(2) LEVASSEUR, *Histoire des Classes ouvrières*, T. I.

(3) Dig. L. XLVII, t. 22, l. 4,

dans des proportions considérables. Chaque esclave apportait avec lui son industrie, et les citoyens qui en possédaient un grand nombre, trouvaient, dans leur maison même, tous les arts nécessaires pour satisfaire leurs besoins et leur luxe. La soumission forcée des esclaves aux exigences du maître, la facilité de les dresser pour le but qu'on se proposait, le prix infime de leur main-d'œuvre qui n'était, à vrai dire, que le prix de leur mauvaise nourriture, étaient trois avantages qui les firent préférer aux hommes libres.

Il ne faudrait pas croire toutefois que le véritable travail libre disparut absolument. Il ne périt jamais tout entier. Sans doute, les artisans qui composaient les collèges de métiers, et que mentionnent les inscriptions, étaient pour la plupart des chefs d'ateliers, des patrons, non des ouvriers, et dans ces ateliers, c'étaient presque uniquement des esclaves qui travaillaient et remplissaient le rôle d'ouvriers. Plusieurs textes du Digeste en font foi : si un boulanger, dit Paul, lègue son mobilier de boulangerie, les esclaves *pistores* sont compris dans ce legs ⁽¹⁾. Les potiers avaient aussi pour ouvriers des esclaves ⁽²⁾ et on pourrait multiplier les exemples que le Digeste donne en grand nombre ⁽³⁾. Cependant, quelques hommes libres, trop chargés de famille, sans doute, pour se contenter des distributions intermittentes qui alimentaient la plèbe de Rome, s'engageaient comme ouvriers dans les ateliers déjà remplis d'esclaves. La communauté de souffrances unissait entre elles ces deux classes d'hommes et une inscription nous montre que, dans les ateliers des cardeurs de laine, il y avait un mélange d'esclaves et d'hommes libres, et que ces derniers ne

(1) Dig. L. XXXIII, t. 7, l. 18, § 1.

(2) Dig. L. XXXIII, t. 7, l. 25, § 1.

(3) Dig. L. XXXIII, t. 7, l. 13, 15, 17, etc.

craignaient pas de se dire publiquement les *sodales* de leurs compagnons de condition servile ⁽¹⁾.

Après avoir fait l'historique des corporations ouvrières pendant notre première période, nous allons maintenant rechercher quel fut leur rôle politique sous la République romaine.

Les anciens auteurs étaient unanimes pour dire qu'elles avaient joué, surtout dans les derniers temps et à l'époque des troubles civils, un rôle considérable ⁽²⁾. Ils se sont, je le crois, beaucoup exagéré l'influence de nos collèges et j'essaierai de le prouver.

Primitivement, à Rome, le vote des mesures législatives et de tous les actes importants avait lieu dans les comices par curies. Or ces assemblées ne comprenaient que des patriciens et, comme nous l'avons vu, les collègues d'artisans se composaient en grande partie, pour ne pas dire uniquement, d'affranchis, qui se trouvaient forcément engagés eux et leur descendance dans les liens de la clientèle. Plus tard, lorsque Servius Tullius eût établi le vote par centuries, les armuriers et les charpentiers furent admis, il est vrai, à voter dans les comices, mais les autres corps de métiers se trouvèrent sans doute confondus dans la masse de ceux dont la fortune n'atteignait pas au moins 100,000 as et qui formaient une seule centurie *immunis omni tributo et militia*. Lorsque le vote par tête fut admis, il est vraisemblable que les corps de métiers commencèrent à jouir d'une certaine influence politique, surtout dans une république où le vote des mesures législatives était si fréquent.

C'est ce qui résulte d'ailleurs du curieux écrit adressé à Cicéron par son frère Quintus et où il lui donne des conseils propres à faire réussir sa candidature au consu-

(1) ORELLI, 4267.

(2) HEINECCIUS. *De origine et jure collegiorum*, cap. 1, § 9, § 13. — SIGONIUS. *De antiq. jur. civ. rom.* l. II, c. 12.

lat : « Tu as pour toi, lui dit-il, les publicains, l'ordre
« équestre presque tout entier, un grand nombre de
« municipes, beaucoup de gens de tout rang que tu as
« défendus *et quelques collèges* (1). »

Il ne faudrait pas, toutefois, exagérer l'influence de ces collèges dans les assemblées politiques, car plus loin le même Quintus continue : « Fais-toi des amis de toute
« espèce... et choisis, pour former tes centuries élec-
« torales, des gens du plus grand crédit. Assure-toi de
« tous ceux qui peuvent reconnaître un service ou l'es-
« poir d'un bienfait par le vote d'une tribu ou d'une
« centurie ; car, depuis quelques années, il y a de ces
« ambitieux qui, à force de soins et d'adresse, sont par-
« venus à obtenir des hommes de leur tribu tout ce
« qu'ils leur demandent. Ce sont ceux-là qu'il faut, par
« tous les moyens possibles, rattacher de cœur et d'âme,
« à tes intérêts. Que si l'on pouvait compter sur la re-
« connaissance humaine, aucune de ces ressources ne
« te ferait défaut, car dans ces derniers temps, tu as
« obligé quatre sodalités de citoyens les plus influents
« dans les comices, celles de C. Fundanius, de L. Gallius,
« de C. Cornelius et de L. Corvinus. Je connais, car j'en
« ai été témoin, les promesses et les serments que t'ont
« faits les partisans de ces hommes pour te déterminer
« à te charger de leur défense (2). »

Ce qu'il importe surtout de signaler dans ce passage, ce sont les sodalités, les centuries, organisées en vue de l'élection, dont nous examinerons bientôt la nature, et qui assurent à quelques citoyens le vote de la tribu dont ils font partie et dont ils disposent. On comprend, dès lors, que, dans un pareil système, les corps de métiers n'aient pu avoir qu'une influence restreinte, absorbés qu'ils étaient dans une organisation beaucoup plus

(1) QUINT. T. CICER. *De petitione consulatus*, 5.

(2) QUINT. T. CICER. *De petitione consulatus*, 5.

vaste et bien plus puissante. Du reste, cette influence, quelle qu'elle ait été, les collèges l'exerçaient surtout en dehors de la ville de Rome, dans les villes et les municipes où les factions politiques, qui divisaient Rome, n'avaient pu étendre leur action. Ainsi des inscriptions électorales trouvées à Pompéies, témoignent du rôle des corporations dans les élections municipales des villes d'Italie ⁽¹⁾. On y voit les pêcheurs, les orfèvres, les charpentiers et les charrons proposer des édiles de leur choix ⁽²⁾.

Quelle qu'ait été, d'ailleurs, l'importance du rôle politique des corporations, on entrevoit déjà qu'il y a loin de celui qu'elles remplirent en réalité à celui qui leur était unanimement attribué par nos anciens auteurs. Ceux-ci s'étaient égarés en confondant avec nos collèges, les différents genres d'association qui pullulèrent vers les derniers temps de la République, et, qui toutes, pour la plupart, avaient pour objet la brigue et la faction.

Sans entrer, sur ces associations, dans des détails qui nous conduiraient beaucoup trop loin de notre sujet, je crois nécessaire d'en dire quelques mots.

Jusqu'à la fin du VII^e siècle de Rome, le droit d'association en général était resté libre. Toutes les associations, que leur but fût commercial, politique ou religieux, pouvaient s'organiser à leur gré, sous la seule condition de respecter le droit public auquel les conventions des particuliers ne sauraient porter atteinte ⁽³⁾.

Consultons, en effet, les monuments législatifs de l'ancien droit et d'abord la loi des Douze Tables. Voici ce que nous dit Gaius dans son commentaire sur la loi :
« On appelle *sodales* ceux qui appartiennent à une

(1) TACITE, *Annales*, I, 15.

(2) ORELLI, 3700, 3706, 4205.

(3) *Jus publicum privatorum pactis mutari non posse*, D. L. 38. *De pact.*.

« même association : les Grecs désignaient ces associa-
« tions sous le nom d'hétairies. La loi (des Douze Tables)
« permet aux associés de s'organiser comme ils l'enten-
« dront, pourvu qu'ils ne troublent pas l'ordre public⁽¹⁾. »
Il ajoute que la loi des Douze Tables n'a fait que repro-
duire une loi de Solon conçue en ces termes :

« Pour toute association — soit les frères, soit ceux
« qui font des sacrifices ensemble, soit les marins, soit
« ceux qui mangent à la même table, soit ceux qui se
« font ensevelir dans le même sépulchre, soit les *sodales*,
« soit ceux qui font le commerce — qu'ils règlent leurs
« affaires comme ils l'entendront ; ce qu'ils auront déci-
« dé sera bon, pourvu que les lois politiques ne le dé-
« fendent pas ⁽²⁾. »

Ainsi, voilà la législation de cette époque toute em-
preinte de l'esprit libéral et démocratique de la Grèce ;
aucune loi postérieure n'est venue la modifier. Il est
vrai que la loi des Douze Tables défend les réunions de
nuit ⁽³⁾ et la loi Gabinia les réunions secrètes ⁽⁴⁾. Mais il
suffit de lire les textes pour s'assurer qu'il ne s'agit
point ici des associations ouvrières, dont nous nous oc-
cupons, mais des assemblées publiques. Ces lois défen-
dent seulement de convoquer le peuple de nuit et en
secret. C'est une prescription fort naturelle et qui a seu-
lement pour but d'éviter les séditions. D'après la règle
constante du droit public de Rome, les magistrats, seuls,
avaient le pouvoir de convoquer les assemblées popu-
laires ⁽⁵⁾. L'exception confirme la règle : nous ne parle-

(1) *Pactionem quam velint sibi ferre, dum ne quid ex publica lege corrumpant*. Dig. De coll. et corp. l. 4.

(2) V. MOMMSEN. *De coll. et sod.* C. III, p. 35.

(3) *Ne quis in urbe coetus nocturnos agitet*.

(4) *Qui conciones (al. coitiones) ullas clandestinas in urbe conflaverit, more majorum capitali supplicio mulctetur*.

(5) *Majores vestri ne vos quidem... forte temere coire voluerunt et ubicumque multitudo esset, ibi et legitimum rectorem multitudinis censebant debere esse*. TIT.-LIV. XXXIX, 15.

rous donc que pour mémoire des sénatus-consultes et des lois qui prohibèrent certaines associations particulières, du sénatus-consulte des Bacchanales, par exemple (186 av. J.-C.), de la loi Licinia et des autres sénatus-consultes dont nous allons nous occuper et qui furent rendus contre ceux qui briguaient les suffrages dans les élections.

L'un de ces sénatus-consultes dont la date est incertaine, et qui d'après Mommsen ⁽¹⁾ est de l'année LXIV, ne visait que les associations de carrefour ou *collegia compitalicia*. Je ne crois pas inutile de faire connaître ce qu'étaient ces sortes d'associations.

A Rome, de même que chez presque tous les peuples anciens les associations religieuses ont tenu une assez large place. On les désignait du nom de *sodalitates*. Les membres de ces associations se réunissaient à certains jours fixes ; ils offraient des sacrifices au dieu qu'ils adoraient et qui était le patron de leur confrérie : couchés autour de la même table, vêtus de blanc et couronnés de fleurs, ils mangeaient la chair des victimes immolées apprêtée suivant le rituel, et les prières, les libations, les chants sacrés accompagnaient le festin. Nous voyons l'austère Caton lui-même se rappeler avec une sorte de satisfaction ces banquets religieux ⁽²⁾.

Ces repas pris en commun et accompagnés de cérémonies religieuses formaient le trait distinctif de ces associations et c'est là même, selon toute apparence, que l'on doit chercher l'origine de leur nom ⁽³⁾. Quand on vit, longtemps après, les chrétiens se réunir autour d'une même table pour célébrer la Cène, on les confondit souvent avec ces réunions païennes dont nous parlons ici.

(1) MOMMSEN. *De coll. et sod.* C. IV, p. 74.

(2) CICÉRON, *De senectute*, ch. 13.

(3) *Sodalis quidam dictos esse putant quod una sederent essentque, alii quod ex suo datis vesci soliti essent.* FESTUS, cité par Mommsen, *De coll. et sod.* C. I, p. 2.

A côté des *sodalitates*, associations religieuses toutes patriciennes, il y avait aussi des associations religieuses plébéiennes. Les habitants des faubourgs, les paysans, les affranchis n'avaient pas de familles ou du moins ils n'avaient pas une origine bien ancienne et par conséquent pas d'ancêtres et pas de dieu qui leur fût propre. Aussi les liens du voisinage remplacèrent-ils les liens de famille. A certains jours, les habitants du même quartier se réunissaient autour d'une statue grossièrement taillée, qui s'élevait à l'angle d'une rue, ou au carrefour d'un chemin. S'ils n'immolaient pas de victimes, ils offraient les fleurs et les fruits de la saison ; s'ils ne faisaient point de festin, ils célébraient des jeux en l'honneur du dieu qu'ils avaient pris pour patron. Ce sont ces réunions que l'on a appelées les associations de carrefour *collegia compitalicia*.

Ces associations permirent aux intrigants et aux fauteurs de désordre de se mettre en rapport avec les plébéiens et de capter leurs faveurs. Elles parurent donc être les plus dangereuses ; aussi n'est-il pas douteux qu'elles aient été frappées les premières par les dispositions restrictives qui furent successivement portées.

Asconius nous dit que, de nombreuses associations de factieux s'étant formées, au détriment de la chose publique, un sénatus-consultus et différentes lois ordonnèrent la dissolution de tous les collèges exceptant toutefois de cette prohibition quelques-uns que réclamait l'intérêt public, comme les corporations d'artisans. ⁽¹⁾

Diverses lois, comme nous le dit Asconius, vinrent compléter le sénatus-consultus de l'an LXIV et eurent toutes pour but de réprimer la brigade électorale. Ce fut d'abord la loi *Acilia Calpurnia* proposée par les consuls C. Pison et Man. Glabrio, et qui punissait par l'amende, l'exclusion du Sénat et l'incapacité perpétuelle d'exercer

(1) ASCONIUS, *In Corneliana Ciceronis*, p. 75.

une magistrature les candidats qui achèteraient des électeurs. Ce fut ensuite la loi *Tullia de ambitu* que Cicéron réussit à faire passer et qui aggravait les pénalités de la loi *Acilia Calpurnia*. ⁽¹⁾

Dès l'année LXI, un tribun du peuple, s'essayant à la restauration des collèges, voulut, malgré le sénatus-consulte, faire célébrer les jeux compilaticiens. Mais il fut arrêté par L. C. Metellus Cæler. Le tribun Clodius fut plus heureux, et parvint à faire rétablir en l'an LVIII les *collegia compilaticia*. ⁽²⁾

Nous venons d'étudier le sénatus-consulte de l'an LXIV, il nous reste à examiner celui de l'an LVI. Ce dernier supprima les associations politiques, les sodalités ou, pour parler plus exactement, les *collegia sodalitia* « *ut sodales decuriatique discederent*. ⁽³⁾ »

Les sodalités étaient des associations que les ambitieux désireux du pouvoir, formaient entre eux : ils mettaient en commun leurs ressources et leurs influences pour s'assurer mutuellement les suffrages des tribus auxquelles ils appartenaient. Leurs membres échappaient ainsi aux pénalités qui réprimaient la brigade. La loi romaine, en effet, punissait le candidat qui se rendait coupable en achetant les suffrages, mais il ne punissait pas ses complices. Ces associations fortement organisées ⁽⁴⁾ tiraient très-probablement leur nom de ce qu'elles étaient constituées sur le modèle des anciennes sodalitates et cachaient leurs visées sous le masque de la religion.

A côté des sodalités il y avait des factions organisées en décuries qui furent également dissoutes par le sénatus-consulte : *ut sodales, decuriatique discederent*. Voici très probablement ce qu'étaient ces décuries. Chaque

(1) ASCONIUS, *In togâ candidâ*.

(2) MOMMSEN, *De coll. et sod.* C. IV, p. 76 et 77.

(3) CICER. *Epistol. ad Quint.* II, 3.

(4) MOMMSEN, *De coll. et sod.* C. III, § 7.

membre des tribus qui vendait sa voix, donnait son nom au *sodalis* du candidat. Ce nom était inscrit sur un registre, et chaque dizaine de noms formait une décurie à la tête de laquelle on mettait un décurion afin de donner plus de cohésion au vote. Le sénatus-consulte de l'an 54 ne toucha pas, comme on le voit, aux collèges d'artisans : il n'eut qu'un but, la destruction des sodalités et des factions organisées en décuries. Il fut complété l'année suivante (55), sous le second consulat de Crassus et Pompée, par la loi *Licinia de sodalitiis*, portée, non plus comme le sénatus-consulte contre tous les membres des associations électorales, mais seulement contre les auteurs des brigues et contre ceux-là seulement qui se portaient candidats (1).

En résumé, avant comme après ces sénatus-consultes et ces lois, nous ne trouvons, pendant notre première période, aucun texte qui exige pour les associations ouvrières ni même pour les associations quelconques, l'autorisation du Gouvernement. Nous pouvons donc poser en principe que les corporations ouvrières ont joui d'une pleine liberté jusqu'à la fin de la République. Sans doute, quand une association devenait dangereuse pour l'ordre public (et le cas s'est présenté plus d'une fois), elle était dissoute et les membres étaient sévèrement punis ; mais ceci n'a rien de contraire à la liberté. C'était le système répressif ; ce n'était point encore le système préventif que nous allons voir introduit par les Empereurs. A partir de César va commencer, en effet, contre le droit d'association en général, une série de dispositions restrictives que nous devons étudier si nous voulons bien connaître la situation légale des corporations d'artisans pendant cette seconde période, qui commence au dictateur pour se continuer jusqu'à la fin de l'Empire.

(1) MOMMSEN, *De coll. et sod.* C. III, p. 43 et suiv.

SECTION II^{me}

DES CORPORATIONS OUVRIÈRES SOUS L'EMPIRE

Lorsque l'Empire succéda à la République et confisqua à son profit toutes les libertés politiques, il ne pouvait guère respecter la liberté d'association. Aussi Suétone nous dit-il que César, puis Auguste, abolirent toutes les associations, excepté celles qui étaient consacrées par les lois ou par leur ancienneté (1). Parmi ces dernières se trouvaient évidemment les corporations ouvrières, car elles remontaient à l'origine même de Rome ou à des temps qui avaient précédé les troubles civils, cause première de cette série de mesures restrictives. A partir de ce moment, la législation ne varia plus. L'abolition des comices, en l'an 27 après J.-C., la défense des réunions extérieures et des cultes égyptien ou juif, que César avait respectés, l'expulsion de Rome ordonnée contre tous les sectateurs de ces religions ou d'autres semblables furent, sous Tibère, le complément des restrictions déjà imposées à la liberté d'association (2). Claude et Néron suivirent la même voie. Le premier défendit aux Juifs de se réunir, et supprima leurs associations que son prédécesseur, Caius Caligula, avait autorisées en les

(1) SUÉTONE, *César*, XLII. — *Augustus collegia, præter antiqua et legitima dissolvit.* — SUÉTONE, *August.* XXXII. — MOMMSEN, *De coll. et sod.* page 78.

(2) SUÉTONE, *Tibère*, 36.

rappelant à Rome (1). Quant au second, Tacite nous dit :
 « *Collegiaque, quæ contra loges instituerunt dissoluta* (2). »

La fréquence de ces édits montre quelle consistance l'idée d'association avait acquise. De Jules César à Nerva, dans l'intervalle d'un siècle, trois édits successifs viennent tour à tour confirmer les premières interdictions.

Mais de toutes les dispositions législatives qui ont restreint la liberté d'association, la plus importante nous paraît être un sénatus-consulte, dont on ne connaît d'une manière bien certaine ni l'origine ni la date, et qui est cité par le jurisconsulte Marcien (3). Ce texte est capital et va nous retenir un instant :

« Les mandements des empereurs, est-il dit au Digeste,
 « ordonnent aux présidents des provinces de ne pas
 « tolérer les associations (*Sodalicia*), et de ne pas souf-
 « frir que les militaires forment des associations dans
 « leurs camps.

« Toutefois, il est permis aux pauvres gens d'apporter
 « des cotisations mensuelles, pourvu qu'ils ne se réunis-
 « sent qu'une fois, et qu'ainsi, sous ce prétexte, ils ne
 « constituent pas une association illicite.

« Toutefois, il n'est pas défendu de se réunir dans un
 « but religieux, pourvu que l'on ne contrevienne pas
 « au sénatus-consulte qui prohibe les associations non
 « autorisées (4). »

Voyons d'abord la règle : nous verrons ensuite les exceptions -- :

(1) MOMMSEN, *De coll. et sod.* C. IV, p. 79.

(2) TACITE, *Annales*, XIV, 17.

(3) Dig. L. XLVII, t. 22, l. 1, § 1 ; l. 3, § 1, *eod. tit.*

(4) *Mandatis principalibus præcipitur præsidibus provinciarum ne patiantur esse collegia sodalicia, neve milites collegia in castris habeant. — Sed permittitur tenioribus stipem menstruam conferre, dum tamen semel in mense coeant, ne sub prætextu hujusmodi illicitum collegium coeat... — Sed religionis causa coire non prohibentur, dum tamen per hoc non fiat contra S. C. quo illicita collegia arcentur. — Dig. et corp. L. XLVII, t. 22, l. 1.*

D'abord les *collegia sodalicia* sont prohibés. Il paraît même à en juger par les expressions dont le texte se sert, que non seulement on doit dissoudre toute association de cette nature qui ne serait pas autorisée, mais qu'on doit même refuser toute autorisation à ces associations au cas où elles la demanderaient. En d'autres termes elles ne sont pas seulement soumises à la nécessité de l'autorisation préalable, mais elles sont absolument prohibées.

Le texte dit : *Collegia sodalicia*. Mais je ne pense pas qu'on puisse prendre cette expression dans le sens restreint où nous l'avons vu employée par la loi Licinia et où elle ne s'applique qu'aux réunions politiques. Cette expression comprend ici d'une façon générale toutes les associations privées. Ce qui nous confirme dans cette idée, c'est que les Basiliques traduisent ces mots *collegia sodalicia* par les mots *ἑταιρικά σύνθηματα*, les hétaires, expression grecque qui sert à désigner toutes les associations en général (1).

Les associations entre militaires sont également prohibées. Les vétérans eux-mêmes ne peuvent se réunir dans un but religieux (2). Nous voyons même par d'autres textes qu'il n'est pas d'association que les empereurs aient défendue plus sévèrement. Ceci est d'autant plus remarquable que les militaires sont exemptés, en général, de toutes les prohibitions du droit civil, Mais dans un temps où une poignée de prétoriens proclamait et détrônait les empereurs, on comprend que ceux-ci aient vu avec une certaine défiance toute association dans l'armée.

Voilà la règle. Voyons maintenant les exceptions.

Il faut excepter, cela est évident, les associations populaires dont nous avons déjà parlé, *collegia compitalicia*.

(1) V. l. 4. *De coll. et corp.* où, sous le nom d'hétaires, Gaïus embrasse une foule d'associations de diverses natures.

(2) L. 2. *De extraord. crim.* : — *Sub pretextu religionis vel sub specie solvendi voti coetus illicitos nec a veteranis tentari oportet.*

On sait, en effet, que le despotisme jaloux des empereurs se montra toujours beaucoup plus hostile aux riches et aux nobles qu'au bas peuple. Dans le même temps qu'Auguste proscrivait tout ce qui pouvait rappeler les associations patriciennes de la République, nous le voyons rétablir les associations de carrefours. « *Compitales lares ornari bis in anno instituit vernis floribus et æstivis* ⁽¹⁾. »

Il faut excepter également, bien que le texte n'en parle pas, nos corporations d'ouvriers : elles ne portaient pas ombrage aux empereurs : nous voyons au contraire que certains privilèges sont accordés à celles qui présentent une utilité publique ⁽²⁾.

Il faut excepter encore les associations religieuses officielles, les collèges de prêtres institués pour le service du culte public. Non seulement ces collèges étaient autorisés, mais à la mort de chaque empereur on en créait un, chargé de rendre un culte au nouveau dieu. C'est ainsi que nous voyons institué en l'honneur d'Auguste un *collegium Augustale* ⁽³⁾. Après la mort d'Antonin viennent les *sodales Antoniani* ; après la mort d'Alexandre Sévère, les *sodales Alexandrini* ⁽⁴⁾.

Ces différentes associations restèrent donc en dehors des prohibitions générales et jouirent de la même liberté qu'auparavant. Bien plus, il fut même permis pour des causes spécialement et limitativement déterminées de former des collèges nouveaux. C'est ainsi que, d'après le rescrit, les pauvres gens pouvaient se réunir une fois par mois pour former un fond commun de funérailles.

(1) SUÉTONE, *Octave* 31. La restauration de ces sodalités, en l'an 8 de J.-C., fut le point de départ de l'institution des Augustaux dans les provinces, EGGER, *Recherches sur les Augustales*.

(2) L. 6. *De jur. immunit.*

(3) V. Gaston BOISSIER. *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*, t. I, p. 180 et suiv.

(4) V. Capitol. *Anton. Pius.* ch. 13 et Lamprid. *Alex. Sévère*, ch. 63.

Mais il n'est pas probable qu'il y ait eu beaucoup d'autres causes d'association. Le besoin d'assurer aux morts une sépulture décente, pour que leurs mânes désolés, dans la croyance payenne, ne restassent pas errants, fut probablement le seul motif qui sembla mériter cette faveur ⁽¹⁾. Du moins, nous ne voyons pas, ni dans les auteurs, ni dans les inscriptions, que quelqu'autre genre d'association ait été permis d'une manière générale. Mais beaucoup d'associations proscrites avaient dû, pour échapper à la loi, accepter le déguisement de ces sociétés funéraires, dans le sein desquelles s'étaient réfugiés bien des sentiments nobles et délicats, et sur lesquelles nous aimerions à nous arrêter plus longtemps. Qu'il nous suffise de dire que dans les rangs de ces sociétés les hommes libres et les esclaves se confondaient dans une fraternité touchante et que le fonds commun des funérailles était aussi un fonds de secours destiné à subvenir aux besoins des plus nécessiteux, des pauvres, des veuves et des orphelins ⁽²⁾.

Comme toutes les dispositions législatives qui visèrent le droit d'association, le sénatus-consulte dont nous venons de nous occuper, ne fut d'abord rendu que pour la ville de Rome. Mais dans la suite, la coutume, les rescrits des princes en ordonnèrent l'application à l'Italie et aux provinces. C'est ainsi que, tandis que Josèphe

(1) MOMMSEN. *De coll. et sod.* § 14 et suiv. — MOMMSEN cite une longue inscription découverte en 1816 sur les fragments d'une table de marbre à Lavinia ; elle est intitulée : *Lex collegii salutaris cultorum Dianæ et Antonoï*. C'est l'acte de société, la charte d'une de ces associations funéraires dont nous nous occupons. Elle est de l'an 133 ap. J.-C. et commence ainsi : K. J. C. « *Convenire collegiumque habere liceat... qui stipem menstruam conferre vo(lent in funera), ii collegium coeant neque sub specie ejus collegii... nisi semel in mense coeant « conferendi causa unde defuncti sepeliantur.* » Les détails que donne cette inscription cadrent parfaitement avec les renseignements que Marcien nous fournit dans le Digeste.

(2) V. Gaston BOISSIER, *ouvrage cité*, t. II, p. 333.

nous apprend que l'édit de César ne s'appliquait qu'à la ville de Rome *κόλιων θέκτονος συνεγερθαι κατὰ πόλιν*, Marcien, après avoir distingué les collèges qui restent permis de ceux qui sont proscrits, ajoute : Alexandre-Sévère, lui aussi, a voulu que ce droit fût applicable à l'Italie et aux provinces (1).

Ainsi, et pour nous résumer, durant cette période nulle association, quelle qu'en soit la nature, ne peut valablement se former, si elle n'est spécialement autorisée. Toutefois, même sous les empereurs, certains genres de collèges, nos collèges d'ouvriers, par exemple, les collèges compilaticiens, les collèges de prêtres officiels restent en dehors des prohibitions générales et jouissent de la même liberté qu'auparavant. Bien plus, il est même permis, pour des causes spécialement et limitativement déterminées, de former des collèges nouveaux, et c'est ainsi que nous voyons apparaître les sociétés funéraires.

Si les empereurs toléraient les associations ouvrières anciennement établies, ils ne se montraient pas très-favorables à la création de collèges nouveaux. La correspondance de Pline à Trajan ne permet pas d'en douter. Pendant que Pline gouvernait la Bithynie, il demanda l'autorisation à Trajan de fonder à Nicomédie un collège de 150 ouvriers charpentiers qui seraient chargés d'éteindre les incendies. L'empereur refusa. « N'oublions pas, lui « écrivait-il, combien cette province et surtout cette ville « ont été troublées par des sociétés de ce genre. Quelque « nom qu'on leur donne, pour quelque motif qu'ils « soient institués, il ne tarderont pas, quand ils seront « réunis, à devenir une association factieuse (2). »

De ce récit il ne faudrait pas induire que toute création nouvelle de collèges d'ouvriers ait été généralement et

(1) « *Quod non tantum in Urbe sed et in Italia et in provinciis locum habere D. quoque Severus rescripsit.* » L. XLVII, t. 22, l. 1 *princ.*

(2) PLINE, *Epistol.* X. 43.

absolument interdite. Les empereurs forts de leur omnipotence ne suivaient, à cet égard, d'autre ligne de conduite que celle que leur dictaient les circonstances et les nécessités du moment. Ainsi, dans le même temps qu'il refusait l'autorisation demandée par Pline, Trajan fondait à Rome et organisait le corps des boulangers pour assurer le service de l'annone ⁽¹⁾.

A côté des corporations ouvrières qui avaient été maintenues, on conservait aussi les associations dont le premier objet avait été d'exploiter les nations conquises, celles que la volonté d'assurer aux vainqueurs les fruits de leurs victoires et les besoins du peuple roi avaient fait créer pour l'exploitation des mines, des carrières et des salines, pour le commerce de terre et de mer, surtout pour la levée et le transport des impôts dont chaque province était redevable, en argent ou en denrées, afin d'approvisionner la ville et les armées. On connaît ces associations de publicains ou sociétés vectigaliennes et nous ne nous y arrêterions pas plus longtemps, si elles n'avaient servi de modèle à quelques-unes des corporations dont nous nous occupons spécialement. Tite-Live nous rapporte que les deux Scipion, triomphants en Espagne, étaient parvenus à détruire l'armée d'Asdrubal et à empêcher son passage en Italie et sa jonction avec Annibal. Mais au milieu de leurs succès les deux généraux romains manquaient d'argent, de vivres et de vêtements pour leurs troupes de terre et de mer. Ils demandèrent des secours au Sénat ; mais la République s'était déjà épuisée par de longs efforts. C'était au crédit à suppléer à ses ressources défailiantes. C'est pourquoi le prêteur Fulvius convoqua une assemblée générale du peuple et, s'adressant particulièrement à ceux qui s'étaient enrichis dans les marchés avec l'Etat, il les exhorta à traiter pour toutes les fournitures de l'armée d'Espagne. Au

(1) S. AUREL. VICTOR. *De Caesaribus*, p. 215.

jour fixé il se présenta trois sociétés qui se chargèrent des approvisionnements sous deux conditions : la première c'est que les membres de ces sociétés seraient exempts du service militaire tant que durerait l'entreprise, la seconde, que la force majeure provenant de l'ennemi et de la tempête serait à la charge de l'Etat. Ainsi se formaient ces sociétés qui assuraient les services publics avec la même exactitude que si le Trésor y eût pourvu lui-même. Telles furent les sociétés vectigaliennes ; telles furent aussi quelques-unes des corporations dont nous devons nous occuper plus spécialement, et, en particulier, celles qui étaient destinées à assurer la subsistance du peuple.

Les plébéiens pauvres, qui vivaient des largesses publiques, représentaient un quart environ de la population de Rome. Privés de tout travail par la concurrence terrible que leur faisaient les esclaves, le plus grand nombre de ces pauvres gens était réduit à vivre sans travailler et à demander sa subsistance aux largesses de l'Etat, des empereurs et des riches ⁽¹⁾. Pour nourrir cette multitude oisive, ennuyée, pleine d'appétit et qui ne distinguait plus un Trajan d'un Néron quand elle avait mangé, il fallait faire venir les blés et les bestiaux des provinces. Aussi l'Etat avait-il organisé, pour la perception des impôts et pour leur transport à Rome, une administra-

(1) Les distributions de blé faites à la plèbe romaine furent d'abord intermittentes ; elles ne devinrent régulières qu'en l'an 123 av. J.-C. A cette époque le blé n'était pas livré gratuitement, mais à moitié prix. En l'an 58 avant notre ère, les distributions devinrent gratuites. Dès le temps de Cicéron, le cinquième des *vectigalia* était absorbé par ces distributions. Sous Aurélien en 270, les distributions mensuelles devinrent journalières ; chaque *accipiens* recevait par jour deux livres de pain de fine fleur de farine. En outre, il y avait souvent des distributions extraordinaires. Au pain frais, Aurélien ajoutait de la viande de porc et même il allait y joindre une ration quotidienne de vin quand un préfet du prétoire l'arrêta en lui faisant entrevoir comme conséquence la nécessité d'ajouter un jour des distributions d'oies et de poulets. — Fl. Vospic, *Aurel.*, 35.

tion nombreuse exerçant une surveillance active sur tous ceux dont le travail de près ou de loin se rattachait à la subsistance du peuple. Parmi ceux-ci on comprenait les armateurs et les marins qui, sous le nom de *naviculaires*, étaient chargés de transporter les blés des provinces maritimes à Ostie, les bateliers, appelés *candicaïres*, qui l'amenaient d'Ostie à Rome. Sénèque parle des *candicaïres* comme d'une institution fort ancienne ⁽¹⁾ et Socrate dit, dans son histoire ecclésiastique, qu'il y avait à Rome, depuis une haute antiquité, de grands établissements de boulangerie ⁽²⁾. Mais l'organisation complète de ces métiers ne se fit que peu à peu. Dans le principe ce furent, comme nous l'avons vu, des entrepreneurs particuliers qui furent chargés de ces services publics et qui, par exemple, amenèrent le blé des provinces. Sous Claude on leur accorda des primes ; on encouragea par des privilèges la construction des navires ; enfin, on forma le collège des naviculaires, ainsi qu'un grand nombre d'autres collèges d'ouvriers utiles au service et à la splendeur de Rome et des grandes villes.

Alors, principalement dans le cours du second siècle, nos collèges d'ouvriers vont perdre leur caractère primitif d'associations libres, et commencer à compter parmi les institutions régulières officielles de l'Etat ; changement capital, qui marque pour la plus grande partie des classes ouvrières le point de départ d'un régime tout nouveau, dont les développements remplissent les III^e et IV^e siècles. Dès le III^e siècle on les trouve partout formées en collèges et partagées, pour ainsi dire, en trois groupes dont les membres jouissent d'autant moins de liberté individuelle qu'ils ont avec l'Etat des rapports plus intimes. Ces trois groupes comprennent : les ma-

(1) SÉNÈQUE, *De brev. vitæ*, 13.

(2) SOCRATE, *Hist. ecclés.* V. 18.

nufactures de l'Etat, les professions nécessaires à la subsistance du peuple et les métiers libres.

Etudions en détail cette transformation. Nous avons vu comment les premiers empereurs, par une série d'édits, s'efforcèrent de contenir dans d'étroites limites les tentatives de l'esprit d'association. Mais quand Rome se fut habituée à la servitude, quand les empereurs n'eurent plus à redouter d'agitations séditeuses, les craintes que les associations faisaient naître devinrent moins systématiques.

Déjà Domitien avait fondé et réorganisé en faveur des artistes et des lettrés les collèges de Minerve et de Jupiter Capitolin ; Trajan, nous l'avons vu, fonda à Rome et organisa le corps des boulangers. Son successeur Adrien fit beaucoup plus : il comprit quelles précieuses ressources les corporations pouvaient lui offrir pour l'exécution des grands édifices qu'il projetait ; il vit en elles un instrument puissant qu'il s'efforça de mettre à profit dans l'intérêt de ses vastes entreprises. Aussi enrôla-t-il les ouvriers constructeurs en cohortes organisées sur celles de l'armée. « *Ad specimen legionum militarium, fabros, perpendiculariores, architectos, genusque cunctum extruendorum mœnium seu decorandorum, in cohortes centuriaverat* ⁽¹⁾. »

La nouvelle condition qui fut faite aux corporations d'ouvriers qui se rattachaient à un service public se précise par un texte du Digeste où le jurisconsulte Callistrate s'exprime ainsi : « *Quibusdam collegiis vel corporibus quibus jus coeundi permissum est, immunitas tribuitur : scilicet eis collegiis vel corporibus in quibus artificii sui causa unusquisque adsumitur ; ut fabrorum corpus est, et si qua eandem rationem originis habeant, id est idcirco instituta sunt, ut necessariam operam publicis utilitatibus exhiberent* ⁽²⁾. »

(1) S. A. VICTOR, *De vita et mor. Imperat. Epit.*, cap. XIV.

(2) Dig. L. L., t. 6, l. 5, § 12.

Les privilèges attribués aux corporations étaient, avant tout, une compensation des charges qui pesaient sur elles. La servitude, qui leur était imposée, résidait dans l'obligation de fournir leur travail à l'Etat, moyennant le salaire qu'il plairait à celui-ci de leur accorder. D'ailleurs, la société romaine reconnaissait par des immunités et des bénéfices permanents l'état de sujétion imposé aux collèges, et par un salaire spécial chacun des services rendus. Leurs privilèges consistaient dans une exemption absolue de toutes les charges publiques, de toutes les fonctions municipales et de tous les impôts extraordinaires ; point de corvées, point de service militaire, dispense complète de ces lourdes impositions qui écrasaient les autres classes de la société romaine. Indépendamment de ces avantages, les corporations ouvrières recevaient de l'Etat une dotation en terres.

C'était pour elles une première indemnité, mais elles en recevaient fréquemment une autre, qui était la rémunération de leurs services et se réglait exclusivement d'après leur importance. C'est ainsi que les *calceis coctores* recevaient une amphore de vin pour trois voitures de chaux, et les voituriers qui amenaient cette chaux, une amphore de vin pour 2,900 livres de chaux ⁽¹⁾.

Ainsi tant que l'Empire garda quelque prospérité, la condition des corporations ouvrières resta toujours tolérable ; aussi elles se recrutaient librement. Mais à mesure que la richesse publique diminuait, leur condition devenait plus pénible. C'est alors qu'apparaissent dans leur histoire une série de dispositions législatives qui toutes ont pour objet d'en retarder la dissolution, parce que c'est en réalité sur elles que pèse la plus grande partie des charges de la cité et que l'antique salaire de leurs membres n'est plus, comme le dit le Code, qu'une simple consolation, *solatium* ⁽²⁾.

(1) Cod. Théod. L. XIV, t. 6, l. 1.

(2) Cod. Théod. L. XIV, t. 3, l. 19.

Presque toutes les lois qui font sentir à l'ouvrier sa servitude, appartiennent à l'histoire des III^e et IV^e siècles. A cette époque la situation économique de l'Empire commençait à effrayer les esprits sages et clairvoyants. Le nombre des esclaves diminuait et le temps était loin où Rome la conquérante, comblait à l'aide de captifs, les vides que la mort faisait dans les familles des riches citoyens. D'un autre côté le nombre des affranchissements allait toujours croissant et la foule des affranchis allait grossir la masse déjà si nombreuse de cette plèbe oisive, qui vivait sans travailler aux dépens du trésor public. Pour remédier à ce déplorable état de choses, Antonin retrancha tout secours aux oisifs parce qu'il ne connaissait, disait-il, rien de plus cruel que de voir la République grugée par des hommes qui ne produisaient rien ⁽¹⁾. Alexandre Sévère fit plus : il établit dans la ville un grand nombre de manufactures ⁽²⁾ et pour y attirer des marchands il accorda à ceux-ci les privilèges les plus étendus ⁽³⁾.

Enfin, pour diminuer le nombre effrayant de ceux qui consommaient sans produire, Alexandre-Sévère chercha à faire travailler les pauvres et les oisifs, et il étendit le système de corporations à toutes les professions. Ne pouvant plus obtenir des esclaves, disparus en grand nombre, tout ce que demandaient les besoins de l'Empire, il l'exigea des hommes libres et, pour atteindre ce but, il en fit de véritables esclaves des corporations. C'est ainsi qu'il organisa en collèges les marchands de vin, les marchands de légumes, les cordonniers et tous les métiers en général. Il leur donna des règlements, mit à leur tête des défenseurs tirés de leur sein et dé-

(1) Capitolin, Antonin, 7.

(2) LAMP. *Alex. Sév.* 21, 32. « *Mechanica opera Romæ plurima instituit.* »

(3) Ibid., id.

termina la juridiction à laquelle ressortiraient leurs procès (1).

Durant le IV^e siècle, la position de l'ouvrier romain s'aggrava encore davantage. A cette époque, la fortune publique diminuait rapidement et le salaire attribué à l'ouvrier n'était guère qu'une compensation qui tendait à atténuer de pénibles obligations. Alors il fallut user de rigueur pour assurer le recrutement des corporations qui étaient devenues un des rouages de l'Etat. Aussi une novelle de 438 nous dit-elle que les armuriers doivent être tellement asservis à leurs métiers, qu'épuisés par le travail ils demeurent encore jusqu'au dernier soupir, eux et leur famille dans la profession qui les a vus naître (2). » C'est vers la même époque que les bouchers, les boulangers et les naviculaires, se virent irrévocablement attachés, corps et biens, à leur métier. Car c'était principalement le fonds commercial que l'Etat voulait atteindre et retenir. Ce fonds, formé et accru par les dotations reçues, *fundi dotates* (3), les profits du négoce et les subsides du trésor public, appartenait moins à l'homme qui l'exploitait et n'en avait que l'usufruit, qu'à la corporation pour le bénéfice de laquelle il avait été créé et dont il ne pouvait être détaché. La dotation, le fonds commercial se transmettaient héréditairement, la coopération aux charges publiques qui y étaient attachées, devait donc elle-même être héréditaire et le fils était fatalement destiné par sa naissance à la profession de son père. C'est ainsi que la servitude s'étendit du fonds commercial à l'artisan, et que les Romains se virent conduits à fixer l'ouvrier à sa fonction et à la rendre héréditaire. Bien plus, tout détenteur de fonds grevés, devait, à ce seul titre, contribuer aux charges

(1) LAMP. *Alex. Sév.* 21, 32.

(2) Cod. Théod. nov. I. VI.

(3) Cod. Théod. L. XIV, t. 3, l. 7, 13, 19; tit. 4, l. 8.

publiques ; mais, plus heureux que l'artisan lui-même et ses héritiers directs, il pouvait opter entre les charges du collège ou l'abandon de sa dotation. « Ceux qui dé-
« tiennent à un titre quelconque des propriétés soumises
« aux charges des corporations, soit qu'ils les possèdent
« par suite d'achats ou de donations ou à tout autre
« titre, que ceux-là, ou bien participent aux charges
« publiques à proportion de l'importance de ces pro-
« priétés, ou qu'ils renoncent à leur possession ⁽¹⁾. »
Cette chaîne, légère dans les temps de prospérité, devenait insupportable aux époques de misère et de calamités publiques ; aussi beaucoup d'artisans cherchaient-ils à la secouer. Le Code Théodosien contient un grand nombre de lois qui, après les invasions, rappellent à leur devoir les fugitifs, et enjoignent de rechercher avec sévérité les naviculaires, les boulangers et les membres de toutes les corporations de Rome ⁽²⁾.

Ainsi, sous prétexte d'empêcher la licence industrielle, mais en réalité, comme nous venons de le dire, pour créer un moyen de plus de domination, on viola à l'égard des ouvriers la loi fondamentale et économique de la liberté du travail. Pendant cette dernière période, l'industrie, qui avait été florissante dans les siècles passés, grâce à l'habileté et au grand nombre des esclaves, mais qui languissait depuis qu'elle en avait été privée, ne put se relever et suivit la marche décroissante de la puissance impériale. Ce résultat était fatal ; pour vivre et se développer, le travail et l'industrie doivent avoir une vie propre et indépendante ; s'ils ont besoin pour vivre de tel ou tel gouvernement, lorsque ce gouvernement disparaît ou faiblit, ils sont entraînés dans sa chute.

(1) Cod. Théod. L. XIV, t. 4, l. 8. § 2.

(2) Cod. Théod. L. XIII, t. 4, l. 35. — L. XIV, t. 2, l. 4 ; t. 7, l. 2,

CHAPITRE II

DE L'ORGANISATION DES CORPORATIONS OUVRIÈRES.

Après avoir fait l'historique des corporations ouvrières sous la République et l'Empire il nous reste à entrer dans quelques détails sur leur organisation.

Commençons par étudier celles de ces corporations sur lesquelles les chaînes de la servitude administrative s'étaient le plus appesanties et dont la tradition avait fait un des organes nécessaires de l'administration impériale.

§ 1. Des Nautoniers.

Les provinces fournissaient sous le nom de *canon frumentaire* le blé qui devait nourrir la plèbe de Rome. Pour transporter ce blé, on organisa de bonne heure, non seulement à Rome, mais encore dans les diverses provinces de l'Empire romain, une corporation de nautoniers ⁽¹⁾. Les membres de ce corps différaient entre eux sous le rapport de l'origine : les uns étaient de race plébéienne, les autres de race curiale ⁽²⁾, d'autres étaient plus ou moins élevés en dignité (*potioris dignitatis*) ⁽³⁾.

Ils rendaient des services considérables ; ils étaient chargés notamment de faire à leurs frais ⁽⁴⁾ les transports

(1) Code Théod. L. XIII, t. 5, l. 9, 14, 16, 20.

(2) Cod. Théod. l. 5 *de naviculariis*. L. XIII, t. 5.

(3) Cod. Théod. l. 5 et 6. *eod. tit.*

(4) Cod. Théod. l. 7 et l. 4, *eod. tit.*

des blés, des vivres, des impôts et revenus publics de l'Espagne et de l'Afrique à Rome ⁽¹⁾, et de l'Égypte à Constantinople ⁽²⁾ ; c'est-à-dire qu'ils étaient chargés de pourvoir au transport maritime des objets de consommation de ces deux grandes capitales. La construction des vaisseaux était à leur compte ⁽³⁾, de sorte qu'ils étaient entrepreneurs forcés de transport ⁽⁴⁾.

Mais comme de leur exactitude dépendait le salut public, la loi traçait l'itinéraire des navires, enjoignait aux gouverneurs d'empêcher les séjours trop prolongés dans les ports de leurs provinces, fixait la durée du voyage, punissait de mort le trafic des blés, en cas de naufrage ordonnait une enquête et, quelquefois, faisait mettre la moitié de l'équipage à la torture ⁽⁵⁾.

La corporation des nautoniers se recrutait de diverses façons ; d'abord on était assujetti à cette condition par la naissance ; le fils d'un marinier était obligé de suivre l'état de son père ; ensuite par la qualité d'héritier ou de successeur aux biens d'un homme de cette profession ⁽⁶⁾. Mais comme, dans ce métier dangereux, les naissances ne pouvaient pas combler les vides faits par les accidents de mer, le préfet du prétoire était chargé de recruter sans cesse de nouveaux membres pour cette corporation ⁽⁷⁾. Les gens sans aveu, les vagabonds, *vacui, otiosi, vacantes*, venaient grossir le nombre des naviculaires ⁽⁸⁾. Toutefois, les frais considérables qu'entraînaient les transports maritimes obligeaient à prendre les hommes, devant en faire partie, surtout parmi les gens riches ; aussi, étaient-

(1) Cod. Théod. l. 4, 10 et 38 *eod. tit.*

(2) Cod. Théod. l. 7, 14, 18, 19, 20, 22, 23, 32, 33 *eod. tit.*

(3) Cod. Théod. l. 4, 14, 2, *eod. tit.*

(4) V. SERVIGNY, *Droit public et adm. rom.* t. II, p. 354.

(5) Cod. Théod. L. XIII, t. 9, l. 2.

(6) C. Théod. l. 1, 19, 22, 35, L. XIII, t. 5.

(7) C. Théod. l. 4, 27, L. XIII, t. 5.

(8) Id. l. 3 § 4 *de naufragiis* L. XIII, t. 9 ; l. 1, *de municip.* l. 3, *de tabular.*

ils ordinairement choisis parmi les décurions⁽¹⁾. Et comme cette profession était onéreuse, les curiales qui y rentraient ne pouvaient point être rappelés dans leur ordre⁽²⁾.

Une fois entrés dans cette corporation, aucune faveur ne pouvait en faire sortir. Honorius, cependant, permit de s'en affranchir par la prescription de cinquante ans c'est-à-dire par la possession paisible, durant ce long espace de temps, de la franchise de cette charge⁽³⁾.

Les *navicularii* n'étaient pas simplement tenus personnellement de remplir leurs obligations, mais leurs biens y étaient affectés, en ce sens qu'ils ne pouvaient pas les aliéner, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, sans que le donataire ou l'acquéreur fût assujéti aux charges de son auteur, nonobstant toute clause contraire insérée dans le contrat, et tout rescrit obtenu du prince⁽⁴⁾.

En compensation de ces charges, les membres du corps des naviculaires jouissaient d'assez grands avantages. Ainsi notamment ils étaient exempts des autres charges telles que celles des curies⁽⁵⁾ de l'impôt foncier jusqu'à concurrence d'un certain chiffre (*fugatio* ou *captatio*)⁽⁶⁾ et de l'impôt des patentes pour leurs spéculations particulières⁽⁷⁾. Il leur était de plus alloué une commission d'un *solidus aureus* par chaque mille *modii* de blé qu'ils transportaient. Les naviculaires furent élevés par Constantin et Théodose au rang de chevaliers⁽⁸⁾.

(1) Cod. Théod. l. 5 et 16 *de naviculariis*. L. XIII, t. 5.

(2) Id. l. 5, 14, 19, 25, h. t. et l. 134 *de decurionibus*.

(3) Id. L. XIII, t. 6. l. 10.

(4) Id. L. XIII, t. 6.

(5) Id. l. 7, L. XIII, t. 5. *

(6) Id. l. 14, L. XIII. t. 5.

(7) Id. l. 23, 24 *eod. tit.* — Cet impôt (*lustralis consolatio* ou *chrysargirum*) inventé par Caligula et Vespasien, étendu à tous les métiers par Alexandre-Sévère, fut modifié par de nouveaux règlements dûs à Constantin.

(8) Id. L. XIII, t. 5, l. 16.

§ 2. Des portefaix.

Des vaisseaux des naviculaires, les blés passaient ensuite par les mains des *saccarii*, des chargeurs, des porteurs, jusque dans les greniers publics pour être distribués dans les différentes boulangeries de la ville où ils étaient convertis en farine et en pain. Les portefaix (*saccarii*) étaient organisés en corporations et avaient le monopole du chargement et du déchargement des navires ; le tarif de leurs salaires était fixé par le préfet de la ville. Toute personne, il est vrai, pouvait, pour le transport de ses marchandises, se servir de ses gens, mais elle devait alors abandonner au fisc le cinquième de leur valeur. C'était une liberté tout-à-fait illusoire, car personne, avec une semblable condition mise en exercice, n'eût voulu en profiter. Voici au surplus à ce sujet la constitution de Valentinien qui se trouve au titre de *saccariis portus Romæ* : « *Omnia quæcumque adre.xerint privati ad portum*
« *urbis æternæ, per ipsos saccarios vel eos qui se huic*
« *corpori permiscere desiderant, magnificentia tua jubeat*
« *comportari et pro temporum varietate mercedes, consi-*
« *derata justa æstimatione, taxari, ita ut, si claruerit,*
« *aliquem privatum per suos adrentitias species compor-*
« *tari, quinta paro ejus speciei fisco lucrativa vindi-*
« *cetur* (1). » C'était la corporation des mesureurs qui était chargée de faire les livraisons.

§ 3. Des Meuniers-Boulangers.

Sous l'empire romain les progrès de la civilisation n'avaient pas encore amené cette division du travail qui est la grande force de l'industrie moderne ; aussi ces

(1) Cod. Théod. L. XIV, t. 22.

deux opérations, celle de broyer le grain et celle de faire le pain étaient-elles exécutées par les mêmes personnes. Le mot *pistores* désigne ceux qui se livraient à ce double travail ⁽¹⁾.

Les meuniers-boulangers formaient une corporation, *corpus, ordo* ⁽²⁾. Une partie du pain qu'ils fabriquaient était distribuée gratuitement, le surplus était vendu. La corporation des boulangers relevait du préfet de la ville ⁽³⁾, qui, pour cette partie du service, avait sous ses ordres le *Præfectus annonæ* créé par Auguste ⁽⁴⁾. Il y avait dans Rome deux cent cinquante-quatre établissements de boulangeries pourvus d'esclaves, d'animaux, de meules ⁽⁵⁾. Chaque établissement avait ses patrons chargés de son exploitation ⁽⁶⁾ et possédait des biens lui appartenant en propre ⁽⁷⁾.

La loi veillait à ce que la corporation des boulangers fût toujours au complet parce qu'elle était considérée comme d'ordre public. Le fils d'un boulanger était fatalement destiné par sa naissance à la profession de son père et la corporation devait le faire remplacer jusqu'à l'âge de vingt ans s'il n'avait pas encore atteint cet âge à la mort de son père ⁽⁸⁾; le gendre tombait sous la même loi par sa seule union avec la fille d'un boulanger; le divorce, même, ne pouvait lui rendre sa liberté, s'il avait compromis la dot de sa femme ⁽⁹⁾; il fallait qu'il

(1) La mouture du blé se faisait au moyen de meules mûes ordinairement par des esclaves ou des animaux domestiques, mais quelquefois aussi, l'eau était employée comme moteur, car il est incontestable que les Romains savaient se servir de l'eau dans leur industrie (*Cod. Just.* l. 10, de *Aqueduct.*)

(2) *Cod. Théod.* l. 2, 3, 8, 10, 13, 14, 19, 20, 21, de *pistoribus*. L. XIV, t. 3.

(3) *Id.* l. 2 et seq. L. XIV, t. 3.

(4) *Id.* l. 1, 3, 12, 14, 15, 21, *h. t.*

(5) *Id.* l. 1, 7, *h. t.* et l. 4, de *annon. frum.*

(6) *Id.* l. 2, 7, 12, L. XIV, t. 3.

(7) *Id.* l. 7, 13, 19, *h. t.*

(8) *Id.* L. XIV, t. 3, l. 5.

(9) *Id.* l. 14, *h. t.*

réparât par le travail de toute sa vie le dommage causé à la communauté. Il ne fallait pas qu'un four chômât faute de maître ou que l'héritage d'un boulanger passât en des mains étrangères. Les ordres des empereurs sont positifs : « Dans les testaments, les donations ou les vœux dernières, les legs faits à des étrangers sont réservés comme nuls, si ceux qui sont gratifiés des biens d'un boulanger n'acceptent aussi volontairement les fonctions de boulanger (1). »

Enfin certaines condamnations légères entraînaient l'incorporation forcée dans le collège des boulangers (2).

Le boulanger ne pouvait quitter la corporation qu'en devenant sénateur (3) ; mais alors même il devait remettre à son successeur sa boutique avec les bêtes de somme qui en dépendaient, en un mot avec tout le matériel de la boulangerie (4). Tant que le boulanger n'avait pas de successeur, il était lié à sa boutique, et aucune faveur impériale ne pouvait l'en délivrer : *nulli liceat pistorum supplicatione delata ; subterfugendi muneris impetrare licentiam* (5).

Les boulangers avaient élevé un temple à l'Abondance (*annonæ sanctæ*).

§ 4. Des charcutiers et des Bouchers.

Nous avons vu qu'aux distributions gratuites de pain, les empereurs avaient ajouté des distributions de viande de porc : les provinces durent encore supporter cette nouvelle charge. La Campanie, la Lucanie, le Brutium et le Samnium furent surtout assujettis à ces nouvelles prestations et durent fournir chaque année un certain nombre d'animaux.

(1) Cod. Théod. l. 3, § 2, *h. t.*

(2) Id. L. XIV. t. 3, l. 3. — L. IX, t. 40, l. 3, 5, 8, 9.

(3) Id. L. XIV, t. 3, l. 4.

(4) Id. l. 7, *h. t.*

(5) Id. l. 6, *h. t.*

Pour recueillir cet impôt il fallait des hommes qui parcourussent les provinces pour estimer les animaux, les recevoir et les faire arriver à Rome. Ces soins et les détails accessoires étaient confiés à une corporation ⁽¹⁾ dont les membres portaient le nom de *suarii* ou *porcinarii*, c'est-à-dire charcutiers. Ils ramenaient à Rome les animaux fournis par les contribuables et débitaient gratuitement la viande pendant cinq mois, après en avoir retenu le vingtième pour leur salaire ⁽²⁾. L'Etat leur accordait en outre une indemnité de dix-sept mille amphores de vin par année ⁽³⁾. Les patrons avaient de plein droit au bout de cinq ans de service le titre de comte.

Le recrutement de la corporation des *suarii* était assuré, comme celui des boulangers. Le fils succédait à son père ⁽⁴⁾ et le *suarius* ne pouvait quitter sa profession qu'en se donnant un successeur et en faisant abandon de tous ses biens à la corporation.

A côté de la corporation des charcutiers se plaçait une autre corporation qui avait des fonctions analogues; ses membres étaient désignés sous le nom de bouchers, *pecuarii*; ils étaient chargés de la collection de la viande de mouton et de brebis. Honorius réunit en une seule ces deux corporations et leur appliqua les mêmes règles ⁽⁵⁾.

§ 5. Des Fabricants d'armes.

Les fabricants d'armes, *fabricenses*, formaient une corporation régie par des règlements plus sévères encore que ceux des nautoniers et des meuniers-boulangers. Ils étaient attachés aux manufactures de l'Etat où

(1) ORELLI, 3672.

(2) Cod. Théod. L. XIV, t. 3, l. 6.

(3) Id. l. 4. L. XIV, t. 3.

(4) Id. L. XIV, t. 4, l. 8.

(5) Id. l. 10, h. t.

se fabriquaient les épées, les casques et les boucliers, et étaient dirigés par un *procurator* ou *præpositus*, qui était sous les ordres du Gouverneur de la province.

La condition de ces ouvriers était si malheureuse qu'on dût prendre des dispositions sévères pour les empêcher de quitter leurs ateliers. D'abord, à l'exemple des jeunes soldats, on les marqua d'un fer rouge aux bras, afin de pouvoir les retrouver partout où ils se cacheraient. « *Stigmata (hoc est nota publica) fabricensium* » « *bracchiis ad imitationem tyronum infligantur, ut hoc* » « *saltem modo possint latitentes agnosci* ⁽¹⁾. » Plus tard, on leur imprima sur la main le nom de l'empereur : « *Singulis manibus eorum felici nomine pietatis nostræ* » « *impresso signari decernimus* ⁽²⁾. » Enfin, pour leur enlever tout espoir de se soustraire aux recherches, la loi condamnait ceux qui les cachaient et leurs enfants à devenir ouvriers de la même fabrique ⁽³⁾.

Une fois entrés dans la corporation, les fabricants d'armes ne pouvaient plus en sortir et leurs enfants devaient nécessairement en faire partie. Cependant, comme la fabrication des armes n'était pas d'une aussi grande nécessité pour la tranquillité publique que le transport des blés et des impôts, les décurions qui abandonnaient la curie pour se réfugier dans cette corporation pouvaient être rappelés dans leur condition. La fonction de curiale était, en effet, devenue si pénible vers la fin de l'empire romain, et tellement redoutée à cause des charges immenses qu'elle imposait, que ceux qui voulaient s'y soustraire ne reculaient devant aucun moyen. Ils entraient dans les manufactures impériales, où les ouvriers étaient presque assimilés aux esclaves, pour se soustraire

(1) Cod. Théod. l. 4, h. t. — Cod. Just. l. 3, de *fabricensibus*, LX, t. 22.

(2) Cod. Just. L. II, t. 42, l. 10. — C'est de là que vient probablement l'usage où sont encore aujourd'hui les ouvriers compagnons de se tatouer le bras (SERRIGNY. *D. publ. et adm. rom.* t. II, p. 371).

(3) Cod. Théod. l. 4, h. t. — Cod. Just. l. 3, de *fabricensibus*.

au dangereux honneur de la curie. Pour prévenir cette espèce de fraude, la loi exigea de l'homme libre qui voulait entrer dans un atelier d'armes un certificat constatant qu'il n'était ni fils ni petit-fils de curiale ⁽¹⁾.

En outre de la servitude à laquelle ils étaient assujettis, les armuriers étaient encore solidairement responsables entre eux des fautes de leurs confrères ⁽²⁾. C'était une nouvelle entrave apportée au développement de l'activité individuelle et de la responsabilité personnelle.

Comme compensation à toutes ces charges, les *fabri-censes* étaient dispensés de la milice ; cette faveur était tout entière au profit de l'empereur, qui avait besoin de leurs services. Ils n'avaient, en réalité, qu'un seul privilège et qui n'existait même que pour les chefs d'ateliers ; après avoir exercé cette charge pendant deux ans, ils sortaient de la manufacture et étaient exemptés de tout service public pendant le reste de leur vie ⁽³⁾.

§ 6. Des Mineurs.

Il existait à Rome des corporations de mineurs. Primitivement les mines appartenaient aux particuliers, moyennant l'obligation pour eux de payer au fisc et par chaque année une certaine redevance. Sous l'Empire, la propriété en revint à l'Etat qui les fit exploiter par les condamnés à perpétuité ⁽⁴⁾ que l'on marquait d'un fer rouge aux mains et aux pieds, et par une corporation d'ouvriers, *metallariis*, qui étaient attachés eux et leurs descendants à la mine sans possibilité de l'abandonner ⁽⁵⁾.

(1) Cod. Théod. L. X, t. 22, l. 6.

(2) Cod. Just. L. XI, t. 7, l. 5.

(3) Id. L. II, t. 9, l. 2.

(4) Cod. Théod. L. II, *de poenis*.

(5) Id. L. X, t. 19, l. 15.

§ 7. Différentes autres Corporations connues.

Nous trouvons encore indiquées, soit dans les historiens, soit dans les juriconsultes, différentes autres corporations : les *calcei cauctores* (chaufourniers) qui construisaient et réparaient les monuments publics ; les *dendrophores* qui étaient chargés de transporter les bois de l'Etat, de fournir le combustible pour les bains publics et d'entretenir les machines de guerre. Ils avaient pour divinités Sylvain et Cybèle comme les charpentiers et les forgerons (1) ; les deux corporations d'*aquarii*, qui devaient entretenir les aqueducs publics ; les *Cæsariani*, qui étaient des affranchis chargés de régir les biens séquestrés et les successions en déshérence ; enfin, on trouve au service même du prince des ateliers impériaux (*gynæciaria*) où tous les métiers étaient représentés. Les ouvriers, sous le nom de *gynæcei*, *murileguli*, *monetarii*, *bastagarii*, *histriones*, etc., travaillaient tous pour le compte de l'empereur et de sa maison.

Les ouvriers de ces ateliers étaient traités fort durement. Pour la moindre faute ils encouraient la peine de mort (2). Ils étaient tous responsables solidairement les uns des autres (3), enfin, eux et leur descendance, étaient attachés pour la vie à la profession qu'ils occupaient.

Ces différents collèges dévoués au service de l'Etat ou du prince avaient à peu près tous les droits et gardaient les mêmes usages que les collèges d'artisans que nous appelons libres par euphémisme, parce qu'ils avaient avec l'Etat des rapports moins intimes. Ces derniers collèges avaient conservé une plus grande indépendance, et bien que la servitude administrative, qui, dans les derniers temps de l'Empire avait atteint toutes les classes

(1) RABANIS. *Recherches sur les Dendrophores et les Corporations romaines en général* (Bordeaux 1841).

(2) Cod. Just. L. XI, t. 7, l. 2.

(3) Id. L. IX, t. 7, l. 5.

de la société, se fut étendue jusqu'à eux, il n'en est pas moins vrai qu'ils offraient encore à cette époque une fidèle image de ce qu'ils avaient été à l'époque de Gaius. Or, ce jurisconsulte pouvait dire en toute vérité, en se faisant l'écho de la loi des Douze Tables : « Aux corporations, d'après la loi est laissé le pouvoir de se faire telle organisation qu'elles voudront, pourvu qu'elles n'altèrent en rien la loi publique ⁽¹⁾. » Recherchons donc quelle était l'organisation de ces petites républiques ; cette étude est intéressante à plus d'un titre. Ce qu'elles furent sous l'Empire, elles le furent sous la République, et très probablement dès l'origine de Rome.

Chaque métier dans une ville formait ordinairement un collège ; mais il arrivait quelquefois que des métiers du même genre se réunissaient entre eux et ne formaient qu'une seule corporation. Les inscriptions fournissent de fréquents exemples de ces réunions ; c'est ainsi qu'elles associent invariablement les *fabri ferrarii*, les *tignarii*, les *centonarii*, les *dendrophori* ⁽²⁾. La loi elle-même encourageait cette tendance, afin de fortifier les associations, de mieux asseoir leur crédit en augmentant le nombre de leurs membres. « *Ad omnes iudices litteras dare tuam convenit gravitatem ut in quibuscumque oppidis dendrophori fuerint, centonariorum atque fabrorum annectantur, quoniam hæc corpora frequentia hominum multiplicari expedit* ⁽³⁾. » D'autres fois le collège s'étendait au-delà de la ville et comprenait tous les artisans exerçant des métiers analogues. Si le collège était trop étendu, il se divisait alors en centuries et en décuries.

On n'attend pas de nous la liste complète de toutes

(1) « *His autem potestatem facit lex, pactionem, quem velint sibi ferre; dum ne quid ex publica lege corrumpant.* » Dig. L. XLVII, t. 22, l. 4.

(2) ORELLI, n^{os} 4069, 4071.

(3) Cod. Théod. L. XIV, t. 8, l. 1.

les corporations libres qui sont mentionnées dans les textes ou les inscriptions. Qu'il nous suffise d'en indiquer quelques-unes parmi les principales. Le *collegium stru-torum* ⁽¹⁾, compris dans la liste des trente-deux profes-sions auxquelles Constantin accorde l'immunité de toutes les charges publiques ⁽²⁾, était uniquement composé d'ouvriers travaillant aux constructions maçonnées. A côté de ce collège on peut citer toute une série de cor-porations nettement tranchées, qui comprenaient les ouvriers occupés à préparer la pierre en blocs réguliers, pour les constructions maçonnées. Leurs membres por-taient les noms de *lapidarii* ⁽³⁾, *marmorarii* ⁽⁴⁾, *quadra-tarii*. Enfin les *fabriferrarii* travaillaient les métaux destinés aux constructions et les *tignarii* le bois. Quant aux *centonarii*, c'étaient très probablement des ouvriers couvreurs.

Grâce à la liberté presque illimitée dont jouissaient les corporations ouvrières, on vit peu à peu se former dans chacune d'elles une administration intérieure entière-ment distincte de l'administration générale de la cité. Le collège était bien plus que la cité le lien qui unissait les uns aux autres les ouvriers romains, et leur vie se con-centrait tellement dans les corporations, qu'il leur arrivait de compter les années, même dans les actes publics, à dater de la fondation de leur collège ⁽⁵⁾. Il avait ses assemblées et ses magistrats.

Les assemblées n'ont pas laissé de grands souvenirs dans l'histoire ; on était alors trop préoccupé des grands évènements qui se passaient au sein de l'Empire pour qu'on s'intéressât aux petites questions qui se débattaient dans leur sein. Les artisans seuls prenaient intérêt à ces

(1) ORELLI, n° 634.

(2) Cod. Théod. L. XIII, t. 4, l. 2.

(3) ORELLI, nos 4208, 4220.

(4) ORELLI, nos 4219, 4220, 7245.

(5) ORELLI, 1702, 820, 3891, 4064.

discussions et y attachaient une grande importance. Les assemblées se tenaient à jour fixe dans les lieux que les inscriptions désignent sous le nom de *scholæ*, *sequelæ* ou *curiæ* (1). On se réunissait quelquefois dans la maison d'un particulier (2) ; mais il y avait des corporations qui possédaient même des salles de festin (3). Dans ces réunions le collège se donnait des règlements de police spéciaux dont quelques-uns ont été conservés (4). Mais ces règlements ne se bornaient pas à des dispositions d'ordre et de discipline ; la *lex collegii* comprenait aussi des prescriptions techniques, semblables à ces statuts qui interdisaient aux membres de nos anciens corps de métiers des procédés vicieux ou rendaient obligatoires certaines méthodes traditionnelles.

Ces statuts et règlements étaient obligatoires pourvu qu'ils n'eussent rien de contraire aux lois. C'est ce que porte la loi 4 de *collegiis et corporibus* : « *Quidquid hi disponent firman sit, nisi hoc publicæ leges prohibuerint.* » Ils se conservaient dans l'intérieur des collèges, et sans doute ils ne furent jamais livrés à une publicité complète, mais ceux qui nous sont parvenus nous permettent d'induire sans témérité l'existence générale de règlements analogues. Pline reproduit dans leur ensemble les statuts des *fullones* (5), et il ajoute qu'ils furent soumis à la sanction du peuple et votés comme les lois de l'Etat. Or quand on voit les Romains fixer par des lois le traitement des étoffes, il n'est guère permis de douter qu'ils n'aient aussi réglementé des arts beaucoup plus importants.

Les décrets rendus dans les assemblées étaient conser-

(1) ORELLI, 4088. — V. Gaston BOISSIER : *La religion romaine d'Auguste aux Antonins*. T. II, p. 297 et s.

(2) ORELLI, 4136.

(3) ORELLI, 2417.

(4) ORELLI, 6086.

(5) PLINÉ, *Hist. nat.* XXXIV, 57.

vés dans les archives et quelquefois gravés sur les monuments.

Chaque collège créait dans son sein des magistrats dont les fonctions et la subordination mutuelle semblent calquées sur l'organisation même de la cité romaine. De même que le municipe, il se divisait en centuries et décuries ⁽¹⁾, à la tête desquelles étaient des chefs électifs désignés sous le nom de *magistri quinquennales* ⁽²⁾, etc. Enfin, si l'on en juge d'après le corps des *aquarii*, dont Frontin nous a transmis le détail ⁽³⁾, aux subdivisions administratives ou religieuses des collèges s'ajouterait une autre subdivision fondée sur la nature même des occupations auxquelles se livraient les membres d'un même collège, et la division du travail se serait traduite dans l'organisation des collèges par des catégories très-marquées.

Les premiers magistrats du collège étaient les duumvirs ⁽⁴⁾ ; ils étaient élus ⁽⁵⁾ à perpétuité ou renouvelés tous les cinq ans. Il y avait en outre les administrateurs des biens communs, dont les fonctions ne sont pas nettement déterminées ; les curateurs ⁽⁶⁾, procureurs ⁽⁷⁾, questeurs ⁽⁸⁾ et caissiers ⁽⁹⁾. Le fonctionnaire chargé de représenter le collège et de paraître en son nom devant les tribunaux, portait le nom d'*actor* ou *syndicus* ⁽¹⁰⁾. Enfin, au-dessous des grands dignitaires étaient le secrétaire et les greffiers ⁽¹¹⁾.

Ces différents magistrats étaient nommés dans des

(1) ORELLI, 4060, 4071, 4085, 4137.

(2) ORELLI, 4054, 4137.

(3) FRONTIN, *de æquæd.*, 117.

(4) ORELLI, 4135.

(5) ORELLI, 4057.

(6) ORELLI, 7194.

(7) ORELLI, 7194.

(8) ORELLI, 4133.

(9) ORELLI, 4138.

(10) Dig. L. III, t. 4, l. 1, § 1.

(11) ORELLI, 1687.

assemblées qui réunissaient au moins les deux tiers de leurs collègues (1). Certains auteurs ont prétendu que cette règle ne s'appliquait qu'aux corporations municipales. Sans doute, c'est à l'occasion des corps communaux que le Digeste nous la fait connaître ; elle présente cependant un caractère général. Nous ne nions pas, du reste, que l'acte constitutif d'un collège ne pût contenir d'autres règles obligatoires pour les membres de ce collège ; cet acte approuvé par le pouvoir législatif, pouvait déroger aux lois.

Outre le droit de nommer leurs magistrats, les corporations ouvrières avaient encore un certain nombre de privilèges que les empereurs leur avaient octroyés pour les favoriser dans l'exercice de leurs professions.

Nos textes parlent d'immunités, *jus immunitatis* (2), accordées à certaines corporations. Le *jus immunitatis* n'était pas un droit fixe et invariable ; le décret impérial qui l'accordait en réglait l'étendue. D'ordinaire il comprenait l'exemption de tous les *munera personalia*, tutelle, curatelle, service militaire ; quelquefois il comprenait l'exemption de tout ou partie des *munera patrimoniorum* (3), impôt foncier, prestations en nature, etc. La loi 2, L. XIV, t. 4 au Code Théodosien, énumère trente-quatre professions exemptées dans l'empire entier de toute corvée. « *Artifices artium, brevi subdito comprehensarum, per singulas civitates morantes, ab universis muneribus vacare præcipimus : si quidem e discendis artibus otium sit accommodandum, quo magis cupiant et ipsi peritiores fieri et suos filios erudire.* » Suit l'énumération.

(1) Dig. L. IV, t. 3, l. 4.

(2) Dig. l. 5, § 5, *de jure immunitatis*, L. I. t. 6.

(3) « *Patrimoniorum sunt munera quæ sumptibus patrimonii et damnis administrantes experiuntur. Personalialia sunt quæ animi provisione et corporalis laboris intentione sine aliquo gerentis detrimento perpetrantur.* » Dig. LXVIII, § 1 et 18, *de muneribus et honor.*

Toutefois ces privilèges devinrent par la suite bien inférieurs aux charges, puisque les empereurs furent obligés d'avoir recours aux mesures les plus sévères, pour forcer les enfants à rester dans le collège dont leur père avait fait partie, et d'ordonner aux magistrats de poursuivre les membres des corporations, même libres, s'ils venaient à s'enfuir ⁽¹⁾. Ce qui, à l'origine, avait été une faveur qu'on ne pouvait obtenir qu'avec peine, ne fut plus qu'un fardeau accablant, plus lourd que l'esclavage, puisque l'esclave avait l'espoir de devenir libre par l'affranchissement et que le membre d'un collège était condamné fatalement à y rester.

Le collège outre ses magistrats, avait encore des patrons qui remplissaient vis-à-vis de la cité ouvrière le rôle de véritables défenseurs ⁽²⁾. Ils maintenaient ses droits et ses privilèges et la soutenaient auprès des magistrats de la ville. Les artisans rendaient de grands honneurs à ces protecteurs ; ils s'appelaient respectueusement leurs clients, et les patrons les récompensaient de leurs hommages par de fréquentes largesses.

Les membres des corporations étaient soumis à une juridiction spéciale. On choisissait parmi leurs collègues des juges qui, étant de la même profession avaient une aptitude spéciale pour décider des questions de commerce ou de négoce. Le demandeur avait le choix entre les juges ordinaires et les juges spéciaux ; mais le défendeur cité devant ces derniers ne pouvait contester leur compétence ⁽³⁾. Ce dernier cas devait se présenter rarement, car cette juridiction était considérée comme un privilège et n'appartenait qu'à ceux qui remplissaient les charges du collège.

(1) Cod. Théod. L. XIV, t. 7, l. 1. — T. 8, l. 1, § 2.

(2) ORELLI, 3761.

(3) Code Just. l. 7, 2, III, 13. — Cette institution avait quelque analogie avec nos tribunaux de commerce et nos conseils de prud'hommes.

On ne peut essayer de suivre les sociétés dans leurs lieux de réunion, d'assister à leurs assemblées et à leurs fêtes, sans être frappé de la place importante que la religion occupait chez eux. Chaque corporation avait ses divinités particulières ⁽¹⁾, ses autels, ses réunions pieuses dans lesquelles tous ses membres adressaient des prières au dieu qu'ils s'étaient choisi pour protecteur. Ainsi les joueurs de flûte s'étaient adressés à Jupiter lui-même, et le Sénat leur avait accordé le privilège de célébrer leurs banquets dans le Capitole. Minerve était fêtée par presque tous les corps de métiers ; parmi ceux qui s'étaient mis plus particulièrement sous sa protection, Ovide cite les tisserands, les foulons, les teinturiers, les cordonniers, les charpentiers, les médecins et les maîtres d'école ⁽²⁾. Le culte religieux des corporations se perpétua même après le triomphe du christianisme et provoqua, contre telle corporation entachée de tradition payenne, la rigueur des lois, sous les empereurs qui succédèrent à Constantin ⁽³⁾.

Les cérémonies religieuses étaient d'ordinaire suivies, soit en souvenir de quelque grand évènement, soit à l'anniversaire de la naissance du patron, d'une réunion où les membres du collège s'asseyaient à la même table. Ces fêtes intimes avaient un caractère touchant de fraternité qui rappelle les banquets de nos corporations de métier du moyen-âge, mais l'abus qui les avait multipliés sous le moindre prétexte en avait fait une occasion si fréquente de débauche que l'autorité fut obligée d'intervenir pour modérer les dépenses excessives auxquelles ces fêtes donnaient lieu. Une loi somptuaire exigea que chaque confrère, avant de se mettre à table, vint attester par serment, devant les consuls, qu'on ne dépasserait pas

(1) ORELLI, 1710, 1711, 4122.

(2) OVIDE, *Fast.* III, 829.

(3) Cod. Théod. L. XVI, t. 10, l. 20.

120 écus pour les frais du festin, indépendamment du pain, du vin et des légumes, et qu'on n'y boirait que des vins du pays. Ces lois sévères ne corrigèrent pas le mal, car quelques années plus tard, Varron se plaint que les diners des collèges font hausser les prix des vivres sur le marché. « Aujourd'hui, dit-il, la vie à Rome n'est « presque plus qu'une bombance de tous les jours ⁽¹⁾. »

Les corporations prenaient aussi leur part aux grandes fêtes de l'Etat et de la cité. Ainsi quand Gallien, après le massacre de ses soldats à Byzance, revenu comme s'il eût gagné quelque grande victoire, se rendit triomphalement au Capitole, à la suite des étendards militaires, cent bannières appartenant aux diverses corporations flottaient au vent au milieu des étendards des temples et des enseignes de toutes les légions ⁽²⁾. En Gaule les habitants d'Autun, voulant recevoir dignement Constantin qui venait visiter leur ville saccagée par les Bagaudes, étalèrent sur le chemin que devait suivre l'empereur, les bannières, les ornements des corporations et les statues de tous les dieux.

Enfin, les collèges d'artisans constituaient souvent dans leur sein des collèges funéraires, c'est-à-dire qu'ils pourvoaient eux-mêmes aux funérailles de leurs membres ⁽³⁾. C'est ce dont plusieurs inscriptions ne permettent pas de douter. Qu'il me soit permis d'en citer une des plus caractéristiques, qui porte dans le recueil d'Orelli le n° 4079 : *Julius Vitalis fabriciesis (l. fabricensis) leg(ionis) XX v(alentis) v(itricis) stipendiorum IX, anor XXIX, natione Belga ex collegio fabrice(nsium) elatis hic s(itus) e(st)* ; Julien Vital, de nationalité belge, armurier de la vingtième légion, légion puissante, victorieuse, âgé de 29 ans et comptant 9 années de service,

(1) VARRON, *de re rust.* III, 2, 16.

(2) TREB. POLL., *Gallien*, 7, 8.

(3) MOMMSEN, *de coll. et sod.* § 14, p. 95. — Dig. L. I., t. 6, l. 5, § 12.

enseveli aux frais du collège des armuriers, repose ici.

D'autres inscriptions sont consacrées par les collèges aux dieux mânes d'un collègue décédé (1); plusieurs enfin mentionnent très souvent des lieux de sépulture communs à tous les membres d'un collège (2).

Pour subvenir aux frais du culte et aux dépenses occasionnées par les funérailles et les banquets, il fallait de l'argent; la communauté se le procurait par les revenus des propriétés foncières qui lui appartenaient, ainsi que par les contributions régulières de ses membres. Bien plus, comme nous le verrons bientôt, la caisse de la corporation s'enrichissait de legs qui lui étaient faits. De l'un, elle recevait une citerne (3), d'un autre l'emplacement nécessaire pour construire la maison commune (4), d'un troisième le champ qui devait servir de cimetière aux membres de la société, à leurs femmes et à leurs concubines (5). Il arrivait alors que l'artisan pauvre, loin de supporter les charges de la communauté, pouvait trouver un adoucissement à sa misère dans des secours en vivres et en argent pris sur le fonds commun.

Quand on considère les services que les collèges ont rendus aux classes laborieuses et souffrantes de l'empire romain, l'idée vient aussitôt de les comparer à nos associations charitables et l'on est tenté de voir en eux de véritables sociétés de secours mutuels. Il est certain, qu'organisés comme ils l'étaient, ils n'avaient qu'un pas à faire pour le devenir; mais ce pas, l'ont-ils fait? Peut-on établir que, d'une manière régulière et permanente, ils venaient en aide à leurs membres malades ou indi-

(1) ORELLI, 5044 *a collegio fumatorum* — 4207 *a lanariis pectinariis*.

(2) ORELLI, 4437-4103, D. M. *Hæc loca sunt lanariorum carminatorum sodalici, quæ faciunt in agro p(assus) C. adviam p(assus) LV*.

(3) ORELLI, 4085.

(4) — 4088.

(5) — 4093.

gents ? Se regardaient-ils comme institués pour soulager ces misères ? A-t-on la preuve qu'ils avaient des fonds réservés à ces dépenses ? M. Mommsen est assez porté à le croire (1) ; mais rien dans les inscriptions ne justifie une pareille affirmation. Les collèges possédaient, je l'ai dit, des caisses communes alimentées par des contributions mensuelles ; seulement la loi exigeait que cet argent ne fût affecté qu'aux frais des funérailles. Ils recueillaient des libéralités nombreuses qui leur venaient de leurs magistrats ou des gens riches qui s'intéressaient à leur œuvre ; mais le produit en était toujours employé au même usage ; il servait à des repas solennels, célébrés en mémoire du donateur, à des époques qu'il avait fixées. En résumé, nous ne trouvons pas dans ces diverses institutions les caractères généraux de nos sociétés de secours mutuels.

Nous venons d'étudier l'organisation des corporations romaines ; nous avons vu quelles étaient leurs coutumes, leurs fêtes, leurs privilèges. Nous allons maintenant, pour terminer ce travail, envisager les corporations comme personnes juridiques, et les considérer dans leurs rapports avec le droit civil.

(1) MOMMSEN, *de coll. et sod.* C. V, § 16.

CHAPITRE. III

DES CORPORATIONS OUVRIÈRES CONSIDÉRÉES COMME PERSONNES JURIDIQUES

Quand une corporation peut acquérir des biens et jouer ainsi le rôle de propriétaire, de créancière ou de débitrice comme une personne ordinaire, on dit qu'elle constitue une *personne morale* ou une *personne juridique*.

Les jurisconsultes romains ne nous ont point laissé de théorie complète de la personnalité juridique et il est assez difficile de déterminer la nature de cet être abstrait et incorporel.

Et d'abord, la personne juridique, ne se confond avec aucun des membres de l'association pris isolément, pas plus qu'avec l'ensemble de tous les associés. Si, en effet, nous supposons une corporation, il faut nous garder de croire que l'activité de la personne morale soit la même chose que l'activité réunie des individus qui font partie de la corporation. La personne morale est un être nouveau ; mais cet être nouveau n'a pas simplement pour mission de rendre plus facile l'action commune des particuliers réunis ; il a des droits distincts parce qu'il a une raison d'être propre. Cette raison d'être, c'est le but dans lequel ces particuliers se sont associés ; ils se sont réunis pour atteindre un résultat, pour accomplir une œuvre. C'est cette idée abstraite qui a été revêtue de la capacité juridique ; c'est elle qui a un patrimoine, des

droits, une réalité civile. Sans doute, ceux qui provoquent la constitution d'une personne morale, le font souvent dans leur propre intérêt ; mais si cet intérêt personnel ne se confond pas avec un intérêt plus général, il n'y a pas lieu à la création d'une existence juridique nouvelle ; l'action commune des individus suffira. Si une corporation d'artisans est personnifiée, ce n'est pas dans l'intérêt de ceux qui se réunissent aujourd'hui ; c'est en vue de l'utilité publique que sert leur association, en vue des avantages que retireront ceux qui, plus tard, entreranno dans la corporation. Ainsi donc, la corporation est absolument distincte des membres qui la composent, à tel point que si tous ses membres viennent à périr, la corporation ne périt pas pour cela. Elle vit toujours et pourra recevoir dans son sein des membres nouveaux ⁽¹⁾.

Ainsi voilà ce qu'est une personne juridique : un être distinct à la fois de chacun des membres de l'association et de l'ensemble de ses membres : un être idéal qui, comme on l'a dit, plane sur eux tous, sans se fixer sur aucun.

Pour qu'une personne juridique prenne naissance il faut l'autorisation de l'Etat ⁽²⁾.

C'est là une condition indispensable car, ainsi que le dit M. de Savigny « abandonner cette faculté aux volontés individuelles, ce serait infailliblement jeter sur l'état du droit une grande incertitude, sans parler des abus que pourraient entraîner les volontés frauduleuses ⁽³⁾. »

L'Etat, en général, n'accorde pas facilement le droit de créer des personnes juridiques : à Rome surtout, il en était avare. « La création des personnes juridiques n'est permise que dans un petit nombre de cas, » nous dit

(1) DE SAVIGNY, *Droit romain*, T. II, § 89.

(2) Dig. L. III, t. 4, l. 1.

(3) DE SAVIGNY, t. II, p. 274 et suiv.

Gaius ⁽¹⁾. Cependant il est à remarquer que, chez les Romains, tous les collèges autorisés avaient la personnalité juridique ; en d'autres termes il n'était pas nécessaire de deux autorisations, la première pour donner à l'association le droit de se former, la seconde pour lui conférer la personnalité juridique ; une seule et même autorisation donnait à la fois l'existence et la capacité. Ce système nous semble mauvais. Le droit de s'associer ne doit pas être confondu avec le droit d'acquérir des biens : le premier est un droit naturel que l'on ne peut soumettre à l'autorisation sans détruire la liberté : le second est un privilège qu'il dépend du législateur d'accorder ou de refuser. Il bien étrange que les Romains, qui ont eu tant de peine à admettre la personnalité juridique l'aient regardée cependant comme une conséquence nécessaire du droit d'association.

Ainsi, c'est l'Etat qui crée les personnes juridiques, et il doit le faire seulement quand l'intérêt public l'exige. Il est dans le domaine industriel, politique ou religieux, des œuvres que la faiblesse des efforts individuels et la courte durée de l'existence humaine ne permettent guère d'accomplir. Les personnes juridiques, plus puissantes que l'homme et surtout plus durables que lui, peuvent seules les mener à bonne fin. Voilà ce qui explique et ce qui légitime leur création.

La personne juridique une fois créée, possède à peu près les mêmes droits qu'une personne privée. Cependant il est certains droits qui sont incompatibles avec sa nature particulière. Tels sont, par exemple, les droits de famille. Il est évident, en effet, qu'une personne juridique ne saurait être époux, père, fils. De même il faut lui refuser le droit de succession. Nous verrons cependant plus tard par quels détours on est arrivé à conférer

(1) *Paucis autem in causis concessa sunt hujusmodi corpora. l. 1. Quod cujusc. univers.*

aux collègues de véritables droits de succession *ab intestat*.

Les personnes juridiques ne peuvent donc prétendre qu'à des droits purement pécuniaires ; encore, parmi ces droits, tous ne lui sont-ils pas nécessaires. Le droit d'agir en justice, par exemple, est indispensable : si l'on reconnaît à la personne juridique le droit d'avoir des biens, il faut lui reconnaître le droit de les défendre ou de les réclamer. Mais s'il s'agit d'être héritier, de recevoir des legs ou des donations, on ne peut dire que ce soient des droits indispensables aux personnes juridiques ; ce ne sont là que de simples accidents dans la vie civile qui ne se présentent pas toujours. Aussi la législation romaine n'accordait pas facilement aux personnes juridiques le droit d'acquérir par disposition testamentaire, et elle ne l'a même jamais accordé d'une manière générale avant Constantin.

Si la volonté de l'Etat peut donner la vie à la personne juridique, par contre elle peut la lui retirer. C'est là, du reste, le seul mode d'extinction de la personne morale. Les membres de l'association ne pourraient, en effet, prononcer l'extinction de la personne juridique, fussent-ils la majorité, fussent-ils l'unanimité même, car la personne juridique est en dehors et au-dessus d'eux.

De même la personne juridique subsiste alors même que tous les membres qui composaient primitivement l'association ont disparu et ont été remplacés par d'autres (1). C'est la conséquence nécessaire de ce principe, que la personne juridique est distincte des membres de l'association.

Pour la même raison la personne juridique subsiste alors même que l'association ne se compose plus que

(1) *In decurionibus vel aliis universitatibus nihil refert, utrum omnes iidem maneant, an pars maneat, vel omnes immutati sint.*
l. 7. *Quod cujus univ.*

d'un seul membre. Ici notre opinion s'appuie encore sur un texte formel, la loi 7, Dig. III, 4: « *Sed si universitas ad unum rediit, magis admittitur, posse et convenire et conveniri, cum jus omnium in unum reciderit et stet nomen universitatis.* »

Une fois la personne juridique éteinte ou supprimée, que deviennent ses biens ?

Pour résoudre cette question importante, nous devons nous en rapporter aux principes généraux, car nous n'avons pas de textes précis. Quand une personne meurt sans laisser ni testament ni héritier *ab intestat*, ses biens sont dévolus à l'Etat. Tel est le cas des personnes juridiques ; elles ne peuvent avoir, en effet, ni héritiers testamentaires, ni successeurs *ab intestat*.

D'un autre côté, de ce que la personne juridique reste, à l'instant même où elle s'éteint, différente de la personne de ses membres, il en résulte que ceux-ci n'ont pas à se partager les biens de l'être moral comme les associés ordinaires. Ces biens reviennent donc, dans tous les cas, à l'Etat, qui aura la faculté de les concéder, s'il le juge bon, aux membres du collège dissous, mais qui pourra aussi les retenir et les considérer comme réunis à son patrimoine.

Il y a là, cela est évident, un grave danger ; car nous avons reconnu à l'Etat le droit de supprimer les personnes juridiques, et nous lui reconnaissons maintenant le droit de prendre leur succession. Voilà donc l'Etat juge et partie ; voilà l'existence des personnes juridiques singulièrement menacée. Néanmoins, je crois que c'est là la conséquence logique de la situation des personnes juridiques, telle que nous venons de l'exposer.

Nous avons vu rapidement quels sont les caractères essentiels des personnes morales. Nous allons maintenant nous occuper avec plus de détails de la condition des personnes juridiques qui rentrent par leur nature

dans le cadre de cette étude, à savoir : les corporations ouvrières. Nous allons surtout rechercher quels sont, parmi les droits que les individus exercent sur les choses ceux qui sont susceptibles de l'être par elles, ceux qui ne le sont que sous certaines modifications. Mais à propos de ces corporations, nous aurons l'occasion d'exposer, d'une manière générale la constitution et les droits des personnes juridiques en général.

§ 1. Actes d'acquisition entre vifs.

La personne morale, de même que les impubères et les aliénés, ne peut, sans le secours de la représentation, figurer dans aucun acte juridique. Il semble donc que nous allons nous heurter, de suite, à une difficulté insurmontable ; mais un fait particulier au droit romain, je veux dire l'esclavage, nous permettra de sortir de l'impasse. Les personnes juridiques avaient des esclaves, et grâce à eux elles pouvaient acquérir certains droits, car c'est un principe de droit romain que tout ce qui est acquis pour l'esclave est acquis pour le maître ⁽¹⁾. C'est ainsi que pour faire acquérir certains droits à l'*infans*, on a quelquefois recours à des esclaves. Au fond, ce n'est là qu'une des formes de la représentation, et c'est précisément parce que les esclaves représentaient, dans une certaine mesure, la personne de leurs maîtres, que le droit romain n'admit que plus lentement et plus difficilement la représentation ordinaire par une personne libre.

Nous disons que les personnes juridiques peuvent acquérir par leurs esclaves. Ulpien le dit expressément ⁽²⁾

(1) *Item quod servi nostri mancipio accipiunt vel ex traditione nanciscuntur, sive quid stipulentur vel ex alia qualibet causa adquirent, id nobis adquiritur.* Inst. Gaius, c. II, § 88.

(2) Dig. L, 3, de stip. serv.

Cependant, avec un peu de réflexion, on s'aperçoit qu'on tourne dans un cercle vicieux. En effet, on peut bien dire que la personne juridique acquerra par son esclave ; mais cet esclave lui-même, comment l'a-t-elle acquis ? L'a-t-elle acquis par contrat ? Mais il faut pour figurer dans un contrat un acte de volonté dont la personne juridique est incapable. L'a-t-elle acquis par usucapion ? Mais ici encore il faut, pour posséder, un acte de volonté, *animus possidendi*. Ainsi donc, bien loin de pouvoir suppléer à la représentation par le secours des esclaves, nous nous trouvons dans l'impossibilité d'expliquer le fait d'avoir des esclaves sans le secours de la représentation, et dès le début nous sommes arrêtés dans un véritable cercle vicieux.

Si l'on s'en tient à la logique, ce cercle vicieux est infranchissable ; mais les jurisconsultes romains n'ont pas poussé l'amour de la logique jusqu'à ce point. Presque de tout temps, en effet, il a été admis que les personnes juridiques pouvaient avoir des esclaves. Peut-être l'Etat avait-il commencé par affecter des esclaves publics au service de telle ou telle corporation, et on était venu peu à peu, *utilitatis causâ*, à considérer ces corporations comme propriétaires réels des esclaves affectés à leur service. Peut-être aussi les enfants de ces esclaves étaient-ils considérés dès leur naissance comme appartenant à la corporation dans laquelle ils étaient nés. Quelle que soit l'interprétation qu'on veuille choisir, le fait est là indiscutable. Les municipes avaient des esclaves pour les services publics ⁽¹⁾ ; les temples pour les soins matériels du culte ⁽²⁾ ; les corporations ouvrières et les confréries religieuses, pour préparer leur banquet ⁽³⁾. Toutes les associations avaient des esclaves ; dans la vie antique on

(1) L. III, Cod. *De serv. reipub.*

(2) L. 20, § 1. *De annuis legat.*

(3) Ibid. id.

ne pouvait s'en passer. On s'habitua de bonne heure à considérer ces esclaves comme appartenant au municpe et non aux habitants du municpe, au temple et non aux prêtres qui desservaient ce temple, au collège et non aux membres qui composaient ce collège (1). C'est ainsi que nous voyons les personnes juridiques acquérir des esclaves, moins d'après les règles rigoureuses de la logique, que pour satisfaire aux nécessités du temps.

Grâce à ses esclaves, la personne juridique peut acquérir par la *manicipation*, qui est, du moins dans l'ancien droit de Rome, le principal mode d'acquisition de la propriété.

Ainsi encore, par l'intermédiaire de ses esclaves, la personne juridique peut *stipuler* et acquérir tout droit de créance.

Sur ces divers points, pas de difficultés. Mais la personne juridique peut-elle *posséder* par l'intermédiaire de ses esclaves ? La question est fort importante, car si la personne juridique ne peut posséder, elle ne pourra non plus acquérir par les modes d'acquisition qui sont fondés sur la possession, tels que l'*usucapion*, et le plus important de tous : la *tradition*.

Si nous ne consultations que les principes du droit, nous devrions répondre négativement à notre question. En effet, l'esclave peut bien détenir matériellement la chose, mais il faut au moins, chez le maître, la volonté de posséder : *animo nostro corpore etiam alieni possidemus*, nous dit Paul. Or la personne juridique ne saurait avoir cette volonté de posséder, *animus possidendi*. Il semble donc bien qu'elle ne puisse d'aucune manière requérir la possession. Aussi Paul dit-il catégoriquement que les personnes juridiques ne peuvent posséder parce qu'elles ne

(1) L. 1, § 7. De quæst. — *Nec enim plurium servus videtur sed corporis.*

peuvent vouloir ⁽¹⁾. La personne juridique ne peut vouloir ; cela est absolument vrai. Alors même que tous les membres du collège auraient une volonté unanime, cela ne prouverait pas que cette personne juridique ait une volonté, car il faut bien se garder de confondre la volonté de tous les membres avec celle de la personne juridique ⁽²⁾. Or, comme d'autre part, le droit romain n'a jamais admis qu'on pût posséder par autrui sans le vouloir et sans le savoir, il faut bien reconnaître que la décision de Paul est conforme aux vrais principes.

Cette solution toutefois paraît contestable. Si nous consultons, en effet, les Institutes nous y lisons : « *Non solum scientibus sed et ignorantibus nobis adquiri possessionem* ⁽³⁾. » Ce texte semble dire que l'on peut acquérir la possession à son insu. Mais ceci doit être entendu dans un cas tout particulier ; c'est quand le père acquiert ce qui entre dans le pécule de son fils, ou le maître ce qui entre dans le pécule de son esclave. Le texte suivant confirme cette interprétation : « *Item adquirimus possessionem per servos... et quidem earum rerum quas peculiariter tenent etiam ignorantes* ⁽⁴⁾. » Ceci va-t-il nous permettre d'accorder aux personnes juridiques le droit de posséder ? En aucune façon. En effet, le maître peut posséder à son insu tout ce qui entre dans le pécule de son esclave, parce qu'il a la volonté de posséder le pécule d'une manière générale, et qu'il n'est pas besoin d'un acte de volonté spéciale pour chacun des objets qui peuvent y entrer. Or cette volonté de posséder le pécule, la personne juridique ne peut l'avoir,

(1) *Municipes per se nihil possidere possunt, quia uni consentire non possunt.* L. 1, § 22. *De acquir. vel amit. posses.* Paul ne parle que des municipes, mais le raisonnement est le même pour les corporations et toutes les personnes juridiques.

(2) DE SAVIGNY. *Droit romain*, III, ch. II, § 21.

(3) Inst. Just. L, II, t. 9, § 5.

(4) Dig. I. 1, § 5. *De acquir. vel amit. poss.*

et, à vrai dire, on ne conçoit pas même que l'esclave d'une personne juridique puisse avoir un pécule, puisque le pécule ne peut être établi que par la volonté du maître (1).

Conclusion : les personnes juridiques ne peuvent posséder parce qu'elles ne sont pas capables de consentement, parce que la conscience leur fait défaut.

Cependant nous voyons les jurisconsultes romains, moins scrupuleux que Paul, abandonner la rigueur de ce système *utilitatis causa*. Ulpien nous le dit formellement : « Il est de droit commun aujourd'hui que les « municipes peuvent posséder et usucaper, soit par • leurs esclaves, soit par une personne libre (2). » Il faut en dire autant des collègues et de toutes les personnes juridiques.

Ainsi presque tous les modes d'acquisition entre vifs sont accessibles aux personnes juridiques par l'intermédiaire de leurs esclaves : la tradition, l'usucapion, la mancipation, la stipulation.

Quant à l'*in jure cessio*, c'était une action de la loi dans laquelle il fallait figurer en personne et en justice ; par conséquent ce mode d'acquisition n'était pas permis aux personnes juridiques, même par l'intermédiaire de leurs esclaves. L'esclave, en effet, ne pouvant rien avoir en propre, ne peut pas légitimement affirmer devant le magistrat qu'il est propriétaire de la chose en litige (3).

La personne juridique peut acquérir non seulement la propriété mais encore divers autres droits réels, et cela au même titre et dans les mêmes conditions que la propriété. Ainsi, il est évident qu'elle peut jouir d'une servitude réelle, au même titre que de la propriété du fonds

(1) *Nerva filius ait : municipes per servum quæ peculiariter adquisierint et possidere et usucapere posse ; sed quidam contra putant, quoniam ipsos servos non possideant.* l. 1, § 22 de *adquir. vel amit. poss.*

(2) Dig. l. 2 de *adquir. vel amit. posses.*

(3) Dig. l. 122 de *regulis juris*. — GAIUS, C. II, § 96.

en faveur duquel cette servitude a été constituée. Elle l'acquerra, soit par mancipation si c'est une servitude prédiale, soit par adjudication, soit surtout au moyen d'un legs *per vindicationem*. Au temps de Justinien, le legs *per damnationem* lui-même et la quasi-possession sont aussi des modes réguliers de constitution des servitudes, parfaitement accessibles aux personnes juridiques.

En ce qui touche les servitudes personnelles, il en est une, *l'usus*, qui consiste essentiellement dans l'usage propre et personnel du titulaire ; elle n'est pas à la portée des personnes juridiques. Il n'en est pas de même de *l'usufruit*, dont la perception des fruits constitue l'élément essentiel. Aussi voyons-nous des personnes juridiques, usufruitières. Ni la mancipation, ni l'*in jure cessio* ne pouvaient être employés pour la constitution d'un pareil droit. Le legs *per vindicationem*, l'adjudication, au contraire, pouvait l'être très légitimement. La quasi-possession donna aussi de bonne heure, sinon un véritable usufruit civil, du moins un droit particulier que protégeait le prêteur.

L'usufruit ainsi constitué au profit d'une personne juridique, ne devant s'éteindre ni par la mort ni par la *capitis diminutio*, menaçait de devenir perpétuel et laissait une propriété inutile entre les mains du nu-propriétaire ; aussi sa durée fut-elle fixée à 100 ans, le terme le plus long de la vie humaine ⁽¹⁾. Toutefois pour le calcul de la quarte Falcidie, malgré sa durée de cent ans, l'usufruit était considéré comme s'il avait dû s'éteindre au bout de 30 ans ⁽²⁾. Cette règle avait été admise uniquement pour ne pas compliquer de chiffres trop élevés le calcul de la légitime : on s'était arrêté à celui qu'on prenait pour base dans l'évaluation des usufruits ordinaires.

(1) Dig. l. 56. *De usufr. et quemad.*

(2) Dig. l. 68. *Ad legem Falcidiam.*

Nous avons supposé jusqu'à présent que les personnes juridiques ne pouvaient agir que par l'intermédiaire de leurs esclaves ; mais, comme nous le verrons avec plus de détails à propos du droit d'estimer en justice, on leur permit plus tard d'agir par l'intermédiaire d'une personne libre, d'un représentant *procurator*. Or, grâce à ces représentants, elles pouvaient acquérir par tous les actes du droit des gens.

§ 2. Succession *ab intestat*.

La parenté formant la base de la succession *ab intestat*, les personnes juridiques ne pouvaient pas succéder, car les rapports de famille sont absolument incompatibles avec la nature de ces êtres abstraits.

Mais, ici encore, cette règle reçut dans l'ancien droit de Rome une large exception, grâce au patronage. Les rapports de patron à affranchi remplacèrent, dans une certaine mesure, pour les personnes juridiques, les rapports de famille.

Les corporations, avons-nous dit, avaient des esclaves ; elles avaient aussi des affranchis, plusieurs textes nous le disent formellement ⁽¹⁾. Cependant l'affranchissement, la *manumissio*, quel que fût le mode employé, la vindicte, le cens ou le testament, était un acte solennel que l'on ne pouvait faire par représentant et qui, par suite, était inaccessible aux personnes juridiques. Ces affranchis des collègues n'étaient donc pas de véritables affranchis ; ils étaient ce qu'on appelait des Latins-Juniens, c'est-à-dire qu'ils étaient considérés comme libres pendant leur vie, mais mouraient esclaves. A leur mort, leur maître reprenait les biens qu'ils avaient pu acquérir, non point en qualité d'héritier *jure successionis*, mais en qualité de maître *jure peculii*. Nous ne voyons donc pas encore ici

(1) L. 20, § 1, de *ann. legat.*

pour la personne juridique un véritable droit de succession.

Mais une loi rendue sous Trajan *Lex Vectibulici* permit aux municipes de donner à leurs esclaves la liberté parfaite ⁽¹⁾ *cum civitate romana*, et Marc-Aurèle accorda les mêmes droits aux collèges ⁽²⁾. Dès lors on reconnut à toutes les personnes juridiques les droits de patronage sur les esclaves qu'elles avaient affranchis. Or, un des principaux droits du patron, c'est le droit d'être appelé à la succession de son affranchi comme héritier légitime ⁽³⁾, du moins dans le cas où l'affranchi ne laisse pas d'enfants. Voilà donc, cette fois, la personne juridique investie d'un véritable droit de succession.

§ 3. Institutions d'héritier.

La loi romaine n'a jamais reconnu aux personnes juridiques le droit de recueillir une succession testamentaire si ce n'est dans quelques cas exceptionnels : « *Collegium, si nullo speciali privilegio subnixum sit, hæreditatem capere non posse, dubium non est* ⁽⁴⁾. » La loi romaine, nous l'avons vu, avait pour règle de ne donner à la personne juridique que les droits nécessaires à son existence, ceux-là sans lesquels leur personnalité juridique n'eût été qu'un vain mot : or le droit d'être institué héritier ou de recevoir des legs n'est pas un droit essentiel pour les personnes juridiques, c'est un véritable privilège et les jurisconsultes romains en ont été avares. Tel est le motif pour lequel les personnes juridiques ne peuvent être instituées héritières, il ne faut point en chercher d'autre.

(1) Cod. Just. l. 3, *de serv. reip. manumit.*

(2) *Divus Marcus omnibus collegiis, quibus coeundi jus est, manumittendi potestatem dedit.* L. 2. *de manum. quæ serv.*

(3) Dig. pr. *de libertis universitatum* XXXVIII, 3, — l. 2, *de manum. quæ serv.*

(4) Cod. L. 8, *de heredibus instituendis.*

Cependant on pourrait être tenté d'expliquer cette incapacité par d'autres raisons plus juridiques peut-être, mais qui ne nous semblent pas exactes. On pourrait penser d'abord que, si les personnes juridiques ne pouvaient être instituées héritières, c'est parce qu'à Rome il était défendu d'instituer héritier une personne incertaine. Or les personnes juridiques, par leur nature toute abstraite, ne rentrent-elles pas dans la catégorie des personnes incertaines ? Un texte d'Ulpien semble confirmer au premier abord cette idée : « *Nec municipia, nec municipales heredes institui possunt, quoniam incertum corpus est, et neque cernere universi, neque pro herede gerere possint, ut heredes fiant* ⁽¹⁾ ». Cependant il est prouvé que les personnes juridiques n'étaient pas des personnes incertaines, du moins dans le sens que les Romains attachaient à cette expression. On donnait le nom de personnes incertaines à celles qui n'étaient pas déterminées dans l'esprit du testateur, par exemple la première qui viendrait à ses funérailles ⁽²⁾. Or la personne juridique constitue un être parfaitement déterminé, en ce sens que le testateur sait très bien ce qu'il a en vue en l'instituant. D'ailleurs nous verrons tout-à-l'heure que l'on peut instituer même un dieu, pourvu qu'il soit désigné de façon à ce qu'il n'y ait pas d'incertitude sur les intentions du testateur. Que veut donc dire Ulpien par ces mots : *quoniam incertum corpus est* ? Il nous en donne lui-même l'explication à la fin du même texte : « C'est, dit-il, que la personne juridique ne peut ni prononcer les paroles solennelles ni faire les actes nécessaires pour acquérir l'hérédité ⁽³⁾. »

Voici, en effet, une nouvelle raison que l'on pourrait donner pour expliquer l'incapacité des personnes juri-

(1) ULP IEN. *Reg.* t. XXII, § 5.

(2) ULP IEN. *Reg.* t. XXII, § 4.

(3) ULP IEN. *Reg.* t. XXII, § 5.

diques en ce qui touche l'institution d'héritier ; je veux parler de leur incapacité de fait.

En effet, l'addition d'hérédité était à Rome un de ces actes solennels dans lesquels on ne pouvait pas être représenté par un tiers. Le tuteur lui-même ne pouvait pas représenter son pupille. Il existait toutefois pour l'*infans* un moyen de sortir de cette impasse, qui n'existait pas pour la personne juridique. On faisait toucher à l'*infans* les objets de la succession, c'est-à-dire qu'on lui faisait faire acte d'héritier, et bien que cet acte fût inconscient, il suffisait à satisfaire les exigences un peu formalistes des jurisconsultes romains.

Mais est-ce bien là une raison suffisante pour expliquer l'incapacité dont nous nous occupons ? Nous ne nions pas qu'elle ait constitué une difficulté sérieuse, peut-être insurmontable, dans le très ancien droit romain. Mais nous savons que, de bonne heure, à côté de l'addition d'hérédité de l'ancien droit, le droit prétorien établit la *bonorum possessio* ; or cette institution, qui admettait très bien la représentation, pouvait permettre aux personnes juridiques d'échapper aux rigueurs du droit civil et de jouir de tous les avantages de l'institution d'héritier ⁽¹⁾. Nous ne voyons pas cependant qu'elles aient été admises au bénéfice de la *bonorum possessio* dans des cas autres que ceux où, par exception à la règle générale, elles pouvaient être déjà légitimement instituées héritières. La *bonorum possessio* n'était pour elles qu'un moyen de suppléer à l'addition d'hérédité que les exigences formalistes du droit romain leur rendaient impossibles, et de recueillir des hérédités qui leur avaient été légitimement dévolues par le droit civil lui-même ⁽²⁾.

Non seulement la personne juridique pouvait obtenir

(1) Dig. l. 4, § 15 ; 6, § 4. L. XXXVI, t. 1. — l. 3, § 4. L. XXXVII, t. 4. — l. 1, § 1. L. XXXVIII, t. 3.

(2) MOMMSEN. *De coll. et sod. Rom.* C. VI, p. 126.

la *bonorum possessio* par l'intermédiaire de ses esclaves, ou même de ses représentants, mais elle pouvait même l'obtenir sur la demande d'un étranger, d'une personne quelconque : si même personne ne la demandait pour elle, le Préteur pouvait la lui conférer d'office. « *Proinde sive actori eorum nomine admittat, sive quis alius recte competet bonorum possessio. Sed, et si nemo petat vel agnoverit bonorum possessio municipii, habebit municipium bonorum possessio prætoris edicto* (1). »

Si donc les personnes juridiques ne peuvent être instituées héritières, ce n'est point qu'elles soient des personnes incertaines, ni qu'elles soient dans l'impossibilité de jouer le rôle d'héritières, cela tient uniquement à la raison que nous avons donnée en commençant ce paragraphe.

Nous connaissons la règle et les motifs qui la dictèrent : étudions maintenant les exceptions.

Les personnes juridiques peuvent être instituées héritières quand ce privilège leur a été accordé expressément par une loi. Ainsi certaines villes avaient le droit de recevoir toute espèce de libéralités et même d'être instituées héritières, Marseille par exemple (2). C'est un droit qu'elles avaient très probablement avant la conquête romaine et qu'on leur avait laissé. Mais les municipales n'eurent jamais la capacité d'être institués héritiers. Ce n'est que dans le Bas-Empire, sous Léon, en l'an 469 après J.-C., qu'on leur accorda ce droit d'une façon générale (3).

On pouvait également, en vertu d'un privilège spécial accordé par la constitution, instituer les divinités sous le patronage desquelles la corporation s'était placée. On employait alors la formule : *Deo et collegio ejus* (4). Ce

(1) Dig. l. 3, § 4. L. XXXVII, t. 4.

(2) TACITE. Annal. L. IV, 43.

(3) Cod. L. XII, de *hered. instit.*

(4) ULP. Reg. t. 22, § 6. *Qui hæredes institui possunt.*

moyen facile d'éluder les règles du droit civil était à l'usage des *collegia opificum* aussi bien que des corporations religieuses puisqu'ils avaient aussi chacun leurs dieux protecteurs.

Mais voici une exception beaucoup plus large : toutes les personnes juridiques peuvent être instituées héritières par leurs affranchis ⁽¹⁾. La raison de cette exception est facile à trouver. Le patron, avons-nous dit, est successeur *ab intestat* de l'affranchi ; il est même réservataire, puisqu'une constitution de Justinien a décidé que lorsque l'affranchi meurt sans enfants, le patron peut, au moyen de la *bonorum possessio contra tabulas*, se faire adjuger le tiers des biens qui composent la succession de son affranchi ⁽²⁾. Dès lors il est évident qu'il faut permettre à l'affranchi d'instituer la personne juridique qui lui tient lieu de patron, sous peine de le mettre dans l'impossibilité de faire un testament valable.

L'hérédité fidéicommissaire est plus favorable que l'institution directe. Aussi un sénatus-consulte Apronien, dont la date est incertaine, reconnut-il aux villes la faculté d'être instituées de cette manière ⁽³⁾. Aucune disposition expresse n'ayant relevé les *collegia* et autres personnes juridiques de leur incapacité, il est fort probable que ce sénatus-consulte ne leur était pas applicable. Voici ce que Mommsen nous dit à cet égard : « *Senatus-consulto Aproniano, fideicomissam hereditatem civitati capere permissum est, quodnum ad collegia extendendum sit, et si omnes consentiunt, jure dubitari potest* ⁽⁴⁾. »

§ 4. Des Legs.

Les personnes juridiques n'ont pas toujours eu la

(1) V. pour les collèges L. 2 *de manum. quæ servis*, et pour les municipes L. 1, § 1, *de libertis universit.*

(2) Cod. Just. l. 4, § 11, L. VI, t. 4.

(3) Dig. l. 26, L. XXXVI, t. 1.

(4) MOMMSEN. *De coll. et sod. Rom.* C. VI, p. 125.

capacité de recevoir des legs. Et cependant l'incapacité de fait, qui, d'après Ulpien, entraîne l'incapacité de droit dans l'institution d'héritier, est ici sans inconvénients. Le propriétaire, pour acquérir la chose léguée, n'a rien à faire, rien à dire : la propriété est transférée d'elle-même : il devient propriétaire ou créancier à son insu. Ainsi, rien ne s'oppose à ce que nous donnions aux personnes juridiques la capacité de recevoir des legs, soit par l'intermédiaire de leurs esclaves, soit même directement. Il est vrai que, dans l'opinion des Proculiens, le légataire n'acquiert la chose qu'à l'instant où il a la volonté de l'acquérir (1) ; dans cette opinion l'incapacité de fait des personnes juridiques serait encore un argument pour leur refuser la capacité de droit, mais cette théorie ne fut pas généralement acceptée : ainsi Papinien et Marcien présentent le légataire comme acquérant la propriété par cela seul qu'il ne répudie pas le legs (2).

Mais ce qui démontre une fois de plus qu'il ne faut pas chercher dans l'incapacité de fait inhérente à la nature des personnes juridiques l'explication de la règle qui leur défend de recevoir par testament, c'est qu'ici même où cette incapacité de fait n'existe pas, l'incapacité de droit subsiste néanmoins, et nous voyons les personnes juridiques privées du droit de recevoir des legs aussi bien que du droit d'être instituées héritières. Néanmoins, dans tous les cas où, par exception, les personnes juridiques pouvaient être instituées héritières, elles pouvaient aussi recevoir des legs.

Les municipes obtinrent d'assez bonne heure, sous Nerva, le droit de recevoir des legs et ce droit leur fut confirmé par Adrien : « *Idque a divo Nerva introductum, a postea a Senatu, auctore Hadriano, diligentius constitutum est* (3). » Toutefois le legs *per præceptionem* ne

(1) GAIUS. C. II, § 195.

(2) Dig. l. 80, *de legat. et fideicom.* l. 15 *de reb. dub.*

(3) Reg. Ulp. 24, § 28.

pouvant jamais être fait qu'à l'un des héritiers, leur fut toujours interdit. Le droit de recevoir des legs fut étendu aux collèges par un sénatus-consulte rendu sous Marc-Aurèle. (1).

Pour léguer à un collège valablement reconnu, aucune autorisation spéciale n'était nécessaire en droit romain ; il suffisait de l'autorisation générale en vertu de laquelle l'être juridique existait. Mais que décider dans le cas où le legs est fait à un collège non autorisé ? Evidemment ce legs serait caduc, puisqu'il ne s'adressait à personne, le collège non autorisé ne constituant pas une personne juridique : ce legs dis-je, serait nul à moins toutefois que chacun des membres du collège n'ait été désigné par le *de cujus*.

Telle est la décision que nous donne le jurisconsulte Paul (2). En effet, chacune des personnes qui compose ce collège, prise individuellement, est capable ; cette décision n'a donc rien que très-naturel. Mais, ce qui est fort remarquable, c'est que le jurisconsulte ne semble pas admettre qu'on puisse annuler le legs dans aucun cas. Cependant, si ce legs fait à toutes et à chacune des personnes qui composent ce collège, s'adresse au collège lui-même, il semble bien que cette disposition doive être annulée, puisqu'en fait elle n'a d'autre but que d'écluder la règle qui défend de donner ou de déléguer à un collège non autorisé.

Néanmoins, les jurisconsultes romains ne paraissent pas l'avoir admis. Ils n'ont vu qu'une chose : une disposition valable en droit, puisqu'elle s'adresse à des personnes capables. Leur esprit toujours un peu formaliste s'est tenu pour satisfait, et ils ne se sont point préoccupés de savoir si, en fait, cette disposition représentait bien la véritable intention du testateur. Sur ce point, comme

(1) Dig. l. 20. *De rebus dubiis*.

(2) Dig. l. 20 XXXIV, t. 5.

sur beaucoup d'autres, ils se sont contentés de la lettre et n'ont point cherché l'esprit dans lequel on devait l'interpréter.

§ 5 Droit d'ester en justice

Le droit d'agir en justice est la garantie nécessaire de tous les autres droits. Mais comment les personnes juridiques l'exerceront-elles ?

« Autrefois, dit Gaius, au temps des actions de la loi, il n'était pas permis d'agir au nom d'un autre, si ce n'est pour le peuple et pour réclamer la liberté (1). » Aussi, même dans le système formaliste des actions de la loi où chacun devait figurer en personne et prononcer des paroles sacramentelles, il fallait bien admettre la représentation quand il était impossible de faire autrement. Or cette impossibilité se présentait dans deux cas : quand un esclave cherchant à prouver qu'il n'était point esclave, réclamait la liberté, parce qu'un esclave ne pouvait pas figurer en justice ; de même quand le peuple romain avait à soutenir une action en justice, il fallait bien que quelqu'un agit pour lui.

Gaius ne nous donne pas d'autre exception. Ainsi pour les personnes juridiques, les corporations ouvrières par conséquent, la représentation n'était point admise, et par suite les personnes juridiques ne pouvaient figurer en justice (2).

Dans le VI^e siècle de la fondation de Rome, la loi *Œbutia* changea le système des actions de la loi et inaugura ce qu'on a appelé le système formulaire. Dans ce système, moins rigoureux que le précédent, la représentation n'était pas absolument impossible. Elle pouvait même avoir lieu de deux manières ; mais chacune d'elles présentaient de graves difficultés.

(1) GAIUS, C. IV, § 82.

(2) « *Corpora et omnino universitates exceptas non esse constat.* » MOMMSEN, *De coll. et sod. Rom. C.* III, p. 36.

D'abord on pouvait être représenté par un *cognitor*. Ce premier moyen était interdit aux personnes juridiques ; en effet, pour constituer ce représentant, ce *cognitor*, il fallait comparaître en personne devant le prêteur et prononcer devant lui une formule solennelle, tous actes absolument incompatibles avec la nature des personnes juridiques ⁽¹⁾.

Il existait encore un autre système de représentation plus large et plus commode, mais aussi beaucoup plus indirect. Je veux parler de la représentation par *procurator*. Le *procurator* n'est pas comme le *cognitor* un représentant, dans le sens que l'on attache à ce mot. Il agit en son nom. S'il gagne le procès, c'est lui qui en bénéficie ; s'il le perd, c'est lui qui en supporte les conséquences, et dans un cas comme dans l'autre, le véritable intéressé reste absolument étranger aux débats. *L'intentio* de la formule est laissée au nom du véritable ayant droit, mais la *condemnatio* est rédigée au nom du *procurator* ⁽²⁾. Aussi le véritable ayant droit pourrait-il à la rigueur recommencer le procès, car son droit n'a pu être compromis par le fait d'autrui. On évite un pareil résultat par un mécanisme très-ingénieux. Le *procurator* ne peut se présenter au procès que s'il donne caution à l'autre partie que le véritable ayant droit ratifiera ses actes, en sorte que si le défendeur est condamné, il n'a pas à craindre d'être poursuivi une seconde fois. D'autre part le véritable ayant droit est engagé vis-à-vis du *procurator* soit par l'action de mandat, soit par l'action de gestion d'affaires ; en sorte que si c'est le *procurator* qui est condamné, il pourra toujours se faire rembourser par son mandant. On voit que, par ce circuit d'actions, on reporte sur la tête du véritable ayant droit les résultats de l'action intentée.

(1) GAIUS, *Inst.* IV, 83.

(2) GAIUS, *Inst.* IV, 87.

Ce second moyen est-il plus accessible aux personnes juridiques ? Ici encore la théorie dit non et les jurisconsultes romains disent oui. Non, car le système de procuration suppose nécessairement des actions réciproques entre le représentant et le représenté ; or si la personne juridique ne peut à raison de sa nature agir contre des tiers ou être poursuivie par eux, elle ne peut pas davantage, et pour la même raison, agir contre son *procurator* ou être actionnée par lui. Cependant l'utilité a prévalu sur la rigueur des principes du droit et l'on n'a pas hésité à admettre la solution contraire : « Un étranger, nous dit « Gaius, peut défendre les corporations comme les simples particuliers, parce que cela est avantageux pour « la corporation ⁽¹⁾. » Voilà la règle et le motif qui l'a dictée.

Aussi voyons-nous que toutes les personnes juridiques et notamment les corporations dont nous nous occupons ici, avaient des représentants, des administrateurs qui portaient le nom général que nous connaissons de *procurator*, ou le nom plus spécial d'*actor* ou de *syndicus*.

Mais on ne s'arrêta pas là ; nous voyons dans divers textes ⁽²⁾, qu'on en arriva peu à peu à donner aux tiers une action directe contre la personne juridique à raison des actes faits par son *procurator*, et plus tard on donna à la personne juridique une action directe contre les tiers sous le nom d'action utile.

Une difficulté peut s'élever à propos du serment judiciaire. Comment sera-t-il prêté lorsqu'il sera déféré à une personne juridique ? S'il s'agit d'une ville il sera prêté par les administrateurs de la ville. Nous avons en effet un texte de Papinien qui dit que la ville entière est réputée avoir conscience de ce dont ont conscience ceux à qui elle a confié son administration : *municipes intelli-*

(1) Dig. L. 1, § 3. *Quod cujusc universit.* III, 4.

(2) Dig. L. 5, § 7, 8, 9. *De pecunia constituta.*

gentur scire quod sciant hi quibus summa reipublicæ commissa est ⁽¹⁾.

S'il s'agit de toute autre personne morale la difficulté est plus grande : en l'absence de textes législatifs nous croyons avec M. de Savigny ⁽²⁾ que, conformément aux principes généraux le serment devra être prêté par un certain nombre de membres de la corporation.

§ 6. Actes d'aliénation et d'administration.

Nous n'avons aucun détail sur ce point. Nous savons que le droit romain n'admettait pas l'intervention de l'Etat dans les actes des associations et corporations autorisées. A cet égard, la règle posée par Gaïus à propos des associations existant à l'époque de la loi des Douze Tables est restée toujours vraie : « Elles s'organisent « comme il leur plaît, pourvu qu'elles respectent la loi « commune, *Pactionem quam velint sibi ferre dum ne* « *quid ex publica lege corrumpant* ⁽³⁾. » Chaque article des statuts de ces *collegia* que nous avons étudiés commence fièrement par ces mots : il nous a plu, *placuit universis*.

Ainsi les collèges choisissaient à leur gré leurs représentants et, dans la limite des pouvoirs qui leur étaient conférés par les statuts, ces représentants avaient pleine liberté. Il n'y avait qu'une restriction, que j'ai, du reste, déjà indiquée ; il faut pour la nomination du représentant, *procurator*, la présence des deux tiers au moins des membres dont se compose l'association.

Le syndic d'un collège ne peut être comparé au tuteur du mineur ; celui-ci doit compléter la personne du pupille, le premier représente simplement le collège ; le

(1) Dig. l. 4, *ad municipalem*.

(2) DE SAVIGNY, *Droit romain*, T. II. p. 298.

(3) Dig. l. 4. *De coll. et corp.* L. 4.

tuteur administre le patrimoine du pupille sans avoir besoin d'obtenir un mandat spécial pour chaque opération nouvelle, le syndic reçoit son mandat de l'assemblée, et pour chaque affaire en particulier ; un mandat général serait nul ⁽¹⁾. Le seul point de contact entre le mineur et le collège, c'est que l'un et l'autre peuvent demander la *restitutio in integrum*, dans le cas où ils éprouveraient un préjudice résultant de l'acte fait par le tuteur ou le syndic ⁽²⁾.

Tant qu'il agissait dans la limite de ses pouvoirs, le syndic engageait la société, sans s'obliger personnellement ; il était dispensé de donner la caution *de rato* ⁽³⁾. Toutefois il devait justifier que l'engagement avait tourné au profit de la société ; si, par exemple celle-ci n'avait rien reçu du montant d'un emprunt fait en son nom par le syndic, elle n'était nullement tenue et le syndic était responsable vis-à-vis du prêteur ⁽⁴⁾.

Le syndic avait seul qualité pour défendre le collège ; mais en son absence ou à son refus, toute personne, après l'avoir mis en demeure, pouvait défendre la société ; le demandeur lui-même pouvait, si personne ne se présentait pour le collège, demander au magistrat de désigner quelqu'un qui devînt son contradicteur légitime.

Les droits des syndics s'étendaient non seulement aux actes d'administration, mais aussi aux actes d'aliénation. Aucune loi n'a proclamé l'inaliénabilité des biens appartenant aux personnes juridiques (avant Justinien) ou même n'a exigé l'autorisation de l'Etat pour permettre ces aliénations.

Une constitution des empereurs Théodose et Valentinien insérée au Code, décide que les biens des curies

(1) Dig. l. 6, § 1. *Quod cujusc. univers.* III, 4.

(2) C. Just., L. II, t. 54, l. 4.

(3) Dig. l. 9. L. XLVI, t. 8, *ratam rem haberi*.

(4) Dig. *Glose ad leg.* 27, *de rebus creditis*, XII, 1.

ne pouvaient être aliénés que par un décret de la curie, pour des motifs graves et à la charge d'employer le prix en des achats utiles ⁽¹⁾. Peut-être en était-il de même des biens des corporations qui, comme la curie, soutenaient une partie des charges publiques.

D'ailleurs il faut bien remarquer ce fait, que les personnes juridiques, collèges ou autres, n'ont pu aliéner que lorsque l'on a admis pour elles la représentation. Jusque là il leur était impossible d'aliéner. En effet la personne juridique pouvait par exemple devenir propriétaire, acquérir des droits réels par l'entremise de ses esclaves, mais elle ne pouvait pas par leur entremise aliéner. De même par les stipulations de ses esclaves elle pouvait acquérir des droits de créance, mais par les promesses de ses esclaves elle ne pouvait jamais être constituée débitrice. Elle ne se trouvait alors engagée, vis-à-vis du créancier, que dans la limite dans laquelle avaient été données les actions *quod jussu, exercitoria, institoria, de peculio* et *de in rem verso* ⁽²⁾. Nous devons remarquer quant à l'action *quod jussu*, qu'elle est donnée en réalité contre l'administrateur duquel l'esclave a reçu l'ordre d'agir : contre la personne juridique, elle-même, c'est une action utile qui est donnée, l'action *quod jussu utilis*, analogue à celle donnée contre le pupille, lorsqu'un contrat a été passé par l'esclave de celui-ci sur l'ordre du tuteur ⁽³⁾.

Ce que nous venons de dire de l'action *quod jussu* s'applique également aux actions exercitoires et institoires. Quant à l'action *tributoria*, elle ne saurait être donnée contre une personne juridique, car elle a pour base un dol dont elle ne saurait se rendre coupable ;

(1) Cod. Just. l. 2, *de prædiis decurionum*.

(2) Inst. L. IV, t. 7, § 1, 2, 4 et 5.

(3) Dig. l. 2 pr. *quod jussu*. — l. 4 *eod. tit.*

elle ne pourra donc être dirigée que contre l'administrateur (1).

Avant de terminer ce paragraphe il me semble bon de dire un mot d'un contrat particulier : l'emphytéose, *locatio in perpetuum*, qui est à la fois un acte d'administration et de disposition. On connaît les vicissitudes de ce contrat dans le droit romain. Les jurisconsultes discutaient primitivement sur sa nature (2). Zénon trancha cette question, qui présentait surtout de l'intérêt au point de vue des risques, en en faisant un contrat *sui generis*. La tradition une fois faite en exécution de ce contrat, le prêteur considère celui à qui elle est faite comme ayant une sorte de droit réel opposable au bailleur lui-même et susceptible d'hypothèque (3). L'emphytéote transmet son droit à ses héritiers ; il peut le léguer, le vendre, mais sous l'obligation de payer une redevance au bailleur, et d'observer certaines formalités.

L'emphytéose était le mode le plus habituel d'exploitation des biens du fisc et aussi des biens des villes, mais il ne leur était pas réservé exclusivement. Il était accessible aux particuliers et par conséquent à toutes les personnes juridiques. Il offrait de grands avantages à ce genre d'établissements, qui ayant, en général, un caractère de perpétuité, désiraient se donner des revenus fixes et assurés.

§ 7. Responsabilité.

Le collègue pourrait-il être obligé par un délit ? Evidemment non, car il n'a de personnalité que pour le but en vue duquel il a été créé par le pouvoir social, et il est impossible que le pouvoir social autorise un délit. Lorsqu'un méfait a été commis au nom d'une commu-

(1) Dig. l. 3, § 1, *de tributoria actione*.

(2) Gaius, C. III, § 145.

(3) Dig. l. 1, § 1, 2, 3, *Si aget vectigalis*, VI, 3.

nauté, il ne peut être imputé, même au point de vue civil, qu'aux individus qui s'en sont rendus coupables. Châtier la ville pour le délit de ses administrateurs ou de ses habitants, châtier une corporation pour le délit de ses membres serait violer le principe du droit pénal qui exige l'identité du délinquant et du condamné ; ce serait aussi injuste que de condamner le pupille pour le délit commis par le tuteur dans son administration, ou le mandant pour les délits de son mandataire. Toutefois l'*universitas* sera tenue de rendre ce qu'elle a reçu, *quod ad eam pervenit* : car indépendamment de l'action personnelle contre celui qui a commis le délit, l'équité en a fait accorder une autre contre celui au profit duquel le délit a été commis. « Si donc, dit Ulpien, le maître d'une affaire a retiré quelque avantage de la mauvaise foi de son *procurator*, l'action de dol sera ouverte contre le maître jusqu'à concurrence de cet avantage ; car il n'est pas douteux que le *procurator* ne soit tenu de son dol (1). » La question a été soulevée aussi à l'égard des municipes. On s'est demandé si on pouvait les rendre responsables du dol de leurs administrateurs. Voici quelle est sur ce point la décision d'Ulpien : « On doute que l'action de dol puisse être donnée contre un municipe ; et je pense aussi qu'elle ne peut pas l'être pour son propre dol. Quel dol, en effet, un municipe peut-il commettre ? Mais je pense que l'action sera ouverte contre lui s'il a retiré quelque profit du dol de ses administrateurs (2). » Cette loi relative aux municipes s'applique également aux corporations comme à toutes les autres communautés.

La loi 4, au titre *de vi*, nous fournit un nouvel argument en faveur de cette solution : l'interdit *unde vi* ne

(1) Dig. l. 15, § 2, *de dolo malo*. IV, 3.

(2) Dig. l. 1, § 1, *eod. tit.*

sera donné contre la ville que si la ville a profité de la violence.

Un fragment d'Ulpien relatif à l'action *quod metus causa* ⁽¹⁾ paraît pourtant contraire. Le promettant, dit-il, sans faire aucune distinction, peut agir directement contre la ville, *ut si ve actione vellet adversus Campanos experiri, esse propositam*. Ce texte s'explique facilement quand on tient compte de la nature particulière des remèdes légaux contre la violence, qui sont *in rem scripta*. L'action *quod metus causa* ne se donne pas seulement, en effet, contre l'auteur de la violence, mais contre toute personne en position de réparer le préjudice causé ; elle n'a rien de pénal et doit entraîner l'absolution du défendeur si celui-ci restitue, sur l'ordre du juge, la chose extorquée. Les actions noxales peuvent évidemment être dirigées contre les personnes juridiques à raison des délits de leurs esclaves. La question que nous venons d'examiner sur la responsabilité des corporations, au point de vue pénal, ne doit pas être confondue avec celle de savoir si les *collegia* sont tenus du dommage provenant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de leurs obligations, alors que les faits qui ont occasionné le dommage ont été posés par leur agent. Nous répondons affirmativement pour ce cas.

Nous sommes arrivés au terme de notre étude sur les corporations ouvrières à Rome. Nous avons assisté à leur naissance, à leur développement ; nous sommes entrés dans les détails de leur organisation et nous avons examiné quels droits la loi romaine leur reconnaissait.

Les corporations de Rome font songer à celles qui ont existé si longtemps chez nous et que la révolution a détruites. Les nôtres étaient des corps privilégiés qui avaient pour unique dessein de protéger une industrie, mais qui,

(1) Dig. I. 9, § 3, *quod metus causa*, IV, 2.

par les impôts qu'elles levaient sur les artisans et les régle-
ments étroits qu'elles leur imposaient, finirent par
devenir très-contraires à la liberté du travail qu'elles
devaient défendre. Celles de Rome s'occupaient beau-
coup aussi de leurs intérêts communs ; on songeait, en
s'unissant, à prémunir le métier qu'on exerçait contre
les empiétements des métiers rivaux et les exigences du
fisc : où l'individu eût été écrasé, l'association résistait.
Quand elle se croyait lésée, elle se plaignait aux magis-
trats de la province où elle résidait. Quelquefois elle s'a-
dressait directement à l'empereur lui-même. A Rome,
comme chez nous, le désir d'être plus forts était une
des principales raisons qui engageaient les ouvriers à s'as-
socier. Il faut pourtant remarquer que les corporations
romaines, surtout dans les premiers temps de l'empire,
n'étaient pas aussi spéciales, aussi exclusives, aussi ri-
goureusement fermées que les nôtres. Quoique le titre
qu'elles portent désigne une profession particulière, il
s'en faut de beaucoup que tous les gens qui la composent
exercent le même métier. Sans parler des membres ho-
noraires auxquels on demandait seulement d'être riches
et généreux, et de ceux qui se glissaient dans des cor-
porations auxquelles ils étaient étrangers pour participer
aux privilèges dont elles jouissaient, les inscriptions
nous montrent que parmi les membres actifs (*corporati*)
il y en avait dont la profession ne répondait guère au
nom que portait le collège et qui ne se cachaient pas
pour le dire, ce qui prouve qu'on ne songeait pas à s'en
étonner. A Lyon surtout, le mélange se fait de la façon
la plus étrange. Nous voyons, par exemple, qu'un fabri-
cant de toiles (*lintearius*) fait partie des marchands
d'outres (*utricularii*) ⁽¹⁾, et qu'un marchand de salaisons
est à la fois naute du Rhône et membre actif du collège

(1) BOISSIEU, *Insc. de Lyon*, p. 409.

des entrepreneurs de bâtisse ⁽¹⁾. On doit en conclure que ces *fabrices nautæ*, ces *utricularii* ne formaient pas des corporations bien exclusives. Si leur seul motif de se réunir avait été l'exercice ou la protection d'une industrie commune, ils n'auraient pas admis parmi eux des gens qui exerçaient des professions différentes. Ils avaient donc un autre dessein et il faut bien admettre que, même dans les corporations ouvrières, on s'associait avant tout, pour le plaisir de vivre ensemble, pour trouver hors de chez soi des distractions à ses fatigues et à ses ennuis, pour se faire une intimité moins restreinte que la famille, moins étendue que la cité, pour s'entourer d'amis et se rendre ainsi la vie plus facile et plus agréable. Ce but est en réalité celui de toutes les associations romaines, aussi bien des collèges, « où l'on est reçu à cause du « métier qu'on exerce, » que de tous les autres.

En somme, une frappante conformité de but d'institutions et de coutumes semblerait rapprocher les collèges romains de nos corporations du moyen âge, s'il n'y avait entre les uns et les autres une différence essentielle qu'il n'est pas permis de négliger. Notre ancienne législation fermait ou rendait difficile l'accès d'un grand nombre de corporations, mais elle permettait à ceux qui les exerçaient d'en sortir librement ; la législation de l'empire romain, au contraire, avait pour principe de parquer les hommes dans leur état, non-seulement dans les professions nécessaires à la subsistance du peuple, mais encore dans toutes les autres, qu'elles se rattachassent de près ou de loin à la sécurité publique.

(1) BOISSIEU, *Insc. de Lyon*, p. 204.

ÉTUDE
JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE
SUR LES
RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

ÉTUDE

JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE

SUR LES

RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

Avant d'entrer en matière, il nous semble utile de bien définir ce que nous entendons par ces mots : rapports entre patrons et ouvriers. Nous comprenons sous cette rubrique toutes les questions relatives au travail, qui existent entre patrons, c'est-à-dire chefs d'établissement, entrepreneurs et même chefs d'atelier s'ils travaillent à leur compte, d'une part, et ouvriers, c'est-à-dire travailleurs, contre-maitres et chefs d'atelier travaillant pour le compte d'autrui, d'autre part.

Dans une première partie, nous nous occuperons de l'organisation juridique des rapports entre patrons et ouvriers et sous cette rubrique nous traiterons :

1° Du contrat de louage (Cod. civ. Art. 1779 et suiv.) et de toutes les questions qui s'y rattachent, privilège garantissant le paiement des salaires (Cod. civ. Art. 2101 et Cod. com. Art. 549), prescription des salaires (Cod. civ. Art. 2271 et 2272), etc.

2° Du contrat d'apprentissage, par lequel le maître s'engage à apprendre un métier à un apprenti en échange de la promesse faite par celui-ci de travailler à son service pendant un délai convenu (loi des 22 février, 4 mars 1851).

3° Des pénalités spéciales qui résultent de la qualité de patron et de celle d'ouvrier.

4° De la responsabilité des patrons en cas d'accidents survenus à leurs ouvriers. (Cod. civ. Art. 1382 et suiv.)

5° Des livrets d'ouvriers (lois du 14 mai 1851, du 22 juin 1854 et décret du 30 avril 1855).

6° Enfin, de la juridiction spéciale devant laquelle doivent être portées les contestations entre patrons et ouvriers (lois du 18 mars 1806, du 1^{er} juin 1853 et du 7 février 1880).

Notre seconde partie aura pour titre : De l'organisation économique des rapports entre patrons et ouvriers. Nous n'avons pas l'intention d'entrer ici dans l'examen des systèmes divers qui se rapportent à la solution du grand problème de l'organisation du travail ; ce serait oublier le caractère purement juridique que doit conserver cette étude. Nous nous bornerons à constater que, sous le régime en vigueur, l'organisation des rapports entre patrons et ouvriers est abandonnée aux libres efforts des intéressés, et que, tandis que la législation de 1791 avait tout fait pour maintenir l'isolement des travailleurs comme l'isolement des patrons, la dernière législation, moins défiante, tolère et favorise les rapprochements, soit entre patrons, soit entre ouvriers, et ne s'oppose à aucune des combinaisons ou des associations d'efforts qui peuvent protéger les intérêts communs sans porter atteinte à l'ordre public et à la liberté de l'industrie et du travail. Nous suivrons les effets de cet important changement législatif sur trois points : les coalitions, les chambres syndicales, et les différentes questions re-

latives au salaire : associations en participation de bénéfices, sociétés coopératives, etc.

En général, les conventions entre patrons et ouvriers sont absolument libres ; mais le travail intéressant la société, l'Etat peut intervenir législativement entre les patrons pour surveiller le travail, en limiter la durée, et protéger les travailleurs qui, par leur âge et leur sexe, sont incapables de défendre leurs intérêts. Notre troisième section traitera donc : de l'intervention de l'Etat dans les rapports entre patrons et ouvriers.

Enfin, nous terminerons notre travail en examinant quelles sont, à côté des obligations positives, les obligations morales des patrons et des ouvriers les uns envers les autres.

PREMIÈRE PARTIE

ORGANISATION JURIDIQUE

DES

RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

CHAPITRE PREMIER

DU LOUAGE DES OUVRIERS

Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles (C. c. art. 1710).

On appelle locataire, celui qui poursuit son travail ou son industrie, locateur ou conducteur, celui qui le reçoit et en paie la valeur. Cette explication des termes est toutefois contraire à l'opinion de plusieurs anciens jurisconsultes et notamment de Pothier. La question, du reste, ne présente qu'un pur intérêt de langage.

Le louage d'ouvrage est un contrat consensuel, synallagmatique et commutatif.

I. ÉLÉMENTS DU CONTRAT DE LOUAGE.

Le louage d'ouvrage ne peut exister sans les trois conditions suivantes, inhérentes à sa nature : 1° le consentement des contractants ; 2° un prix ; 3° un ouvrage à faire.

Toutefois il n'est pas nécessaire pour la perfection du contrat que le prix ait été stipulé d'une manière fixe ; il suffit qu'il n'y ait pas de doute sur l'intention des parties de faire un louage d'ouvrage. Le prix peut être déterminé ensuite par experts ou judiciairement. Et il importe peu que le prix consiste en argent ou en denrées.

L'ouvrage à faire doit être possible de sa nature. Mais l'impossibilité qui consisterait seulement en ce que l'ouvrier aurait accepté l'obligation de faire un travail supérieur à ses forces ou à sa capacité ne serait pas une cause de nullité du contrat, si ce travail n'avait d'ailleurs en lui-même rien d'inexécutable. L'ouvrier qui se serait témérairement chargé d'un semblable travail serait seulement passible de dommages-intérêts.

Le troisième élément du contrat de louage est le consentement des parties sur la chose et sur le prix. Les principes qui régissent la matière du consentement sont trop connus pour que nous ayons à les développer ici.

II. OBLIGATIONS DU LOCATEUR ET DU LOCATAIRE.

1° *Du locateur.* — Le locateur, qui a consenti à exécuter un travail moyennant un certain prix, est tenu de le faire, de le faire en temps utile, de le bien faire et d'y apporter tous ses soins et ce sous peine de dommages-intérêts en cas d'inexécution.

2° *Du locataire.* — Le maître n'a qu'une seule obligation : payer le prix convenu.

III. FORME DU CONTRAT.

Le contrat de louage est le plus souvent contracté verbalement sans que les parties conviennent d'autres conditions que du prix. Pour les ouvriers qui travaillent à la pièce, il ne peut y avoir de difficultés : le prix de la pièce est fixé ; le salaire plus ou moins grand dépendra de la rapidité de l'ouvrier et du plus ou moins de temps qu'il emploiera à faire une pièce complète. Quant à ceux qui travaillent à la journée, ils débattent ordinairement leur prix, et, après l'avoir discuté, le fixent contradictoirement avec le patron ou ses représentants.

L'usage des règlements d'ateliers remédie en grande partie aux inconvénients qui résultent du défaut d'entente sur les points de détail. Ces règlements indiquent les précautions à prendre par les ouvriers pour éviter les accidents, et servent, en cas d'accident, à constater la faute de l'ouvrier. Ils indiquent de plus les conditions du travail, en ce qui concerne la durée, le temps du repos, les modes de paiement du salaire, les retenues qui sont faites pour l'entretien des caisses de secours, et les amendes infligées aux ouvriers pour retard, négligence, inconduite, etc. Le seul fait par un ouvrier de travailler dans l'atelier sans protester contre le règlement constitue une adhésion tacite qui lui fait perdre le droit d'en critiquer l'application (C. C., 1134).

IV. PREUVE DU CONTRAT.

Il est évident que si la convention avait été relatée dans un écrit en forme, cet écrit servirait de preuve. Mais, le plus souvent, l'accord a été purement verbal, et il semblerait que, dès lors, on aurait dû permettre au locateur d'user de tous les moyens de preuve du droit commun. Cependant l'article 1781 du Code civil, copiant en cette matière l'ancienne jurisprudence, disposait que

le maître serait cru sur son affirmation, en cas de contestation sur les salaires, tant pour la quotité que pour le paiement du salaire de l'année échue, et les à-compte donnés pour l'année courante.

On expliquait ce privilège par cette raison que les patrons, les commerçants, les industriels étaient obligés par la loi commerciale de tenir des livres et d'y inscrire les mentions relatives à toutes leurs transactions et que, par conséquent, il était naturel de supposer qu'ils avaient une connaissance plus parfaite des affaires de leurs ateliers que les ouvriers qui, ne tenant aucune note, pouvaient avoir oublié ce qui avait trait à leurs propres intérêts.

Ces motifs invoqués en faveur de l'art. 1781 n'ont pas paru suffisants, et avec raison. Cet article fut abrogé par la loi du 2 août 1868 et à l'heure qu'il est les patrons sont sur un pied d'absolue égalité en ce qui concerne leurs réclamations réciproques.

Vers la même époque a été abrogée en Angleterre la loi connue sous le nom de *master and servant act*, qui correspondait à notre art. 1781.

Pour diminuer les difficultés qui devaient résulter de la suppression de la preuve admise par l'article 1781, un député proposa d'introduire, sous le nom de livre de compte, compte courant ou tout autre, un régime analogue à celui que la loi du 22 germinal an XI et l'arrêté de frimaire an XII ont créé pour les ouvriers de l'industrie manufacturière. Le livre aurait été obligatoire, et aurait constaté les conditions de l'engagement, les à-compte reçus, les avances faites ; il devait rester en la possession de l'ouvrier et faire foi de ce qui y était inscrit.

Cette proposition fut repoussée comme créant une entrave sérieuse à la liberté des parties contractantes.

A défaut du livre dont il est question dans la proposition ci-dessus rappelée, les tarifs et règlements publiés

dans les ateliers par les patrons peuvent fournir des éléments utiles de preuve pour la solution des difficultés qui touchent aux objets qui y sont mentionnés. Il est vrai que le prix devant nécessairement varier suivant les forces et les aptitudes des ouvriers, le juge doit avoir recours à une appréciation. Un procédé qui, pensons-nous, est parfaitement légal et équitable est celui qui consiste à ordonner que le maître devra payer à l'ouvrier le prix qui lui a été payé, dans les mêmes circonstances, par un précédent patron chez lequel il a travaillé assez longtemps pour être apprécié à sa valeur.

VI. DURÉE DE L'ENGAGEMENT.

L'art. 1780 pose en principe qu'on ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée. Ce principe a été puisé dans l'art. 15 de la Constitution du 5 fructidor an III « Tout homme peut engager son « temps et ses services, mais il ne peut se vendre, ni « être vendu, sa personne n'est pas une propriété alié-
« nable. »

La disposition de l'art. 1780 doit être appliquée suivant son esprit. Dès lors si, sans s'étendre précisément à la vie entière du locataire, l'engagement était contracté pour un temps tellement long que par le fait il doit s'étendre à toute la vie, selon les probabilités, il pourrait être annulé : les juges ont, sur ce point, le pouvoir d'appréciation le plus étendu. On doit entendre par entreprise déterminée un travail manuel d'ouvrier à exécuter. La détermination doit être faite soit quant à l'objet de l'entreprise soit quant à sa durée ; sinon elle est indéterminée et l'engagement est nul.

Toutefois si la personne qui s'engage pour une entreprise indéterminée est non un ouvrier, mais un entrepreneur, la convention est parfaitement valable. Nous

nous trouvons alors, non dans l'hypothèse prévue par l'art. 1780, mais dans celle de l'art. 1787 et suiv.

La nullité résultant de ce que l'engagement a eu lieu contrairement aux dispositions de l'art. 1781 est-elle absolue à ce point que le maître aussi bien que l'ouvrier puisse s'en prévaloir ? M. Troplong prétend que cette nullité n'est que relative, qu'elle n'a été établie que dans l'intérêt de l'ouvrier et que dès lors elle ne peut être invoquée que par lui. Nous ne sommes pas de cet avis : la convention qui contient une aliénation de liberté est une convention illicite et par conséquent radicalement nulle aux termes de l'art. 1131 du C. c. Dès lors l'inexécution de l'engagement contracté au mépris de l'art. 1780 ne donne ouverture à aucun dommages-intérêts. Toutefois le salaire devra être payé à l'ouvrier jusqu'à son annulation. Ce ne sera pas en vertu du contrat que le maître sera ainsi tenu, puisque ce contrat est nul, mais par le fait des travaux, qu'il a approuvés, en les laissant accomplir.

Si la faculté de s'engager *in perpetuum* est enlevée à l'ouvrier, elle ne l'est point au patron qui peut très bien s'engager à garder toute sa vie un ouvrier à son service. C'est un contrat unilatéral qui n'est pas défendu par la loi, car la perpétuité de la subordination qui porte atteinte à la liberté n'existe pas ici.

Rappelons pour mémoire la disposition de l'art. 15 de la loi du 22 germinal an XI : « L'engagement d'un ouvrier ne pourra excéder un an, à moins qu'il ne soit contre-maître, conducteur des autres ouvriers, ou qu'il n'ait un traitement et des conditions stipulés par un acte exprès. » Cette disposition exagérât, à notre avis, le principe posé dans l'art. 1780 : un ouvrier peut, en effet, trouver avantage à louer ses services pour plus d'un an, sans pour cela aliéner sa liberté.

VII. FIN ET RÉSOLUTION DU CONTRAT.

Le louage de services cesse de plein droit : 1° par l'expiration du temps pour lequel il a été contracté (C. C. 1134). Il faudrait assimiler à l'expiration du temps convenu l'achèvement de l'entreprise déterminée pour laquelle l'engagement aurait été contracté.

Si le contrat de louage, ce qui est le cas le plus fréquent, a été fait pour une durée indéterminée, il prend fin par un congé que l'ouvrier et le patron peuvent se donner réciproquement en se prévenant un certain temps à l'avance. Le délai est ordinairement de huitaine ou de quinzaine et quelquefois d'un mois ; ce dernier délai est celui qui est imposé par les règlements aux ouvriers admis à travailler dans les manufactures d'armes (Duvergier, n° 289). Le patron peut stipuler par une clause du règlement affiché dans son atelier un délai de congé plus long que le délai d'usage, et l'ouvrier, qui a accepté tacitement le règlement, ne peut plus invoquer l'usage auquel celui-ci déroge (Civ., Cass., 16 janvier 1866). Les ouvriers et patrons qui ne se conformeraient pas à ces règles, pourraient être condamnés à des dommages-intérêts.

Si la durée de l'engagement n'est fixée ni par la convention, ni par l'usage, ni par un règlement, chacune des parties peut résilier le contrat quand elle le juge convenable. (Henrion de Pansey, *Compét. des juges de paix*, ch. 30 — Duvergier, n° 288).

2° Le louage de services, comme tout autre contrat synallagmatique, est résolu, en vertu des principes généraux, dans le cas où l'une des parties ne satisfait pas à ses engagements (C. C. 1184). La résolution doit être demandée en justice, et le demandeur est tenu de prouver ses griefs.

3° La mort de l'ouvrier, cela est hors de doute, met

fin au contrat : le louage de services, étant un engagement purement personnel, ne peut survivre à celui qui l'avait contracté. Les héritiers du défunt n'ont droit qu'au salaire des journées effectivement faites par ce dernier, car le patron ne peut être obligé de payer des services qu'il n'a pas reçus.

4° Le contrat prend nécessairement fin si l'ouvrier devient physiquement ou moralement incapable de remplir ses engagements ; si, par exemple, il devient fou ou aveugle. L'appel de l'ouvrier sous les drapeaux en vertu de la loi sur le recrutement militaire constituerait également une incapacité matérielle de continuer ses services, et, dès lors, mettrait fin au contrat. En cas de maladie survenue à un ouvrier, le patron a le droit de conserver une partie des salaires proportionnée à la durée de la maladie, à moins, toutefois, qu'il ne s'agisse de quelque indisposition légère qui n'interromprait le service que pendant peu de temps, parce que c'est là un cas ordinaire auquel le maître pouvait et devait s'attendre (Pothier, n° 168 ; Duvergier, n° 292 ; Troplong, n° 874 ; Duranton, n° 234).

5° La force majeure est une cause de résolution du contrat de louage de services, mais elle ne peut donner lieu à cette résolution que si elle revêt le caractère d'un obstacle obsolu, né de circonstances imprévues, et qui rend l'exécution du contrat impossible. Si l'événement constitutif de la force majeure ne fait que rendre cette exécution plus onéreuse ou plus difficile, que la retarder ou la suspendre, le contrat ne saurait être résolu. Aussi trouvons-nous conforme aux principes la jurisprudence de la Cour de Nancy, qui, dans deux arrêts du 14 juillet 1871, a décidé que le contrat de louage de services n'était pas résilié par la survenance d'une guerre qui obligeait le patron à restreindre ses opérations, mais sans l'empêcher de continuer son entreprise, et a condamné

ce patron à payer à des ouvriers et employés qu'il avait congédiés pour cause de restriction de commerce une indemnité, pour résolution de contrat non motivée.

VIII. GARANTIES ACCORDÉES AUX OUVRIERS POUR LE PAIEMENT
DE LEURS SALAIRES

§ 1. **Privilège.**

Avant la loi du 28 mai 1838 sur les faillites, les ouvriers, n'étant pas considérés comme gens de services, n'avaient aucun droit au privilège accordé par le § 4 de l'article 2101. Un article de cette loi qui est devenu l'article 549 du Code de commerce a réparé cette injustice ; cet article est ainsi conçu : « Le salaire acquis aux ouvriers, employés directement par le failli, pendant le mois qui aura précédé la déclaration de faillite, sera admis au nombre des créances privilégiées, au même rang que le privilège établi par l'art. 2101 du Code civil, pour le salaire des gens de service... »

Ce privilège est fondé sur ce motif que, les patrons ayant l'habitude de ne payer leurs ouvriers qu'au mois ou à la quinzaine, il était équitable de ne pas priver ces derniers du salaire qu'ils escomptent le plus souvent pour vivre. Du reste, cette faveur ne cause qu'un mince préjudice aux autres créanciers, les salaires dûs n'étant qu'une fraction modique de la fortune totale du failli.

Sous le nom d'ouvrier, il faut comprendre les apprentis, pour le montant du salaire qu'ils touchent pour leur travail, et les contre-maitres ou les chefs d'atelier qui reçoivent un salaire comme les ouvriers.

Le privilège des ouvriers est, quant au droit de préférence, dispensé d'inscription comme tous les privilèges de l'article 2101. Il en est dispensé aux termes de l'article 2107, bien qu'il s'étende subsidiairement sur les immeubles. Il est évident que la double inscription exigée

pour la conservation du privilège des ouvriers, ne s'applique nullement aux ouvriers dont nous nous occupons ici, mais seulement à ceux que la loi considère comme entrepreneurs sur devis et marchés (*locatores operis*). Les termes de l'article 2110 ne peuvent laisser aucun doute à cet égard.

Le privilège des ouvriers n'entraîne pas de droit de suite ; l'article 2107 n'accordait ce droit qu'aux créanciers inscrits, et la loi du 23 mars 1855 n'a pas, sur ce point, dérogé au système du Code.

§ 2. Action directe des ouvriers employés à une construction.

En principe général, tout créancier peut, du chef de son débiteur, exercer les droits et actions qui appartiennent à ce dernier (Cod. civ., art. 1166). Ainsi, les ouvriers qui n'ont pas été payés par le patron qui les emploie peuvent toujours, en vertu de cet article, agir, du chef de ce patron, contre celui pour qui le travail a été fait, jusqu'à concurrence de ce dont ce dernier est encore débiteur envers le patron. Mais la loi a fait quelque chose de plus pour une certaine catégorie d'ouvriers, ceux qui sont employés à la construction de bâtiments, tels que maçons, charpentiers et autres ; elle leur a accordé une action directe contre celui pour qui les travaux ont été faits. C'est ce qui résulte de l'art. 1798, Cod. civ., lequel porte que « les charpentiers, maçons ou autres ouvriers qui ont été employés à la construction d'un bâtiment ou d'autres ouvrages faits à l'entreprise, n'ont d'action contre celui pour lequel les ouvrages ont été faits, que jusqu'à concurrence de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée. »

Le motif de cette disposition est facile à saisir : les ouvriers ont fait l'affaire du propriétaire, ils l'ont enrichi par leur travail ; par conséquent, ils ont vis-à-vis de lui un titre qui leur est propre.

De ce que les ouvriers constructeurs, dans le cas prévu par l'art. 1798, agissent de leur chef, et non comme subrogés aux droits de leur débiteur, il résulte :

1° Que les sommes dont le propriétaire est débiteur, au moment où ils agissent contre lui, doivent leur être attribuées, à l'exclusion des autres créanciers de l'entrepreneur.

2° Que la faillite de l'entrepreneur n'a et ne peut avoir aucune influence sur leur action.

3° Qu'ils n'ont pas besoin, pour agir contre le propriétaire, de recourir aux procédures de la saisie-arrêt ; ils peuvent l'assigner directement et demander qu'il verse dans leurs mains les sommes dues à l'entrepreneur.

Toutefois, le propriétaire peut, quand il a des doutes sur l'existence ou sur l'étendue de leur créance, demander, afin de sauvegarder sa responsabilité envers l'entrepreneur, que ce dernier soit mis en cause.

L'action des ouvriers est limitée aux sommes dues à l'entrepreneur par le propriétaire : celui-ci n'est donc tenu que de la partie de la dette dont il est encore débiteur au moment où l'action est intentée.

Par contre, si les sommes dues par le propriétaire à l'entrepreneur ont été, du chef de quelqu'un des créanciers ordinaires de ce dernier, frappées de saisie-arrêt, cet événement n'a aucune influence sur l'action des ouvriers. La saisie-arrêt n'ayant point, en effet, pour résultat de déplacer la relation de débiteur à créancier existante entre le tiers saisi et le saisi, il est parfaitement exact de dire que, nonobstant la saisie qui lui a été dénoncée, le propriétaire demeure envers l'entrepreneur débiteur des sommes qui ont été arrêtées entre ses mains.

Un doute pourrait s'élever si la saisie-arrêt avait été judiciairement déclarée valable avant la poursuite des ouvriers. D'après certains auteurs, le jugement qui valide la saisie opérant en faveur du saisissant un véritable

transport des sommes arrêtées, l'action des ouvriers viendrait trop tard. Cependant nous admettrons, même dans ce cas, le bien fondé de l'action des ouvriers, parce qu'un jugement n'est nulle part considéré dans nos lois comme un mode d'acquisition (art. 711, 712, et par *à contrario*, 2117 et 2122).

IX. PRESCRIPTION DE L'ACTION EN PAIEMENT DES SALAIRES.

L'action des ouvriers, pour le paiement de leurs journées, fournitures et salaires, se prescrit par six mois (art. 2271). Cette prescription court à compter du jour pris pour le paiement et s'applique seulement aux ouvriers travaillant à tant par jour ou moyennant un salaire fixé autrement qu'à la journée, pourvu qu'il ne soit pas à tant par an. Lorsque le salaire est fixé à tant par an, on rentre dans l'hypothèse de l'art. 2272 et la prescription est d'un an.

La prescription qui fait l'objet des art. 2271 et 2272 est uniquement fondée sur une présomption de paiement. Les créances auxquelles elle s'applique sont généralement payées, à l'échéance et on n'en retire pas quittance.

Par ouvriers il faut entendre également les apprentis pour les sommes qu'ils ont à réclamer à leur maître d'apprentissage.

Par contre l'action des maîtres pour le prix de l'apprentissage ne se prescrit que par un an conformément à l'hypothèse prévue par l'art. 2272.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. *Allemagne*. — La loi du 18 juillet 1868, étendue en 1871 à l'Empire d'Allemagne, supprime les corporations et laisse aux ouvriers le droit de choisir leurs patrons et

aux patrons le droit de prendre autant de compagnons ou d'apprentis qu'il leur conviendra.

Dans ces dernières années, M. de Bismark a obtenu au Reichstag un vote en faveur du rétablissement des corporations, mais il n'a pu faire admettre l'ensemble de ses projets.

II. *Suisse* (1). — D'après l'article 9 de la loi des fabriques, le contrat intervenu entre le fabricant et l'ouvrier peut, à moins de convention écrite, prendre fin après un avertissement de quatorze jours au moins ; chaque partie peut prendre l'initiative du congé le jour de paie ou le samedi.

A moins de difficultés spéciales l'ouvrier qui travaille aux pièces doit, en tous cas, terminer l'ouvrage commencé. Le contrat ne peut être résilié unilatéralement, avant ce terme, de la part du patron que si l'ouvrier s'est montré incapable de faire le travail commencé ou s'il s'est rendu coupable d'une violation grave du règlement de la fabrique. Il ne peut être résilié par l'ouvrier que si le maître de fabrique ne remplit pas ses obligations envers lui, s'il le traite d'une manière contraire à la loi ou au contrat ou s'il tolère de la part de quelqu'autre un traitement de ce genre.

(1) *Annuaire de lég. étrangère* T. VII, p. 590 et 591.

CHAPITRE II

DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Sous le régime des jurandes et des maîtrises, l'apprentissage était une condition obligatoire pour l'exercice de la plupart des professions manuelles. La durée et les conditions en étaient réglées, sur les propositions de chaque corporation de métiers, par des actes de l'autorité locale et du pouvoir central. On ne pouvait devenir compagnon et maître sans avoir passé par l'apprentissage. Le nombre des apprentis était strictement limité.

La Révolution de 1789 en détruisant les maîtrises et jurandes détruisit par le fait même l'obligation de l'apprentissage. Mais des abus ne tardèrent pas à se produire. La loi du 22 germinal an XI chercha à y porter remède en donnant au juge la faculté de briser dans certains cas le contrat d'apprentissage et elle frappa de nullité toutes les stipulations prolongeant ce contrat, dans l'intérêt du maître, au-delà du terme d'usage.

Cette loi fort incomplète, fut remplacée par celle du 22 février-4 mars 1851 qui régit aujourd'hui la matière.

I. NATURE DU CONTRAT

L'apprentissage, considéré au point de vue juridique, est un contrat, « par lequel un fabricant, un chef d'atelier ou un ouvrier, s'oblige à enseigner la pratique de sa profession à une autre personne, qui s'oblige, en retour,

à travailler pour lui ; le tout à des conditions et pendant un temps convenus » (art. 1). La première personne prend le nom de maître, et la seconde celui d'apprenti.

Le contrat d'apprentissage est donc une forme de louage de services, puisque l'apprenti s'engage au service du maître ; il s'y mêle un contrat d'échange, puisque le maître s'engage, en retour, à enseigner à l'apprenti la pratique de son art.

II. FORME DU CONTRAT.

Le contrat d'apprentissage est soumis pour la forme aux règles générales des contrats. Il peut être fait par écrit, par acte public ou sous seing-privé, ou même verbalement.

Lorsque le contrat est fait par acte public, il peut être reçu par les notaires, les secrétaires des conseils de prud'hommes et les greffiers des justices de paix. Les honoraires dûs à ces officiers publics sont fixés à 2 francs (art. 2). On a voulu, en multipliant le nombre des personnes chargées de le recevoir, faciliter la rédaction du contrat d'apprentissage, car l'acte écrit et public offre bien plus de garanties que l'acte sous seing-privé, et surtout que le contrat verbal.

Dans le cas où le contrat d'apprentissage est verbal, la preuve testimoniale n'en est reçue que conformément aux dispositions du Code civil sur la preuve des contrats ; elle ne peut donc être admise au-dessus de 150 francs que s'il existe un commencement de preuve par écrit.

III. CLAUSES ET CONDITIONS DU CONTRAT

L'article 3 de la loi de 1851 exige l'insertion dans le contrat de certaines indications destinées à éviter toute contestation sur son interprétation. Ce sont : les nom, prénoms, âge, profession et domicile du maître, de l'ap-

prenti, de ses père et mère, de son tuteur ou de la personne autorisée par ces parents ou, à défaut, par le juge de paix ; la date et la durée du contrat ; les conditions de logement, de nourriture, de prix et toutes autres arrêtées entre les parties ; la signature du maître et des représentants de l'apprenti.

Lorsque l'apprenti est un mineur non émancipé, le contrat, pour être valable, doit être fait avec le concours des personnes sous l'autorité desquelles le mineur est placé, c'est-à-dire des père et mère, tuteur ou administrateurs de l'hospice dans lequel se trouve l'apprenti.

Le mineur émancipé n'a pas besoin, pour souscrire un contrat d'apprentissage, d'être assisté de son curateur ; l'engagement qu'il prend, en effet, est compris dans les limites d'une simple administration.

Inutile de dire que toute personne majeure ayant la capacité générale de contracter, peut s'engager comme apprenti.

Les législateurs de 1851, considérant l'atelier comme une véritable école où l'apprenti reçoit non-seulement l'éducation professionnelle, mais en grande partie l'éducation morale, ont édicté contre les maîtres certaines incapacités :

Le maître, s'il n'est pas majeur de vingt et un ans, ne peut recevoir des apprentis mineurs (art. 4). S'il est célibataire ou en état de veuvage, il ne peut, par motif de décence publique, loger des apprenties mineures (art. 5). Est également incapable de recevoir des apprentis, tout individu condamné pour crime, pour attentat aux mœurs ou pour les délits prévus par les art. 388, 401, 405 à 408 et 423 du Code pénal ; cette dernière incapacité peut toutefois être levée par le préfet, sur l'avis du maire, quand le condamné a résidé pendant trois ans dans la même commune depuis l'expiration de sa peine (art. 7).

Les parties stipulent d'ordinaire un prix qui doit être payé au maître. Ce prix consiste soit dans une somme d'argent, soit dans un temps de travail que l'apprenti devra donner au maître, outre celui de l'apprentissage, en échange de l'enseignement qu'il a reçu. Le prix est laissé aux libres conventions des parties ; toutefois, lorsqu'il consiste en travail, la loi réserve à l'apprenti le droit de résolution si le temps convenu pour la durée de l'apprentissage dépasse le maximum de la durée consacrée par les usages locaux. Cette réserve a surtout pour but de sauvegarder la liberté de l'apprenti mineur qui se trouve lié par l'engagement pris par son représentant légal ⁽¹⁾.

La durée de l'apprentissage était fixée autrefois par les règlements des corporations, auxquels il n'était pas permis de déroger. Aujourd'hui, elle est fixée par les libres conventions des parties. Dans le cas où les parties ne se seraient pas expliquées sur la durée de l'apprentissage, elles sont réputées s'en être rapportées, sur ce point, à ce qui est d'usage dans la localité.

La loi de 1851 ne fixe aucune limite d'âge avant laquelle un enfant ne puisse être mis en apprentissage, mais tout enfant étant tenu, en vertu de la loi du 28 mars 1882, sur l'instruction obligatoire, de se rendre à l'école jusqu'à l'âge de treize ans, ne pourra plus commencer son apprentissage avant d'avoir atteint cet âge.

La loi sur l'apprentissage réglemente la durée du travail effectif des apprentis, eu égard à leur âge, et en proportion de leurs forces. Ainsi elle dispose que, pour les apprentis âgés de moins de quatorze ans, cette durée ne pourra dépasser dix heures par jour ; que pour ceux âgés de quatorze à seize, elle ne pourra dépasser douze heu-

(1) Loi du 22 germinal an XI, t. 3, art. 9-4^o — et loi du 22 février 1851, art. 17.

res. « Aucun travail de nuit ne peut être imposé aux enfants âgés de moins de seize ans. Est considéré comme travail de nuit, tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. » Le préfet peut déroger à ces dispositions par un arrêté rendu sur l'avis du maire.

La même loi interdit aux apprentis le travail les dimanches et jours de fête reconnus ; une réserve est faite toutefois en ce qui a trait à la mise en ordre de l'atelier, si ce travail est d'usage ou s'il a été stipulé dans les conventions, et encore ne s'agit-il que de ranger l'atelier avant 10 heures du matin.

Toutes ces règles existent indépendamment des dispositions spéciales au travail des enfants dans l'industrie ; notre législation distingue formellement les apprentis placés sous l'autorité directe du maître, des enfants employés comme aides dans les manufactures, et qui doivent être protégés à cause de leur faiblesse.

Si l'apprenti âgé de moins de seize ans ne sait pas lire, écrire et compter, ou s'il n'a pas encore terminé sa première éducation religieuse, le maître est tenu de lui laisser prendre sur sa journée de travail le temps et la liberté nécessaire pour son instruction, sans que ce temps puisse excéder deux heures par jour (art. 10).

On ne saurait trop applaudir à la sagesse de ces dispositions. Malheureusement, elles restent d'ordinaire lettre morte en pratique, et l'apprenti ignorant reste tel, à moins d'une tenacité peu commune soutenue par une bienveillance non moins rare de la part du patron.

IV. — DEVOIRS DES MAÎTRES ET DES APPRENTIS

La loi a posé des règles générales sur les devoirs des maîtres et sur ceux des apprentis : naturellement elle n'a pu embrasser toutes les hypothèses qui peuvent se présenter : elle n'a fait que poser des bases destinées à guider les tribunaux compétents dans l'examen et la décision des difficultés qui leur sont soumises.

Nous allons examiner séparément les devoirs des maîtres et ceux des apprentis.

§ 1. — Devoirs des Maîtres.

Autrefois l'apprenti passait sous la tutelle du maître, et celui-ci avait à son égard les droits d'un véritable tuteur, comme il en remplissait les obligations. L'apprentissage ne confère plus au maître une sorte de tutelle ; il a toutefois pour effet de lui donner une certaine autorité sur la personne de l'apprenti, mais le maître ne doit pas en abuser, car en cas d'abus la loi permet à l'apprenti de demander la résolution du contrat. Le maître est donc une sorte de mandataire des parents ; il doit se conduire envers l'apprenti en bon père de famille, surveiller sa conduite et ses mœurs, soit dans la maison soit au dehors ; il doit le corriger paternellement, sans toutefois lui infliger de mauvais traitements sous prétexte de correction, enfin il doit avertir les parents ou leurs représentants des fautes graves que l'apprenti pourrait commettre ou des penchants vicieux qu'il pourrait contracter (art. 8).

En cas de maladie de l'apprenti, le maître est tenu de prévenir les parents sans retard. Si cette maladie n'est pas de longue durée, de trois à huit jours, le maître est obligé de le faire soigner chez lui, mais les dépenses de médicaments et de médecin sont à la charge de l'apprenti, s'il n'y a convention contraire (Mollot, n° 91). Le maître qui néglige d'avertir les parents est censé prendre à sa charge les frais de maladie.

Le maître ne peut abuser de son autorité, pour obliger l'apprenti à un travail qui ne serait pas en rapport avec ses forces physiques, à un travail de nuit, par exemple, à un travail trop long sans intervalles de repos suffisant. De même, quoique le maître puisse disposer du temps de son apprenti, il ne peut pas lui imposer d'autres oc-

cupations que celles relatives à l'art, métier ou profession qu'il s'agit de lui enseigner. De tous temps, la tendance a toujours été de traiter les apprentis comme des serviteurs non gagés. C'est là un abus contre lequel les anciennes corporations avaient dû prendre des mesures très-sévères et que les tribunaux ne sauraient réprimer trop sérieusement.

Cette disposition est complétée par la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes. Cette loi punit d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 16 à 200 francs, les patrons qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs apprentis âgés de moins de 16 ans, aux individus exerçant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque, ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant le métier de mendicité.

« Le maître, nous dit l'article 12 de la loi de 1851, « doit enseigner à l'apprenti, progressivement et complètement, l'art, le métier ou la profession spéciale qui « fait l'objet du contrat. » C'est là la principale obligation résultant pour le maître du contrat d'apprentissage ; mais il faut bien remarquer que cette obligation ne comprend, pour le maître, que celle de faire connaître à l'apprenti la pratique de cet art et les procédés ordinaires de tous ceux qui l'exercent ; il n'est pas tenu, à moins de convention contraire, d'initier l'apprenti à tous les procédés particuliers de sa fabrication (Mollot, n° 84). L'enseignement professionnel peut ne pas être fait par le maître lui-même, mais il se fait toujours sous sa responsabilité.

Le maître ne peut, à peine de dommages-intérêts, renvoyer l'apprenti avant la fin de l'apprentissage, si ce n'est pour cause d'inconduite ou d'inexécution des engagements par lui contractés.

Enfin, au terme de l'apprentissage, il ne peut refuser à l'apprenti le congé d'acquit ou certificat constatant l'exécution du contrat. Si le maître refusait ce congé, le conseil des prud'hommes ou tout autre juge devant lequel serait portée la contestation, pourrait autoriser l'apprenti à travailler ailleurs et lever ainsi la défense que la loi fait aux patrons de recevoir un apprenti sans congé d'acquit, sous peine de dommages-intérêts envers son maître (art. 13).

§ 2. Devoirs des Apprentis.

L'apprenti doit à son maître fidélité, obéissance et respect (art. 11). La loi réprime en conséquence tout manquement grave des apprentis envers leur maître et permet aux prud'hommes de les punir d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois jours, sans préjudice des peines correctionnelles ou criminelles plus graves, s'il y a lieu de les appliquer. La loi punit également d'un emprisonnement qui ne pourra excéder trois jours, tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, ce qui s'applique aussi bien aux apprentis qu'aux ouvriers.

L'apprenti doit encore aider son maître par son travail, dans la mesure de son aptitude et de ses forces (art. 11). L'enseignement professionnel ne pourrait être donné sans cela ; et puis, le travail de l'apprenti est toujours, plus ou moins, une partie du prix de l'apprentissage.

Enfin, l'apprenti doit exécuter complètement le contrat : « il est tenu de remplacer, à la fin de l'apprentissage, le temps qu'il n'a pu employer, par suite de maladie ou d'absence ayant duré plus de quinze jours. » (Art. 11.) Cet article de la loi de 1851 n'a fait que consacrer un usage constant jusque là.

V. RÉOLUTION DU CONTRAT.

La nature spéciale du contrat d'apprentissage et les

obligations qu'il entraîne, mais surtout les rapports entre le maître et l'apprenti, ont fait admettre dans ce contrat quelques conditions particulières. Ainsi on admet généralement que ce contrat n'est parfait qu'après un temps d'essai.

« Les deux premiers mois sont considérés comme un temps d'essai pendant lequel le contrat peut être annulé par la seule volonté de l'une des deux parties. Dans ce cas, aucune indemnité ne sera allouée à l'une ou à l'autre des deux parties, à moins de conventions expresses. » (Art. 14).

Il importe, en effet, à la bonne exécution du contrat, que les deux parties avant de s'engager définitivement puissent connaître parfaitement leur caractère et leurs habitudes : le législateur a donc considéré comme nécessaire un temps d'épreuve. Il n'a fait, du reste, en cela, que consacrer un usage constant.

Le contrat, une fois parfait, peut être résolu, soit de plein droit, soit par le juge, à la demande de l'une des parties.

I. — Le contrat sera résolu de plein droit (art. 15) :

1^o Par la mort du maître ou de l'apprenti. L'apprentissage, en effet, est au nombre de ces contrats qui se forment en considération de la personne, et, dès lors, il ne saurait être prolongé au delà de l'existence du maître ou de l'apprenti.

Mais comment se règlent, en cas de mort, les intérêts du maître ou de l'apprenti et de leurs héritiers ? Le maître peut-il conserver la somme qui lui a été versée dans le cas où l'apprenti meurt avant l'exécution du contrat, ou inversement peut-il réclamer une indemnité dans le cas où le travail de l'apprenti ne l'a pas indemnisé de ses premiers frais ? On considère, en général, la mort comme un cas de force majeure dont la chance est aléatoire pour les deux parties, en sorte qu'il n'autorise aucune demande en indemnité de la part du survivant

contre la succession du prédécédé. Cette doctrine repose sur un usage constant appuyé sur la tradition romaine (Ulpien, D. L. 1. § 13. *de extraordinariis cognit.*, Paul, L. 38. *locati conducti*. L. 10 au Code *ob causam datorum*). Toutefois, lorsque l'apprentissage a un prix en argent et qu'il impose au maître, outre l'obligation d'enseigner, celle de nourrir, loger, blanchir l'apprenti, il y a une distinction à faire, un tempérament d'équité à la règle ci-dessus à adopter. Le prix de l'apprentissage s'appliquant, dans ce cas, à la nourriture aussi bien qu'à l'enseignement, on doit décider avec les jurisconsultes romains et conformément à l'usage que, dans aucun cas, il n'y a lieu à répétition pour le prix de l'enseignement; mais pour ce qui est de la nourriture, comme l'obligation de la fournir n'est pas, à proprement parler, une obligation unique, mais se compose d'une série d'obligations successives ayant chacune leur prix, la mort de l'apprenti ou du maître survenant, le prix seul du temps écoulé doit être payé; le surplus de ce prix, en ce qui concerne la nourriture, peut être répété contre le maître ou contre ses héritiers ⁽¹⁾.

2° L'apprentissage finit encore par l'appel du maître ou de l'apprenti au service militaire. L'engagement volontaire au service militaire ne produit pas le même effet, car on ne saurait le considérer comme un cas toujours prévu ou que les parties ont pu prévoir, ou bien comme un cas fortuit ou de force majeure semblable à l'appel au service militaire. On ne peut sans doute forcer l'apprenti qui a abandonné l'atelier pour le service militaire à y rentrer; mais ce fait peut donner lieu à des dommages-intérêts en faveur du maître.

Il est raisonnable de restreindre le droit de résolution aux cas où l'appel au service militaire est la conséquence

(1) M. PARDESSUS, *Droit commercial*, t. II, p. 251.

du tirage au sort ou d'une mobilisation imprévue ; mais il nous paraît difficile d'assimiler à ces deux cas, au point de vue de la rupture du contrat d'apprentissage, les appels temporaires de la réserve ou de l'armée territoriale, car il n'y a pas à proprement parler appel au service militaire, mais simple convocation dont le but est de renouveler l'instruction des hommes soumis au service militaire.

3° Le contrat d'apprentissage est encore résolu de plein droit, si le maître ou l'apprenti vient à être frappé d'une de ces condamnations qui entraînent incapacité de recevoir des apprentis.

4° Lorsque l'apprenti est une jeune fille, et que la femme du maître vient à mourir, s'il ne reste auprès de celui-ci aucune personne du sexe pour prendre soin de la jeune fille, la résolution a lieu de plein droit, si cette jeune fille est mineure. Il y a là, tout à la fois, une raison de haute moralité et un juste motif de dissolution du contrat, car la présence de la femme du maître a été pour les parents de l'apprentie une des raisons déterminantes du contrat.

Dans les différents cas que nous venons d'examiner, la résolution peut être invoquée par toute personne intéressée, lors même que les parties contractantes auraient renoncé à s'en prévaloir.

II. — Résolution prononcée sur la demande des parties ou de l'une d'elles :

Le contrat peut être résolu sur la demande des parties ou de l'une d'elles :

1° Dans le cas où l'une des parties manquerait aux stipulations du contrat ;

2° Pour cause d'infraction grave ou habituelle aux prescriptions de la loi du 22 février 1851 ;

3° Dans le cas d'inconduite habituelle de la part de l'apprenti ;

4° Si le maître transporte sa résidence dans une autre commune que celle qu'il habitait lors de la convention. Néanmoins la demande en résolution du contrat ne sera recevable que pendant trois mois à compter du jour où le maître aura changé de résidence ;

5° Si le maître ou l'apprenti encourait une condamnation emportant un emprisonnement de plus d'un mois ;

6° Dans le cas où l'apprenti viendrait à contracter mariage.

Ces diverses causes de résolution se justifient soit comme sanction de la loi, soit par l'intention présumée des parties ; elles peuvent donner lieu à des dommages-intérêts que le juge peut fixer comme il l'entend.

VI. JURIDICTION ET COMPÉTENCE EN MATIÈRE DE CONTRAT D'APPRENTISSAGE.

Les conseils de prud'hommes peuvent être considérés comme les juges ordinaires, les véritables juges de toutes les questions relatives au contrat d'apprentissage (art. 18). Ce sont en quelque sorte des tribunaux de famille, de la grande famille industrielle, connaissant les usages des ateliers et dont les formes de procéder sont tout à la fois moins longues et moins coûteuses que celles des tribunaux ordinaires.

Aux termes de l'art. 13 de la loi du 1^{er} juin 1853, les jugements des conseils de prud'hommes sont définitifs et sans appels, lorsque le chiffre de la demande n'excède pas deux cents francs en capital. Au-dessus de ce chiffre les jugements sont sujets à l'appel devant le tribunal de commerce de l'arrondissement, et à défaut du tribunal de commerce, devant le tribunal civil de première instance.

Lorsqu'il n'existe pas de conseils de prud'hommes dans les lieux où se trouve situé l'atelier, les contestations entre maîtres et apprentis doivent être portées de-

vant le juge de paix (art. 18), qui prononce en dernier ressort jusqu'à la somme de 100 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever (art. 5-3° L. du 25 mai 1838.)

Les réclamations qui pourraient être dirigées, en vertu de l'art. 13 de la loi de 1851, contre les tiers qui auraient détourné un apprenti de chez son maître, doivent être portées devant le conseil des prud'hommes ou devant le juge de paix du lieu de leur domicile (art. 18.)

Les prud'hommes et à leur défaut les juges de paix sont encore investis par la loi du 22 février 1851 du droit de régler les indemnités qui, à défaut de stipulations expresses, pourraient être dues à l'une ou à l'autre des parties en cas de résolution.

La loi déroge, pour la compétence relative au jugement des contestations sur l'exécution du contrat d'apprentissage, aux dispositions de l'art. 59 du C. Pr. suivant lequel, en matière personnelle, le défendeur doit être assigné devant le tribunal de son domicile. Elle attribue juridiction au juge du lieu du domicile du maître.

Les contraventions aux dispositions des art. 4, 5, 6, 9 et 10 de la loi de 1851, en ce qui concerne l'incapacité de recevoir un apprenti et le temps du travail des apprentis mineurs, sont déferées au tribunal de police et punies d'une amende de 1 à 5 francs, et, s'il y a lieu, d'un emprisonnement de 1 à 5 jours. La récidive est déferée aux tribunaux correctionnels et punie d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois sans préjudice d'une amende de 50 à 300 francs (art. 19 et 20).

Rappelons que dans certains cas les conseils de prud'hommes sont investis d'une véritable juridiction disciplinaire : le décret du 3 août 1810, art. 4, leur accorde le droit de prononcer la peine de l'emprisonnement, qui n'excédera pas trois jours, pour tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, et pour tout manquement grave des apprentis envers leurs maîtres.

VII. RÉSULTATS PRATIQUES DE LA LOI DE 1854.

La loi de 1854 n'a produit aucun des heureux résultats que l'on pouvait en attendre. Elle couvre, il est vrai, l'adolescence d'une protection souvent efficace, mais elle ne donne pas de garantie suffisante au maître contre la paresse et la mauvaise foi de l'apprenti : L'apprenti peut quitter son maître sous le premier prétexte venu et celui-ci ne pouvant plus compter sur la fidélité de son apprenti se sert de lui comme d'un serviteur, ne cherche pas à l'initier aux secrets du métier et ne s'intéresse pas à ses progrès ni à son éducation.

Pour obvier aux inconvénients de la législation actuelle, il faudrait :

1° Exiger que le contrat fut fait par écrit. On éviterait ainsi bien des procès résultant du défaut d'entente entre les parties.

2° Assimiler au cas d'embauchage, le fait d'avoir détourné un apprenti de l'atelier dans lequel il travaille sans que celui-ci ait obtenu un congé de son maître.

L'enseignement professionnel par la voie de l'apprentissage a paru insuffisant à une époque où le goût exige une perfection de plus en plus grande dans les travaux manuels. Les arts et métiers ne sont plus une routine mécanique, un travail matériel sous toutes ses formes ; il faut aujourd'hui une préparation, un enseignement technique. Aussi voit-on de toutes parts se fonder des écoles professionnelles destinées à donner aux jeunes ouvriers l'enseignement nécessaire à l'exercice de leur métier. Le désir de sortir par l'instruction de leur misère morale, et celui de se passer du patron, sont les deux raisons principales qui ont déterminé la création de ces écoles.

Ces établissements sont, en général, soutenus et dirigés par le syndicat d'une industrie : quelquefois la commune les organise et les subventionne.

Sans doute, cette nouvelle institution ne formera pas des ouvriers, mais elle donnera aux apprentis des notions plus complètes sur leur métier, tout en exerçant les mains et les yeux, ce qui n'est nullement à dédaigner.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. *Angleterre*. — Les *Trades' Unions* réclament la limitation du nombre des apprentis et la réglementation du contrat d'apprentissage sous leur contrôle.

II. *Allemagne* ⁽¹⁾. — La loi du 11 juillet 1879 s'occupe du contrat d'apprentissage. Elle fixe les devoirs réciproques des maîtres et des apprentis.

Le patron doit à son apprenti une instruction progressive ; il doit veiller sur sa conduite et lui donner des habitudes de travail et de moralité (art. 126). De son côté l'apprenti doit respect et fidélité à son patron (art. 127), qui a le droit de le châtier paternellement en cas de faute, et de le forcer à rentrer chez lui en cas de fuite (art. 130).

Le contrat est précédé d'un temps d'épreuves qui est de quatre semaines dans le silence des conventions ; l'épreuve ne peut dépasser trois mois (art. 128).

Les causes de résiliation du contrat sont énumérées et prévues par la loi. L'indemnité due au patron, en cas de rupture, est de la moitié du salaire de six mois (art. 133). Si l'apprenti s'est laissé embaucher par un autre patron, les dommages-intérêts sont dûs solidairement par ce nouveau patron et l'apprenti ou ses représentants. Ce droit à une indemnité, en cas de rupture, est subordonné à la rédaction par écrit du contrat d'apprentissage. (art. 133).

(1) Ann. de lég. étr. T. VIII, p. 111.

III. *Danemark.* — Une association de patronage s'est fondée en 1876 dans le but de former des apprentis dans tout le royaume. Ces apprentis sont placés chez différents patrons pour un temps qui ne peut excéder cinq ans. Le temps d'épreuve est de trois mois. A la fin de l'apprentissage, l'association délivre, après examen, une lettre de recommandation.

Le contrat est rédigé par écrit, et le patron doit verser à une caisse d'épargne, au nom de l'apprenti, une certaine somme débattue entre lui et la société de patronage. Il doit de plus faire inscrire l'apprenti à une caisse de secours en cas de maladie.

Les démêlés entre patrons et apprentis sont portés devant une commission composée de membres de l'association.

CHAPITRE III

DISPOSITION PARTICULIÈRE DE LA LOI PÉNALE CONCERNANT LES PATRONS ET LES OUVRIERS

I. PÉNALITÉS CONTRE LE PATRON

Nous avons vu que le patron était responsable de son apprenti ; nous verrons plus loin qu'il encourt des condamnations pour manquement aux lois qui régissent le travail. Ainsi, en cas d'embauchage d'ouvriers, la loi du 22 germinal an XI condamne le patron délinquant à payer des dommages-intérêts à l'établissement lésé.

Quelques autres dispositions du Code pénal relatives aux coalitions entre patrons seront expliquées plus loin.

II. PÉNALITÉ CONTRE L'OUVRIER

1° Les rapports du maître avec l'ouvrier étant d'une nature particulière et demandant quelquefois une grande confiance de la part du maître, exigent aussi une grande probité de la part de l'ouvrier, puisque souvent, quoiqu'il ne présente aucune garantie pécuniaire, des quantités considérables de matières précieuses lui sont confiées pour les travailler. Aussi le Code pénal contient-il des pénalités sévères contre les abus de confiance et les vols qui pourraient être commis par des ouvriers au préjudice de leur maître (art. 386-3° et 408-2°).

2° La loi punit aussi d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 16 à 200 francs tout directeur, commis et ouvrier de fabrique qui aura communiqué à des Français résidant en France, des secrets de la fabrique où il est employé ; et par secrets on doit entendre des procédés particuliers de fabrication appartenant exclusivement à la fabrique (art. 418-3°).

Si la communication a été faite à des étrangers ou à des Français résidant à l'étranger, la pénalité est aggravée, car cette communication peut porter atteinte, non seulement à des intérêts privés, mais à l'industrie nationale ; l'ouvrier coupable est condamné, dans ce cas, à la peine de la réclusion et à une amende qui peut varier de 500 fr. à 20.000 fr. (art. 418-1°).

La communication, pour entraîner la peine prononcée par l'article 418, 1° et 3°, doit avoir été frauduleuse, c'est-à-dire faite dans l'intention de nuire. Si cette intention n'a pas existé, il n'y a pas de délit. Peu importe d'ailleurs que l'ouvrier ou la personne à laquelle il a communiqué ces secrets ait ou non profité de la communication.

3° L'article 443 du Code pénal punit la détérioration des marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication, par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce, d'un emprisonnement de deux à cinq ans, au lieu d'un mois à deux ans, sans préjudice de l'amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de seize francs.

4° Enfin, parmi les dispositions spéciales aux ouvriers, nous devons mentionner encore l'article 4 du décret du 3 août 1810, qui permet aux prud'hommes de punir d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois jours, tout délit tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier. On ne saurait méconnaître l'utilité, la nécessité même de cette peine, car outre le dommage que peut causer au

patron le trouble apporté au travail et le danger des rixes qui en sont la suite, il ne faut pas oublier que ces désordres de l'atelier sont d'ordinaire le prélude de faits plus graves, de coalitions d'ouvriers, et qu'il importe de les étouffer dans leur germe.

CHAPITRE IV

DE LA RESPONSABILITÉ EN CAS D'ACCIDENT

I. PRINCIPES DE LA RESPONSABILITÉ EN CAS D'ACCIDENT

Le principe qui domine cette matière est posé par les art. 1382 et 1383 du Code civil :

« Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui
« un dommage, oblige celui par la faute duquel il est
« arrivé, à le réparer. »

« Chacun est responsable du dommage qu'il a causé
« non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. »

« La responsabilité est donc inséparable de l'idée d'une faute, soit que cette faute ait pour objet direct l'accomplissement du dommage lui-même comme dans les délits et quasi-délits de commission par imprudence, soit qu'elle ait consisté seulement à ne point le prévenir ou l'empêcher comme dans les faits d'omission ou de négligence qui peuvent être commis en accomplissant un acte qui serait licite par lui-même, soit enfin, qu'elle ait préparé ou facilité le dommage résultant d'un cas fortuit (1). »

Le patron ne peut donc être responsable que lorsqu'il y a eu faute de sa part, qu'il a commis un quasi-délit, et par quasi-délit nous entendons « tout fait illicite d'omission ou de commission non prévu par la loi pénale, qui

(1) SOURDAT. *Traité de la responsabilité*. I, p. 645.

cause à autrui un préjudice, mais qui a lieu sans intention de nuire (1). »

Le patron ne doit donc pas être responsable des accidents dont l'ouvrier a été victime et qui étaient la conséquence de la nature même de son travail, quand celui-ci a dû et a pu en mesurer le danger et prendre les précautions nécessaires pour les éviter. Par exemple, le chef d'atelier n'est pas responsable des blessures occasionnées à son ouvrier par l'usage indispensable d'instruments de sa profession qui sont dangereux par eux-mêmes; un entrepreneur ne le serait pas, à raison de l'usage même accidentel, mais indispensable de ces instruments, si l'ouvrier blessé était instruit du danger et si les précautions usitées en pareil cas avaient été prises (2). L'accident, dans ce cas, n'est pas imputable au patron. C'est un cas fortuit ou de force majeure, ou c'est une suite de l'imprudence et de la négligence de l'ouvrier lui-même qui n'aura pas fait usage de toutes les précautions voulues pour éviter ce danger (3). C'est peut-être enfin la suite de son défaut de courage ou d'intelligence et lui seul doit en subir les conséquences.

Si nous supposons maintenant que l'accident et le dommage proviennent du vice des machines et instruments que le maître met à la disposition de ses ouvriers ou de sa négligence ou de toute autre cause qui lui est imputable, il leur devra des réparations (4).

De même le patron qui emploie ses ouvriers à des travaux dangereux, doit les préserver contre les dangers que présente son industrie et contre leur propre impru-

(1) MERLIN. *Rép.* V. *Quasi-délits*.

(2) Bourges, 15 juill. 1840. D. 41, 2, 131; Dijon, 16 mars 1865. D. 65, 2, 81.

(3) Paris, 19 janv. 1867. D. 67, 2, 359; Chambéry, 8 juin 1872. S. 72, 2, 275; Lyon, 9 mai 1874. S. 74, 2, 316; Lyon, 2 août 1881. Gaz. Pal. 81, 1, 65; Cass. req., 14 mars 1882, Gaz. Pal. 82, 1, 569; Paris, 17 août 1882, 82, 2, 420.

(4) Paris, 4 févr. 1870. D. 70, 2, 111 et 16 nov. 1871. D. 71, 2, 208; Dijon, 24 janv. 1883, Gaz. Pal. 83, 2, 230.

dence. Sa responsabilité serait donc engagée si l'accident était arrivé dans l'accomplissement d'un travail opéré, suivant la pratique ordinaire de l'industrie, mais dange-reuse et tolérée par les règlements (1).

Il peut arriver aussi que la faute du patron soit relative, en ce sens que l'opération qui aurait dû être faite par un homme ayant plus de force et d'expérience, a été confiée à une femme ou à un enfant à l'égard desquels des précautions particulières eussent été nécessaires. La responsabilité sera déterminée par les tribunaux d'après les circonstances (2).

Le patron est non seulement responsable de son propre fait ou de sa négligence, il est encore responsable du fait et de la négligence de ses subordonnés et cela en vertu de l'art. 1384 : « On est responsable non seulement du « dommage que l'on cause par son propre fait, mais en- « core de celui qui est causé par le fait des personnes « dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous « sa garde. »

Nous venons de donner les règles principales qui semblent ressortir des nombreuses décisions intervenues à propos de la responsabilité des accidents industriels. Mais il ne faut pas oublier qu'en cette matière, une large part est nécessairement laissée à l'appréciation du juge qui statuera d'après les circonstances de la cause (3).

II. COMPÉTENCE ET JUGEMENT

L'action en responsabilité est civile et ressort de la

(1) Lyon, 27 juillet 1881. Gaz. Pal. T. I, p. 181; Trib. civ. Seine, 15 déc. 1883. Gaz. Pal. 84, 1, 209; Nancy, 22 déc. 1883. Gaz. Pal. 84, 1, 347; Trib. civ. Seine, 26 février 1884, 84, 1, 506; Besançon, 7 janvier 1884. Gaz. Pal. 84, 1, 697.

(2) Bourges, 23 janvier 1867. D. 67, 2, 197; Paris, 16 nov. 1871. D. 71, 2, 208; 29 avril 1875. D. 76, 2, 96; Nancy, 9 déc. 1876. D. 77, 2, 47; Besançon, 7 janv. 1884. Gaz. Pal. 84. 1. 697.

(3) SOURDAT, *Traité de la responsabilité*. I, n° 659.

juridiction civile. Sont compétents : les juges de paix jusqu'à la valeur de 100 francs en dernier ressort, et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 francs. (Art. 1^{er} de la loi du 25 mai 1838.) Si la demande est de plus de 200 fr., les tribunaux civils sont seuls compétents. Les conseils de prud'hommes seraient ici incompétents *ratione materiae*.

Le juge doit, en déclarant une personne responsable d'un accident, constater l'existence d'une faute de celle-ci, sinon la décision donnerait ouverture à cassation, faute de porter avec elle sa justification (1). Toutefois il n'est pas nécessaire que l'arrêt ou jugement qui déclare un maître responsable d'un accident survenu à son ouvrier, constate en termes exprès qu'il y a eu tort ou négligence du maître ; il suffit que cela s'induisse des énonciations du jugement (2).

III. MODE DE PREUVE

Celui qui allègue un fait quelconque devant le prouver, c'est à l'ouvrier qui réclame la réparation d'un dommage, à faire la preuve de la faute du patron, car les délits civils ne se présument pas (C. civ. 1315).

Lorsqu'il y a lieu de recourir à la preuve, elle peut être faite par tous les moyens reconnus par la loi pour la preuve des obligations : par écrit, par témoins, par des présomptions, par l'aveu, etc. (3)

IV. RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

Pour savoir comment les juges doivent fixer le montant de l'indemnité, il faut suivre le principe établi pour les contrats, c'est-à-dire que le patron en faute doit être condamné à un dédommagement équivalent au préjudice

(1) SOURDAT. Ouv. cit. I, n° 650.

(2) Civ. rej. 13 janv. 1868. D. 68, 1, 13.

(3) SOURDAT. Ouv. cit. I, n°s 607 et suiv.

éprouvé par l'ouvrier et au gain dont il sera privé, *damnum emergens* et *lucrum cessans*. Telle est la prescription de l'art. 1149 du Code civil ; mais il faut observer que les tribunaux ont, en matière de fixation d'indemnité, la liberté la plus illimitée.

L'indemnité accordée par jugement à un ouvrier qui n'a d'autre ressource que le produit du travail de ses bras, et qui a été blessé par un travail à lui commandé, doit être considérée comme pension alimentaire : partant, cette indemnité n'est pas saisissable et l'exécution du jugement qui l'alloue peut être ordonnée à titre provisoire et nonobstant appel.

V. DURÉE DE L'ACTION

L'action en dommages-intérêts peut s'éteindre :

1° Par la renonciation de l'ouvrier. Cette renonciation est expresse ou tacite. Elle est présumée par la loi quand le temps requis pour prescrire est accompli.

2° La renonciation expresse peut être le résultat d'une transaction ou bien d'un abandon pur et simple de l'action. Dans l'un et l'autre cas, elle est l'effet d'un contrat, et la volonté des parties détermine la portée de la renonciation.

3° L'action en responsabilité s'éteint enfin par la prescription qui est de 30 ans, conformément à l'art. 1362 du C. civ. Elle est soumise à toutes les règles de la prescription trentenaire en matière civile et qui déterminent les causes d'interruption, de suspension comme aussi la manière dont elle peut être opposée ou prévenue⁽¹⁾.

VI. INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE CONTRE LES ACCIDENTS

La loi du 11 juillet 1868 a institué en France, sous la garantie de l'Etat, une caisse d'assurances en cas de

(1) SOURDAT. Ouv. cit. I, n° 636 et suiv.

décès ou d'accidents. Cette caisse a pour but de procurer aux ouvriers blessés qui se sont fait assurer une rente viagère proportionnée à la durée de l'incapacité de travail. Si l'accident a amené la mort de l'ouvrier, un secours égal à deux années de pension est accordé à la famille.

Les ressources de la caisse comprennent, outre les versements des assurés, une subvention de l'Etat à inscrire annuellement au budget, et les dons et legs faits à la caisse.

L'établissement de cette caisse n'a été décidée en France qu'après la concluante expérience que les Anglais ont faite de cette utile institution, fondée chez eux par un acte du 14 juillet 1864; malheureusement les ouvriers n'ont pas encore compris les immenses avantages qu'ils pourraient retirer d'une pareille assurance. Pendant ces dernières années, au lieu de s'accroître, le nombre des assurés a été en diminuant. De 2,114 en 1874, il n'était plus au 31 décembre 1880, que de 1,812.

L'initiative privée a cherché, elle aussi, à remédier à la situation malheureuse des ouvriers blessés et à prévenir, autant que possible, les chances d'accidents. Dans différents grands centres industriels, à Mulhouse, par exemple, il a été organisé un système d'inspection avec mission d'étudier les modes de préservation les plus efficaces et d'en assurer l'application. D'autre part, nombre de patrons ont créé dans leurs établissements des caisses de secours aux ouvriers blessés. D'autres se déchargent de toute responsabilité par des assurances à des compagnies qui s'engagent à les exonérer du paiement des dommages-intérêts en cas d'accidents.

Mais ces sociétés interviennent comme garantes du patron au procès intenté contre lui par la victime ou ses ayants cause, elles font languir les débats et amènent ainsi l'ouvrier, que le besoin talonne, à transiger pour une somme dérisoire immédiatement payée.

VII. PROJET DE LA LOI SUR LA RESPONSABILITÉ EN CAS

D'ACCIDENT

La protection accordée par la loi à l'ouvrier blessé est en réalité peu efficace. C'est lui qui doit établir la véritable cause de l'accident, la faute du patron, c'est lui qui doit introduire la demande en justice, réunir des preuves, des témoignages, et cela dans un moment où, blessé, il lui est souvent matériellement impossible de s'occuper d'une procédure aussi difficile. Si encore, une fois entamée, cette procédure devait rapidement arriver à son but ; mais d'ordinaire le procès dure de longs mois, quelquefois des années.

D'ailleurs, en dehors même de ces difficultés de procédure, il est une raison plus générale qui vient, dans bien des cas, mettre obstacle à l'action de l'ouvrier. Le plus souvent la cause de l'accident est la conséquence des risques que le travail entraîne et le principe même de l'art 1382 interdit à l'ouvrier, dans ce cas, l'idée d'une réparation.

Frappé de cette situation dans laquelle se trouvait l'ouvrier, M. Martin Nadaud déposa le 22 mars 1881 sur le bureau de la Chambre des députés un projet de loi ainsi conçu : « Lorsqu'un homme, louant son travail à un autre
« homme, s'est blessé ou tué à son service, l'employeur
« sera de plein droit responsable, à moins qu'il ne prouve
« que l'accident a été le résultat d'une faute commise
« par la victime. »

Ce projet ne put être discuté avant la dissolution de l'Assemblée.

Actuellement la Chambre est saisie de quatre projets de loi : ceux de MM. Martin Nadaud, Félix Faure, Peulevey et Henri Maret.

Le système soutenu par M. Nadaud dans sa proposition du 4 novembre 1881 et qui n'est guère que la re-

production de son précédent projet, peut se résumer ainsi : Celui qui emploie les services d'autrui est tenu de le garantir contre les accidents résultant du travail à moins qu'il ne prouve que les accidents sont dûs à la faute de la victime. Le patron est donc toujours présumé en faute et l'ouvrier dispensé de toute preuve.

Cette proposition semble au premier abord contraire aux principes fondamentaux de notre droit : 1° en établissant à la charge du patron une présomption de faute alors que l'on a toujours admis au droit pénal la présomption de non culpabilité, 2° en renversant la règle qui met toujours la preuve à la charge du demandeur.

Mais M. Martin Nadaud⁽¹⁾ fit valoir que dans de nombreuses hypothèses nos Codes faisaient fléchir les rigueurs du droit commun en faveur de demandeurs particulièrement dignes d'intérêt. — Au surplus le chef d'industrie est toujours libre, pour dégager sa responsabilité de prouver la faute de l'ouvrier et il se trouve pour le faire dans une position bien supérieure à celle de l'ouvrier blessé et de sa famille.

M. Félix Faure est allé plus loin. Il ne suffit pas, d'après lui, de renverser la présomption légale et de mettre la preuve de la faute à la charge du patron. La plupart du temps les accidents arrivent sans qu'il y ait ni faute du patron ni faute de l'ouvrier : l'accident est la conséquence forcée de l'exploitation. C'est donc l'exploitation qui doit être responsable de l'accident qui se produit à son service et, partout, le patron doit logiquement garantir l'ouvrier, non-seulement contre les cas fortuits, mais encore contre sa propre imprudence lorsque cette imprudence résulte du travail. Se basant sur ce principe, M. Félix Faure déposa le projet suivant. Art 1^{er} : « Le

(1) Exposé des motifs de M. Martin Nadaud, séance du 4 novembre 1881. — Rapport de M. Alfred Girard, séance du 28 mars 1882.

« chef de toute entreprise industrielle, agricole ou commerciale est responsable, dans les limites de la présente loi, du dommage causé à tout ouvrier ou employé, tué ou blessé dans le travail, soit que l'accident provienne du bâtiment, de l'installation, de l'entreprise, ou de l'outil employé, soit qu'il provienne du travail même.

« Il ne sera fait d'exception à cette règle que pour les faits criminels ou délictueux, dont l'auteur reste responsable suivant les principes du droit commun. »

Le montant de l'indemnité est fixé par un tribunal d'arbitres composé du juge de paix président, du maire ou d'un adjoint de la commune où la victime avait son domicile au moment de l'accident, de l'inspecteur du travail des enfants dans les manufactures, d'un patron et d'un ouvrier désignés par le conseil des prud'hommes et, à son défaut, par le conseil municipal. Les décisions de ce tribunal sont sans appel.

Les sommes par lui allouées sont privilégiées au même titre que les créances énumérées par l'art. 2101 du Cod. civ. ; elles sont incessibles et insaisissables.

La responsabilité se prescrit par un an à partir de l'accident.

Toute convention contraire est nulle.

L'idée de rendre dans tous les cas l'industrie responsable des accidents qu'elle occasionne a soulevé d'ardentes critiques. On a dit qu'on arrivait ainsi à détruire les principes de la responsabilité humaine. Mais ces principes ne sont pas plus détruits en déclarant le patron responsable des suites du travail qu'il commande, qu'en déclarant l'aubergiste responsable des effets volés chez lui, ou les locataires d'une maison responsables de l'incendie qui éclate chez leur co-locataire. Du reste l'idée de M. Faure n'est pas nouvelle et avait déjà été indiquée

par M. Jules Favre lors de la discussion de la loi sur les caisses d'assurance en 1868 (1).

M. Faure dans une seconde proposition qu'il considérait comme le corollaire de la première, établissait une caisse d'assurance garantie par l'Etat donnant aux patrons les moyens de se prémunir contre les risques de la responsabilité qui leur incombe. Le but de cette création était de ne pas augmenter les charges déjà si considérables de l'industrie française.

Le troisième projet, celui de M. Peulevey, met les accidents à la charge de l'Etat, qu'ils résultent d'un cas fortuit, de la force majeure ou même d'une imprévoyance légère. L'Etat devrait, dans ce projet, établir une caisse d'assurances alimentée par un impôt facultatif de deux francs par an payable par tout ouvrier qui voudrait profiter de l'indemnité. Le patron devrait indemniser l'Etat, s'il y avait faute de sa part. Cette proposition s'appuie sur ce que « la société, qui profite du travail accompli » doit dans la mesure du possible alléger les souffrances « et les misères qui résultent du fonctionnement même » de l'ordre social. » Ce troisième projet fut renouvelé par son auteur le 26 novembre 1883.

Enfin un dernier projet déposé sur le bureau de la Chambre le 7 mars 1882, porte création au chef-lieu du département d'un jury spécial destiné à trancher les questions d'indemnité en cas d'accident. Cette institution aurait pour but d'éviter les frais et les lenteurs de la procédure ordinaire.

La commission chargée d'examiner ces différentes propositions se prononça pour le projet de loi de M. Félix Faure. La Chambre adopta ce projet en principe le 13 mars 1882, mais le renvoya dès l'art. 1^{er} à la commission en la chargeant de lui présenter un nouveau rapport.

(1) Séance du 30 mai 1868.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

Il peut être intéressant de rechercher de quelle façon les législations des pays voisins ont résolu le problème dont le Parlement est aujourd'hui saisi.

I. *Angleterre* (1). — L'Angleterre possède sur la responsabilité des patrons une loi récente du 7 septembre 1880. Mais cette loi ne fait que reproduire les principes établis par les art. 1382 à 1384, de notre C. c. et encore ces principes sont-ils modifiés par des restrictions qui rendent la loi anglaise bien moins favorable à l'ouvrier que celle de notre pays. En voici, du reste les principales dispositions.

Une indemnité est due à l'ouvrier ou à ses héritiers :

1° Lorsque le dommage a été causé par quelque défaut dans le mode de travail ou dans le matériel employé ;

2° Par la négligence de quelqu'un de ceux que le maître a commis à la conduite des travaux ;

3° Par le fait de toute personne employée chez le patron et aux ordres duquel était l'ouvrier au moment de l'accident si cet accident n'est arrivé que par la conformité du fait de l'ouvrier avec l'ordre reçu ;

4° Par le fait de toute personne employée par le maître et qui agissait en conformité des règlements faits par lui ou en exécution des ordres donnés par l'un de ceux auxquels il avait délégué son autorité ;

5° Par la négligence de tout employé chargé des signaux, de la conduite des trains ou des machines sur une voie de fer.

Dans tous ces cas, l'indemnité dûe ne peut être supérieure à la somme représentant le salaire de trois années d'un ouvrier de la même profession dans le même district. (Art. 1^{er}).

(1) *Annuaire de législation étrangère*. T. X, p. 37 à 40.

L'indemnité n'est pas due :

1° Si les défauts, provenant du mode de travail ou de l'outillage n'ont pu être découverts et réparés par l'inspection du patron ou de ses agents ;

2° Si les règlements, cause du dommage, avaient été approuvés par le principal secrétaire d'Etat, le ministre du commerce ou quelque autre bureau en exécution de quelque acte du Parlement ;

3° Si l'ouvrier blessé, instruit de cette partie défectueuse qui a causé l'accident, a omis d'en avertir le patron ou son préposé, à moins qu'il ne sût que ce vice lui était connu. (Art. 2.)

II. *Allemagne*, — En Allemagne la loi du 7 juin 1871, n'est pour ainsi dire que la reproduction des règles dont nous constatons aujourd'hui l'insuffisance : toutefois notons en passant que contrairement aux principes du droit, elle établit une présomption de faute à la charge des chemins de fer, en cas d'accident (Art. 1^{er}) (1).

Le chancelier de l'Empire a pris l'initiative d'un projet de réforme plus radicale en cherchant à créer une caisse d'assurance contre les accidents, analogue à celle établie en France par la loi de 1868 et organisée sous le patronage de l'Etat. L'assurance aurait été obligatoire pour tout ouvrier et les primes versées en partie par les patrons et en partie par les ouvriers ou par l'Etat. Ces vues ne semblent pas avoir été partagées par le Reichstag.

III. *Suisse* (2). — La Suisse pousse plus loin que nous la protection de l'ouvrier blessé. La loi du 21 octobre 1877 porte en effet :

1° Le patron est responsable du fait de ses représentants.

2° Il est déclaré responsable des accidents, à moins

(1) *Annuaire de lég. étr.* t. VII, p. 581.

(2) *id.* t. I. p. 264.

qu'il ne prouve la force majeure, l'existence d'actes criminels ou délictueux imputables à d'autres personnes qu'au mandataire ou au surveillant désigné par le patron, ou la faute de la victime ; dans ce dernier cas, la responsabilité est réduite dans une juste proportion.

3° L'action en responsabilité se prescrit par deux ans à partir de l'accident.

4° Le conseil fédéral a le droit de fixer les maladies graves, résultant de l'exploitation, qui engagent la responsabilité du patron.

5° Le montant de l'indemnité est fixé par le juge qui doit tenir compte des circonstances. Il ne peut allouer une somme supérieure en capital à six fois le montant du salaire annuel de l'ouvrier, ni excédant 6000 francs.

Enfin l'art. 2 de la loi du 25 juin 1881 admet que le patron est responsable à moins qu'il ne prouve que l'accident est arrivé soit par la faute de la victime, soit par un cas fortuit ou de force majeure, soit par un acte criminel qui doit être attribué à un autre qu'à un subordonné du patron.

CHAPITRE V

DES LIVRETS D'OUVRIERS

Le livret est un petit carnet sur lequel doivent être inscrits, avec l'état civil et le signalement de l'ouvrier, les différents certificats d'acquit des maîtres chez lesquels l'ouvrier a travaillé.

I. APERÇU HISTORIQUE.

La pensée de placer les ouvriers sous la dépendance des maîtres remonte à l'origine des maîtrises, des jurandes et des corporations.

Le moyen de la réaliser consista à interdire à tout ouvrier de quitter son atelier sans avoir préalablement reçu un congé de son maître. Mais ce moyen aurait été insuffisant s'il avait permis aux maîtres d'attirer ou de recevoir chez eux un ouvrier sorti d'un autre atelier sans que le précédent maître l'eût congédié. Aussi fut-il défendu à tout chef d'établissement d'employer un ouvrier s'il n'était pas pourvu d'un congé donné par écrit par le maître chez lequel il avait travaillé précédemment. On peut retrouver cette double interdiction imposée à l'ouvrier et au maître en remontant jusqu'aux règlements qui furent faits sous le règne de Louis IX par Etienne Boileau, prévôt de Paris, vers 1254.

C'est dans ce sens qu'une série d'ordonnances, d'arrêts

du conseil et de lettres patentes furent promulgués pour les différents métiers.

Parmi les principaux monuments législatifs de ce genre figurent les statuts promulgués sous Louis XIV au mois d'août 1645 relatifs aux maîtres huchers-menuisiers de Paris, des lettres patentes d'octobre 1650, des arrêts du conseil de 1727, 1729, 1744 et 1749.

M. Legrand résume ainsi cette législation « le compagnon en entrant chez un maître nouveau devait présenter le congé du maître qu'il quittait et donner aux jurés son nom et son adresse. S'il laissait des dettes, ce nouveau maître en devenait responsable et devait les acquitter ⁽¹⁾. »

Le 8 février 1781 Louis XVI rendit un édit par lequel il renouvelait les lettres patentes de ses prédécesseurs. Cet édit contenait en outre une innovation qu'il faut noter et qui est ainsi conçue (art. 4) « Voulons que les dits ouvriers aient un livre ou cahier sur lequel seront portés successivement les différents certificats qui leur seront délivrés par les maîtres chez lesquels ils auront travaillé. »

C'est de cette époque que datent les livrets d'ouvriers. Toutefois il est difficile de trouver dans cette disposition autre chose qu'un changement de nom ; car, au fond le livret ne fut que l'équivalent du congé ou certificat d'acquit dont l'origine remonte, ainsi que nous l'avons montré, au XIII^e siècle.

L'Assemblée constituante en supprimant les maîtrises et jurandes rendit leur liberté entière aux maîtres et compagnons et abolit le livret qui était une des entraves à cette liberté.

Toutefois, l'utilité de constater le contrat de louage était si grande que, même après la promulgation de la loi des 7-17 mars 1791, l'usage des livrets se maintint dans un grand nombre d'industries.

(1) *Histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution.* (T. II, n° 313.)

Plus tard la loi du 22 germinal an XII complétée par l'arrêté des consuls du 9 frimaire an XII vint rétablir le livret avec les deux principaux caractères qu'il avait sous l'ancien régime : l'attache des ouvriers à leurs ateliers et la soumission à une surveillance spéciale de la police.

L'Empire n'adoucit pas la législation du consulat. Un décret du 3 janvier 1813, étendit l'obligation du livret aux ouvriers des usines qui n'avaient pas été visés dans l'arrêté des consuls du 9 frimaire an XII. En vertu des dispositions de ces différentes lois et arrêtés, le livret était déposé entre les mains du patron qui avait le droit de le retenir jusqu'au remboursement des avances faites par lui à son ouvrier : s'il laissait partir ce dernier, il avait le droit d'inscrire sur le livret le montant de ses avances et le nouveau patron était tenu de faire subir à l'ouvrier, jusqu'à complète libération, une retenue du cinquième sur le produit de son travail.

La faculté qu'avait le patron de retenir le livret de l'ouvrier en cas d'avances faites par lui avait pour conséquence de retenir indéfiniment ce dernier au service du même patron. Ainsi que le disait M. Beugnot dans un rapport qu'il fit en 1845 à la Chambre des pairs, « le malheureux ouvrier qui n'avait pas craint de faire quelques pas dans la voie des emprunts ne pouvait plus s'acquitter et devenait l'esclave de son maître. »

La loi du 14 mai 1851 est venue rendre à l'ouvrier sa liberté.

Du moment que celui-ci a terminé l'ouvrage qu'il s'était engagé à faire et qu'il a travaillé pendant le temps réglé, soit par le contrat de louage, soit par l'usage des lieux, il a le droit d'exiger la remise de son livret et la délivrance de son congé. Toutefois le patron conserve le droit d'inscrire sur le livret les avances qu'il a consenties afin d'en obtenir le recouvrement par le moyen d'une retenue sur les salaires ultérieurs, mais jusqu'à concurrence de 30 francs seulement, et la retenue ne peut ex-

céder un dixième (art. 4 et 5). « S'il est bon, disait M. Dumas dans l'exposé des motifs, que l'ouvrier ne puisse être enchaîné par une lourde dette, il est bon aussi qu'il puisse offrir une garantie qui lui procure le crédit nécessaire pour sa subsistance. »

Les contestations qui pourraient s'élever relativement à la délivrance des congés ou à la rétention des livrets sont de la compétence des conseils de prud'hommes, et, dans les lieux où ces conseils n'existeraient pas, de la compétence des juges de paix (art. 7).

II. LÉGISLATION ACTUELLE.

La loi du 22 juin 1854 et le décret du 30 avril 1855 sont venus compléter la loi de 1851.

D'après ces dispositions les ouvriers de l'un et l'autre sexe attachés aux manufactures, fabriques, usines, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et autres établissements industriels ou travaillant chez eux pour un ou plusieurs patrons sont tenus de se munir d'un livret. (Art. 1^{er}.)

Les livrets sont délivrés par le maire. Ils sont délivrés par le préfet de police à Paris et dans le ressort de la préfecture de la Seine, par le préfet du Rhône à Lyon et dans les autres communes dans lesquelles il remplit les fonctions qui lui sont attribuées par la loi du 19 juin 1851. (Art. 2.)

Une circulaire ministérielle du 18 mai 1855 étend aux chefs-lieux de département dont la population excède 40,000 âmes, l'exception à la règle que le livret doit être délivré à l'ouvrier par le maire de sa commune.

Il n'est perçu pour la délivrance du livret que le prix de confection ; ce prix ne peut dépasser 25 centimes. (Art. 2.)

Par corrélation de l'obligation imposée aux ouvriers de se munir d'un livret il est défendu aux chefs d'éta-

blissements ou directeurs, de recevoir un ouvrier qui ne soit pas muni d'un livret régulier.

Si l'ouvrier est attaché à l'établissement, le chef ou directeur doit, au moment où il le reçoit, inscrire sur son livret la date de son entrée. Il transcrit sur un registre non timbré qu'il doit tenir à cet effet, les nom et prénoms de l'ouvrier, le nom et le domicile du chef d'établissement qui l'aura employé précédemment, et le montant des avances dont l'ouvrier serait resté débiteur envers celui-ci. Il inscrit sur le livret, à la sortie de l'ouvrier, la date de la sortie et l'acquit des engagements. Il y ajoute, s'il y a lieu, le montant des avances dont l'ouvrier resterait débiteur envers lui, dans les limites fixées par la loi du 14 mai 1851 (Art. 4).

Dans aucun cas il ne doit être fait sur le livret d'annotation favorable ou défavorable à l'ouvrier (Art. 8).

Les annotations par signes sont également défendues (Cass. Ch. crim. 30 juillet 1864).

Le livret, après avoir reçu les mentions prescrites, est remis à l'ouvrier et reste entre ses mains (Art. 6).

Le livret, revêtu des visa réglementaires, peut servir de passeport à l'intérieur de la France (Art. 9). Il est exigé pour l'inscription des ouvriers sur les listes électorales des conseils de prud'hommes (Art. 15).

Les contraventions aux art. 1, 3, 4, 5 et 8 de la loi de 1854, sont poursuivies devant le tribunal de simple police et punies d'une amende de 1 à 15 francs, sans préjudice des dommages-intérêts, s'il y a lieu. Il peut de plus être prononcé, suivant les circonstances, un emprisonnement de un à cinq jours. (Art. 11).

L'individu coupable d'avoir fabriqué un faux livret, falsifié un livret originairement véritable, ou sciemment fait usage d'un livret faux, est puni des peines portées en l'art. 153 du Code pénal, c'est-à-dire d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus

(Art. 12). L'ouvrier coupable de s'être fait délivrer un livret sous un faux nom, soit au moyen de fausses déclarations ou de faux certificats, ou d'avoir fait usage d'un livret qui ne lui appartenait pas, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an. Dans ces deux derniers cas, l'art. 463 du Cod. pén. peut être appliqué (Art. 13).

III. PROJET DE LOI RELATIF A L'ABOLITION DU LIVRET

L'institution du livret a, de tout temps, soulevé, de la part des ouvriers, les protestations les plus énergiques. La législation actuelle, dit-on, est contraire au grand principe de l'égalité des citoyens et à la dignité des travailleurs; par son principe même, par ses entraves, par son visa de la police, par toutes ces nécessités de signalement, d'inscription sur un registre spécial qui constituent contre toute une classe de personnes un régime exceptionnel et absolument contraire à notre droit constitutionnel. Ces réclamations, fondées dans une certaine mesure ont été entendues et la Chambre des députés votait, le 12 juin 1882, un projet de loi ainsi conçu : « Sont abrogées toutes les dispositions relatives aux livrets d'ouvriers comprises dans la loi du 22 germinal an XI, les arrêtés du 9 frimaire an XII et du 10 ventôse an XII, la loi des 25 avril, 8 et 14 mai 1851, la loi du 22 juin 1854 et le décret du 30 avril 1855.

« Est aussi abrogé l'art. 12 du décret du 13 février 1852 sur les obligations des travailleurs aux colonies. »

Ce projet présenté au Sénat fut l'objet d'un remarquable rapport de M. Marcel Barthe (19 mai 1883). Celui-ci conclut à la suppression de la formalité du livret, mais à son maintien comme mesure facultative. Si, en effet, le livret présente de graves inconvénients, il offre aussi quelques avantages à l'ouvrier. Le livret sert à

faciliter les rapports des patrons et des ouvriers. Quand un ouvrier tient dans ses mains un carnet duquel il résulte qu'après avoir fait un apprentissage chez un patron connu, il a travaillé pendant un temps déterminé dans une maison considérée, c'est un titre excellent en sa faveur. Quand un ouvrier est laborieux, on le garde dans une maison, quand il est peu soucieux de ses devoirs, il n'y reste pas longtemps. De sorte que le livret, par cela seul qu'il constate le temps pendant lequel un ouvrier est resté dans une maison, est un titre précieux pour lui. Quand il quitte l'atelier où il travaillait, il n'a besoin ni de protections, ni de recommandations : son livret seul, s'il constate son amour du travail, suffit à le faire admettre dans un autre atelier.

D'un autre côté, le livret facultatif peut assurer aux patrons le moyen de faire un bon recrutement d'ouvriers sans être exposé à subir des pertes dans l'emploi de la matière première. En un mot, ce livret est une garantie pour les intérêts des ouvriers et pour ceux des patrons.

Mais ce n'est pas tout. Grâce au livret facultatif, les ouvriers pourront souvent trouver du crédit dans une ville où ils sont inconnus : si leur livret porte qu'ils sont travailleurs et mènent une existence laborieuse, logeur et boulanger consentiront à leur faire des avances.

Enfin le livret aurait pour avantage de remplacer le passeport.

De même que la Chambre, le Sénat vota la suppression de la législation relative au livret, et quant à l'adoption du livret facultatif, il renvoya l'article qui la proposait à l'étude de la commission.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. *Angleterre*. — En Angleterre, aux Etats-Unis et en Hollande le livret n'existe pas.

II. *Allemagne* ⁽¹⁾. — La loi du 17 juillet 1878 a imposé l'obligation du livret aux ouvriers mineurs de 21 ans, à l'exception des enfants encore astreints à suivre l'école. (Art. 107 à 114).

La destruction des livrets ou cartes de travail est punie par l'art. 150 de la même loi, et la falsification tombe sous le coup de l'art. 363 du C. pénal allemand ⁽²⁾.

L'usage du livret n'a pas été généralisé. Tous les autres ouvriers en sont dispensés en vertu de la loi du 8 juin 1860 qui abrogea les lois du 22 germinal an XI et l'arrêté de frimaire an XII.

Les provinces rhénanes, autrefois soumises à la France, et l'Alsace-Lorraine, ont conservé l'habitude du livret.

III. *Autriche*. — En Autriche le congé d'acquit constaté par un certificat ou livret, a été maintenu dans les règlements des métiers sanctionnés par une patente impériale de 1850.

Le livret est délivré sur la production d'un contrat d'apprentissage ou d'une déclaration faite par un chef d'établissement, légalisée par l'administration d'une corporation ou d'une commune. Le livret reste entre les mains du patron ; à la sortie de l'ouvrier, le préposé de la corporation ou de la commune y inscrit les mentions prescrites d'après l'attestation du patron ; cette attestation concernant la fidélité, la moralité, l'assiduité et l'habileté de l'ouvrier, ne doit être reçue que si elle lui est favorable.

Le chef d'industrie est responsable envers les tiers de la véracité de sa déclaration.

IV. *Belgique*. — L'institution du livret existe ; elle est réglée par l'arrêté royal du 10 novembre 1845.

Le livret n'est obligatoire que pour les ouvriers travaillant dans une usine, fabrique ou atelier. Il doit être

(1) *Annuaire de lég. étr.* T. VIII, p. 105 et 106-118,

(2) id. T. I. p. 176.

visé par le bourgmestre dans les 48 heures de l'entrée de l'ouvrier dans un établissement et il reste en dépôt entre les mains du patron qui en donne un récépissé. La retenue en remboursement des avances faites par un ancien patron peut aller jusqu'à 50 francs. En cas de perte du livret, l'autorité délivre un permis de travailler ; mais dans ce cas, le patron doit faire une retenue du cinquième sur le salaire, en prévision des avances qui ont pu être faites à l'ouvrier par un précédent patron.

Une nouvelle étude sur la question des livrets a été soumise à la Chambre belge dans la session de 1879 (1) et le livret facultatif vient d'être adopté dans ce pays.

(1) *Annuaire de lég. étr.* T. IX, p. 466.

CHAPITRE VI

DES CONTESTATIONS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

Les contestations entre les ouvriers des manufactures et les fabricants sont de la compétence des conseils de prud'hommes ; lorsqu'il n'en existe pas, la cause est portée devant le juge de paix.

SECTION PREMIÈRE

Des conseils de Prud'hommes.

Les conseils de prud'hommes forment une juridiction à la fois civile et criminelle, ayant pour objet de concilier ou de juger les différends qui s'élèvent, soit entre les fabricants et les ouvriers, soit parmi les ouvriers entre eux, et de punir les contraventions de police qui se commettent dans les ateliers. Ce sont, en quelque sorte, les juges de paix de l'industrie. Ces conseils se composent mi-partie de patrons, mi-partie d'ouvriers, élus chacun par leurs pairs.

I. APERÇU HISTORIQUE.

L'origine des prud'hommes (*homo prudens*) remonte au règne de Philippe-le-Bel. En 1296 une délibération du conseil de la ville de Paris créait 24 prud'hommes, et en 1464, un édit, donné à Nogent-le-Roi, créait les

prud'hommes de Lyon. Mais à cette époque, les prud'hommes ne formaient pas de tribunaux destinés à trancher les différends entre patrons et ouvriers.

Sous le régime corporatif, les contestations étaient réglées, au sein même de la corporation, par les gardes ou jurés élus par leurs confrères. On ne connaissait pas les tribunaux mixtes. A Lyon, cependant, en raison du mode de fabrication des soieries, on avait institué un tribunal commun ; il se composait de marchands qui achetaient la matière première, faisaient les commandes et vendaient les produits, et de chefs d'ateliers qui travaillaient pour les marchands. Ce tribunal disparut momentanément en 1791 à la suite de la loi du 2 mars portant abolition des maîtrises et jurandes.

Mais on reconnut bien vite la nécessité d'établir une juridiction spéciale connaissant parfaitement les habitudes de l'industrie et jugeant promptement et sans grands frais toutes les contestations entre patrons et ouvriers. C'est dans ce but que fut rendue la loi du 22 germinal an XI. D'après l'art. 19 de son titre V les affaires de simple police entre les ouvriers et apprentis, les manufacturiers, fabricants et artisans devaient être portées devant le préfet de police à Paris, devant les commissaires généraux de police dans les villes où il y en avait d'établis et, dans tous les autres lieux, devant le maire ou un de ses adjoints. C'étaient des juges peu compétents sur le détail des métiers et dont la juridiction pouvait être suspecte de partialité aux ouvriers. Aussi, dès 1805, la Chambre de commerce de Lyon demanda-t-elle le rétablissement du tribunal *commun* aboli en 1791. L'Empereur fit droit à ses réclamations et par la loi du 18 mars 1806 il établit à Lyon un conseil de prud'hommes composé de cinq patrons et de quatre chefs d'atelier, avec la faculté pour le Gouvernement d'étendre le bienfait de cette institution à toutes les autres villes de fabrique ou de manufacture,

au moyen d'un règlement administratif. Le décret du 11 juin 1809, rectifié le 20 février 1810 et un autre décret du 3 août 1810 sont venus compléter l'institution des prud'hommes pour toutes les villes de fabrique.

La nouvelle institution présentait des avantages incontestables. En remettant à un tribunal composé de fabricants et de chefs d'atelier la connaissance des contestations relatives à leur travail et soulevées dans l'exercice de leur profession, en laissant aux justiciables le soin d'élire leurs propres juges, en exigeant que toute affaire, avant d'être soumise à ce tribunal de famille, fût préalablement examinée en bureau particulier par deux membres du conseil qui tenteraient de concilier les parties, le législateur créait la seule justice convenant à l'industrie, justice rendue à chacun par ses pairs.

Malheureusement il se laissa dominer par les préoccupations dont toutes les mesures de ce temps portent la trace. Non seulement les fabricants, ceux qui payent le salaire, formèrent la moitié plus un des membres du conseil, mais les salariés furent représentés par des chefs d'atelier, des ouvriers patentés qui, bien que travaillant à façon pour les fabricants, sont souvent, eux-mêmes, de riches industriels.

C'était là une inégalité choquante contre laquelle les ouvriers s'élevèrent à plusieurs reprises. Aussi, un décret du 27 mai 1848 vint-il modifier la législation. Le conseil des prud'hommes comprit désormais deux catégories : l'une de patrons, c'est-à-dire de tous ceux qui commandent le travail à un titre quelconque, y compris les contre-maîtres et les chefs d'ateliers ou directeurs de fabrique, l'autre d'ouvriers. Les patrons et les ouvriers procédaient dans leurs catégories respectives, à la désignation par scrutin de liste d'un nombre de candidats triple de celui des membres à nommer (art. 4). Cette liste était affichée et huit jours après, les ouvriers choisissaient

les prud'hommes patrons sur la liste dressée par les patrons, et ceux-ci choisissaient les prud'hommes ouvriers sur la liste dressée par les ouvriers.

D'un mal on tombait dans un autre. Les ouvriers n'étaient pas représentés, les patrons ne le furent plus. Les contre-maitres et chefs d'ateliers placés dans la catégorie des patrons formaient la majorité de l'assemblée de ces derniers, et comme ils pouvaient être élus prud'hommes patrons, les véritables patrons se trouvaient toujours en minorité dans les conseils.

Une autre défectuosité de la loi consistait à faire alterner tous les trois mois la présidence entre un patron et un ouvrier. A peine un président commençait-il à se familiariser avec les difficultés de sa position, avec l'accomplissement des devoirs attachés à sa charge, qu'il devait céder la place à un autre. De cette mobilité résultait un défaut complet d'unité et d'esprit de suite, dans la direction du conseil, et plus d'un président inexpérimenté faisait son apprentissage aux dépens de la bonne administration de la justice.

C'est à ces inconvénients et à quelques autres moins importants, que la loi du 1^{er} juin 1853, encore en vigueur, a eu pour but de remédier. Nous allons passer en revue ses principales dispositions en faisant connaître les quelques modifications qu'elle a subies.

II. ORGANISATION DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Les conseils de prud'hommes sont établis par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique après avis des Chambres de commerce ou des Chambres consultatives des arts ou manufactures. Les décrets d'institution déterminent le nombre des membres du conseil qui doivent être au nombre de six, au moins, non compris le président et le vice-président. (art. 1^{er}).

Les articles 2 à 11 de la loi de 1853 règlent le mode de nomination des présidents, vices-président, secrétaires et membres des conseils, les conditions d'électorat et d'éligibilité.

Les président et vice-président étaient, aux termes de l'art. 3, nommés par le chef du pouvoir exécutif et pouvaient être pris en dehors des éligibles ; leurs fonctions duraient trois ans et ils pouvaient être réélus. Ce mode de nomination avait donné lieu à quelques plaintes de la part des ouvriers (enquête de 1868) ; le président était en général un patron, ce qui assurait la prépondérance aux patrons dans le sein du conseil. On critiquait, en outre, l'immixtion du pouvoir qui supportait la responsabilité d'un mauvais choix. La loi du 7 février 1880 vint rendre aux conseils de prud'hommes la nomination de leurs président et vice-président.

L'élection en a eu lieu dans l'assemblée générale des membres du conseil, à la majorité absolue des membres présents ; en cas de partage des voix et après deux tours de scrutin, le conseiller le plus ancien en fonction sera élu. Si les deux candidats avaient un temps de service égal, la préférence serait accordée au plus âgé ; il en serait de même dans le cas de création d'un nouveau conseil (Art. 1).

Lorsque le président est choisi parmi les prud'hommes patrons, le vice-président ne pourra l'être que parmi les prud'hommes ouvriers et réciproquement (Art. 2).

La durée des fonctions du président et du vice-président est d'une année ; ils sont rééligibles (Art. 3). Cette faculté de réélection est utile au bon fonctionnement de l'institution, car les prud'hommes ont tout intérêt à garder à leur tête un homme de valeur et d'expérience.

La voix du président est prépondérante en cas de partage.

Les secrétaires des conseils étaient, d'après la loi de

1853, nommés et révoqués par les préfets sur la proposition du président. Ils sont aujourd'hui nommés à la majorité des suffrages, par le conseil, et révocables à volonté ; mais alors la délibération doit être signée par les deux tiers des prud'hommes (art. 5 de la loi du 7 février 1880).

Les membres des conseils sont élus par les patrons, chefs d'ateliers, contre-maitres et ouvriers, appartenant aux industries dénommées dans le décret d'institution (loi de 1853, art. 2). Ils concourent à cette élection lorsqu'ils réuissent les conditions d'âge et de domicile exigées par l'art. 4, de la loi de 1853 savoir : être âgé de 25 ans, être patenté depuis cinq ans, et domicilié depuis trois ans dans la circonscription du conseil, pour les patrons ; être âgé de 25 ans, exercer une industrie depuis cinq ans, être domicilié depuis trois ans dans la circonscription du conseil, pour les chefs d'ateliers, contre-maitres et ouvriers. Cet article a été complété par la loi du 25 novembre 1883 qui dans son article 17 met au nombre des électeurs les associés en nom collectif patentés ou non âgés de 25 ans accomplis, exerçant depuis 5 ans une profession assujettie à la contribution des patentes et domiciliés depuis 3 ans dans la circonscription du conseil.

Rappelons que l'ouvrier est obligé, pour établir la preuve qu'il exerce sa profession depuis cinq ans, de présenter son livret (art. 15 de la loi du 11 juin 1854). Cette obligation écarte des listes électorales des ouvriers souvent fort dignes, faute par eux de s'être munis d'un livret.

Il semble étrange que l'âge de vingt-cinq ans soit exigé pour prendre part à la nomination d'un conseil de prud'hommes, tandis que le citoyen est reconnu apte dès vingt et un ans à l'électorat politique qui met en jeu des intérêts bien autrement considérables. On pourrait donc sans inconvénient, ce me semble, abaisser à vingt un ans l'âge requis pour être électeur et n'admettre sur les listes électorales que les ouvriers inscrits sur la liste munici-

pale conformément à l'art. 5 de la loi du 7 juillet 1874.

Revenons à la loi de 1853.

Sont éligibles tous les électeurs âgés de trente ans accomplis sachant lire et écrire (art. 5).

Sont incapables d'être électeurs ou éligibles, les étrangers et ceux que la loi du 2 février 1852 prive du droit de prendre part aux élections politiques (art. 6).

Les listes électorales sont dressées dans chaque commune par le maire assisté de deux assesseurs choisis par lui, l'un parmi les patrons, l'autre parmi les ouvriers ; les listes sont ensuite adressées au préfet (art. 7).

Pour le recours en cas de réclamation, l'art. 8 décide qu'il sera ouvert soit devant les conseils de préfecture, soit devant les tribunaux civils, suivant les distinctions établies par la loi sur les élections municipales.

L'article 9 est relatif au mode de votation. Il ordonne la réunion des patrons d'une part et des ouvriers de l'autre, en assemblées séparées et par catégories, pour élire un nombre égal, les uns de prud'hommes patrons, les autres de prud'hommes ouvriers. Les contre-maîtres et chefs d'ateliers sont rangés, comme ils auraient toujours dû l'être, parmi les ouvriers et cette disposition constitue la différence la plus tranchée entre la loi de 1853 et le décret de 1848.

Les conseils de prud'hommes sont renouvelés par moitié tous les trois ans (art. 10). Si les exigences du service le réclament, le préfet pourra procéder au remplacement des membres décédés, démissionnaires ou frappés d'incapacité légale. Tout membre ainsi élu en remplacement d'un autre ne doit demeurer en fonctions que pendant la durée du mandat confié à son prédécesseur. Les membres des conseils de prud'hommes sont indéfiniment rééligibles.

Ils ne reçoivent aucun traitement, leurs fonctions étant purement honorifiques (art. 30 du décret du 18 mars 1806). Cependant les prud'hommes ouvriers, subissant

du fait de leurs fonctions une perte souvent sensible, on a proposé d'allouer aux prud'hommes, tant patrons qu'ouvriers, une légère indemnité. Les communes ont pris l'initiative de cette dépense, et la loi de 1880 a régularisé cette pratique.

Les prud'hommes doivent prêter serment avant d'entrer en charge (art. 20 du décret du 11 juin 1809) ; mais ce serment est purement professionnel, le décret du 5 septembre 1870 ayant supprimé le serment politique.

Les conseils de prud'hommes peuvent être dissous par décret du chef de l'Etat sur la proposition du ministre compétent (art. 16). Le Gouvernement a également le droit d'écarter, même arbitrairement, un prud'homme (décrets du 16 novembre 1854 et du 8 septembre 1860, reproduits par la loi du 23 mai 1864).

Nous venons de voir comment sont composés les conseils de prud'hommes, examinons maintenant de quelle manière ils fonctionnent.

Le rôle des prud'hommes étant d'être tantôt conciliateurs, tantôt juges, le conseil se divise en deux bureaux : le bureau de conciliation et le bureau général ou de jugement.

Le bureau de conciliation se compose de deux membres, l'un patron, l'autre ouvrier. La présidence, d'après l'art. 4 de la loi du 7 février 1880, en est dévolue alternativement à chacun d'eux. Il doit tenir au moins une audience par semaine, et cette audience doit être privée, autant que possible. Les parties sont convoquées par une lettre du secrétaire du conseil et sont tenues de se présenter en personne. Faute de comparaître, la partie qui ne se présente pas est citée par exploit d'huissier. En cas de maladie ou d'absence la personne citée est admise à se faire représenter par l'un de ses parents, négociant ou marchand exclusivement porteur de sa procuration (décret du 11 juin 1809, art. 29, 30 et 31).

Le bureau de jugement devait, aux termes du décret de 1809, être composé des deux tiers des titulaires ; le décret de 1848 fixa, pour tous les conseils, le nombre des membres du bureau général, à huit : quatre patrons et quatre ouvriers. L'art. 11 de la loi du 1^{er} juin 1853 réduit le minimum à cinq : deux patrons, deux ouvriers et le président ou le vice-président qui devront à tour de rôle présider le conseil ; si ce nombre est dépassé, il faut une parfaite égalité entre les deux éléments qui doivent composer le bureau.

Les formalités de la citation sont les mêmes que devant le bureau de conciliation (décret du 11 juin 1809, art. 29 et suiv.).

Le bureau de jugement connaît de toutes les affaires qui n'ont pas été conciliées, en dernier ressort jusque deux cents francs en capital, à charge d'appel devant le tribunal de commerce *in infinitum* (loi du 1^{er} juin 1853, art. 13).

Le délai de l'appel est de trois mois (décret du 11 juin 1809, art. 39) ; il peut être interjeté le jour même du jugement (Cod. com., art. 645).

Lorsque le bureau de jugement statue comme tribunal de police, l'appel est porté devant les tribunaux correctionnels et le délai d'appel est de dix jours.

Le conseil de prud'hommes, comme tout tribunal d'exception, ne connaît pas de l'exécution de ses jugements (Cod. Pr., art. 442).

III. ATTRIBUTIONS DES CONSEILS DE PRUD'HOMMES

Les conseils de prud'hommes sont chargés :

1^o De concilier les différends qui s'élèvent entre les fabricants et les chefs d'atelier, contre-maitres, ouvriers ou apprentis, et de prononcer sur ces différends (par jugement) quand ils n'ont pu les concilier (loi du 18 mars 1806) ;

2° De juger les demandes à fin d'exécution ou de résolution des contrats d'apprentissage, ainsi que les réclamations dirigées contre des tiers en cas de détournement d'apprentis (loi du 22 février 1851) ;

3° De régler, à défaut de stipulations expresses, les indemnités ou restitutions dues au maître ou à l'apprenti en cas de résolution de contrat d'apprentissage (même loi) ;

4° De juger les contestations relatives à la délivrance des congés d'acquit ou à la rétention des livrets d'ouvriers (loi du 14 mai 1854) ;

5° D'accomplir diverses formalités en matière de dessins ou modèles de fabrique ;

6° Les manquements graves des apprentis envers leurs maîtres et les délits tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier, peuvent être punis par le conseil, nous l'avons vu, d'un emprisonnement qui ne peut excéder trois jours (loi du 3 août 1810).

Les prud'hommes ne sont pas seulement investis d'une juridiction civile et de police ; ils sont encore agents de la police administrative et judiciaire, et, comme tels, chargés d'inspecter les ateliers (décret du 18 mars 1806, art. 29), et de constater les contraventions aux lois et règlements (décret du 18 mars 1806, art. 10).

La juridiction des conseils de prud'hommes ne s'étend qu'aux ateliers et manufactures et elle est limitée aux rapports entre patrons et ouvriers. De plus, la contestation doit être relative à la branche d'industrie que cultivent les parties ; sinon, l'affaire est de la compétence des tribunaux ordinaires (décret du 11 juin 1809, art. 10).

Les contestations entre les compagnies de chemins de fer et leurs agents commissionnés sont-elles de la compétence des conseils de prud'hommes ? Le conseil de prud'hommes s'était déclaré compétent dans une affaire survenue entre un mécanicien et la compagnie du Midi ;

mais le tribunal de la Seine a infirmé cette décision en se basant sur ce qu'un mécanicien n'est pas un ouvrier, la qualification d'ouvrier ne s'appliquant pas à ceux qui ne se livrent à aucune espèce de travail manuel, ne font partie d'aucun atelier et exercent des fonctions séparées et individuelles. Cette décision a été confirmée par la Cour de cassation. (Req. 13 mai 1857, D. P. 57, 1, 393).

L'Assemblée nationale a eu en 1872 à se prononcer sur un projet de loi tendant à créer, à Paris, un cinquième conseil de prud'hommes ⁽¹⁾ destiné à statuer sur les différends qui pourraient s'élever entre les compagnies de chemins de fer et leurs agents commissionnés. La proposition fut repoussée comme entraînant création à Paris d'un tribunal dont le ressort s'étendrait à toute la France, et fermant ainsi l'accès du prétoire à la plupart des ouvriers de province. Du reste les juges de paix et les tribunaux de commerce peuvent rendre aux ouvriers et employés des chemins de fer une justice rapide et à peu de frais (séance de l'Assemblée du 24 avril 1872).

La question n'en resta pas là : en 1875 M. Cazot déposa une proposition de loi afin d'assurer aux employés le bénéfice de la juridiction du conseil des prud'hommes ; elle fut reprise en 1876 par M. Germain Casse ; elle tendait à soumettre les agents commissionnés, mécaniciens et chauffeurs, à la section des métaux. Ce projet bizarre subit la même chance que le précédent.

Le 7 février 1882 une nouvelle proposition plus sérieuse demanda la création d'un tribunal arbitral statuant entre les compagnies et leurs agents commissionnés. Ce tribunal serait établi dans chaque section d'exploitation ; il se composerait de trois membres : le juge de

(1) A Paris il y a quatre conseils de prud'hommes, l'un pour les métaux, l'autre pour les tissus, le troisième pour les produits chimiques, le quatrième pour les industries diverses. Ils ont été établis par les ordonnances du 29 décembre 1844 et 9 juin 1847.

paix, un délégué de la Compagnie, et un délégué des agents commissionnés. L'indemnité payée par l'Etat serait de dix francs par vacation.

Ces tribunaux, connaissant en dernier ressort jusque 1500 francs, jugeraient *in infinitum* à charge d'appel.

Un autre projet, déposé dans la séance du 6 février 1882 par M. Raynal, attribue aux juges de paix les contestations entre les compagnies de chemins de fer et leurs agents commissionnés, en dernier ressort jusque 1500 francs et *in infinitum* à charge d'appel.

La commission chargée d'examiner ces deux propositions en a demandé la prise en considération.

Les industries qui sont justiciables d'un conseil de prud'hommes et l'étendue de la circonscription sont déterminées par le décret d'institution. On ne suit donc pas ici la règle du droit commun qui détermine la compétence d'après le domicile du défendeur; tout marchand-fabricant, contre-maitre, ouvrier, compagnon ou apprenti, travaillant pour une fabrique se trouvant dans le ressort d'un conseil de prud'hommes, est justiciable de ce conseil, quel que soit l'endroit de sa résidence.

Nous venons d'examiner dans ses détails la législation relative aux prud'hommes. Cette législation manque d'unité. Qu'il me soit donc permis, en terminant, d'exprimer le vœu de voir réunies en une seule loi les dispositions éparses de tous côtés : de cette façon on facilitera la tâche des prud'hommes, qui ne sont pas préparés par leur position à l'étude des questions de droit.

SECTION II

Des juges de paix.

Dans les localités où il n'existe pas de prud'hommes, ou bien quand les conseils auront été frappés de dissolution, la connaissance des contestations entre les patrons et les ouvriers est de la compétence des juges de paix.

D'après la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent en dernier ressort des affaires dont la valeur n'excède pas cent francs et, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever (art. 5, § 3).

La compétence des juges de paix s'étend à toutes les contestations entre patrons et ouvriers, et leur juridiction est déterminée par le lieu de la situation des manufactures ou ateliers dans lesquels l'ouvrier a pris du travail (loi du 22 germinal an XI, art. 21).

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. *Angleterre* ⁽¹⁾. — L'acte de 1875 détermine les tribunaux qui doivent statuer sur les contestations entre patrons et ouvriers.

Les cours de comté connaissent des réclamations des patrons et de celles des ouvriers, lorsqu'il s'agit de salaire, d'indemnité ou de toute autre question analogue.

(1) Ann. de lég. étr. T. V, p. 174 et s.

Elles peuvent rescinder tout engagement contracté entre patrons et ouvriers et condamner l'une ou l'autre partie à des dommages-intérêts à titre d'indemnité. Elles peuvent légalement contraindre l'une des parties à donner une caution qui répondra de l'entière exécution du contrat : une pénalité pécuniaire, fixée d'avance, est encourue au cas de non accomplissement de cet engagement. En cas de paiement par la caution, la cour pourra condamner le défendeur à la rembourser.

Les Cours de juridiction sommaire, (le lord-maire ou un aldermann à Londres, tout magistrat siégeant dans une Cour de police, un tribunal composé de deux juges de paix), ont la même compétence pour tout litige inférieur à 10 livres sterling.

Les contestations entre patrons et apprentis sont de la compétence de ces Cours. Elles peuvent, ou maintenir le contrat et obliger l'apprenti à l'exécuter sous peine d'un emprisonnement qui ne peut excéder quinze jours, ou le rompre et condamner le patron à la restitution des sommes qu'il a reçues pour l'apprentissage.

Il existe encore en Angleterre des conseils d'arbitres créés par un acte du 6 août 1872 développant le système antérieurement établi par une loi de Georges IV. Ces conseils sont composés de patrons et d'ouvriers en nombre égal et ont plein pouvoir pour trancher les différends qui peuvent exister entre patrons et ouvriers. Force obligatoire est donnée à toute convention par laquelle ouvriers et patrons s'engagent à remettre à des arbitres la connaissance des difficultés relatives au mode de travail et au taux des salaires, à condition qu'elles seront déférées à ces arbitres dans les 20 jours de la contestation.

Il y a dans les conseils d'arbitres anglais quelque chose de plus complet que dans la juridiction française des prud'hommes. Comme les prud'hommes, les conseils d'arbitres sont nommés à l'élection et composés par

moitié de patrons et d'ouvriers. Mais tandis que les prud'hommes sont simplement conciliateurs et juges, les arbitres peuvent prévenir et régler les difficultés qui surgissent entre le capital et le travail.

II. *Alsace-Lorraine* (1). — La loi du 23 mars 1881 reproduit la plupart des règles de la législation française. Elle détermine la compétence des conseils de prud'hommes.

Cette compétence s'étend : 1° aux contestations entre patrons et ouvriers, relatives à la formation, à l'exécution ou à la résolution des contrats de louage d'ouvrage et d'apprentissage, ainsi qu'à la remise des livrets et certificats et aux mentions qui doivent y être insérées ; 2° aux contestations relatives au travail à fournir ou aux indemnités à payer en vertu des conventions de louage d'ouvrage ou d'apprentissage ; 3° aux contestations entre ouvriers travaillant chez le même patron, relatives à leur industrie.

III. *Allemagne*. (2) — La loi de 1869 décide que les contestations entre patrons et ouvriers seront portées devant la représentation de la commune ou devant les délégués de cette représentation assistée de patrons et d'ouvriers en nombre égal (Art. 108). L'expérience a démontré l'insuffisance de ces tribunaux industriels (*Gewerbegerichte*.) Un projet organisant des tribunaux spéciaux pour juger les contestations entre patrons et ouvriers fut présenté sans succès en 1873 et en 1874. En 1878, nouvelle tentative. D'après ce dernier projet, le tribunal industriel devait se composer d'un président et de plusieurs assesseurs : le nombre de ces derniers était de 4 au minimum. Le président ne devait être ni patron ni ouvrier : les assesseurs devaient être pris, au contraire, moitié parmi les patrons, moitié parmi les ouvriers. Les membres de

(1) Ann. de lég. étr. T. X, p. 197 à 202.

(2) Ann. de lég. étr. T. VIII, p. 84 et 103.

ce tribunal devaient être choisis, suivant les cas, soit par les autorités communales, soit par les patrons et les ouvriers.

Cette proposition fut repoussée par le Reichstag.

IV. *Belgique.* — La loi du 7 février 1859 a emprunté à la loi française du 1^{er} juin 1853 la plupart de ses dispositions.

Notons, toutefois, quelques différences :

Tout conseil de prud'hommes ne peut être établi que par une loi.

Les listes électorales sont dressées par les administrations communales et révisées par la députation permanente du conseil provincial. Elles comprennent tous les patrons et ouvriers sachant lire et écrire.

Peuvent être membres du conseil : 1^o tous les électeurs âgés de 30 ans ; 2^o les chefs d'industrie retirés et les anciens ouvriers jusqu'à concurrence du quart des places.

Les élections se font au scrutin de liste contenant deux fois autant de noms que de prud'hommes à élire ; les patrons nomment les prud'hommes patrons et les ouvriers les prud'hommes ouvriers. Le conseil est renouvelé par moitié tous les trois ans.

Le président et le vice-président sont nommés par le Roi qui les choisit sur une liste double de candidats proposés par le conseil et pris dans son sein ou au dehors.

Les fonctions de prud'hommes sont rétribuées.

La compétence du conseil s'étend à toutes les contestations, soit entre patrons et ouvriers, soit entre ouvriers seulement, pour tout fait d'ouvrage, de travail et de salaire, jusque 200 francs sans appel et, *in infinitum*, à charge d'appel devant les tribunaux de commerce. Le conseil peut en outre punir d'une amende qui ne peut dépasser 25 francs tout acte tendant à troubler l'ordre et la discipline de l'atelier.

V. *Suisse*. — Il existe en Suisse des tribunaux de conciliation amiable pour trancher rapidement et gratuitement les différends entre patrons et ouvriers. Le tribunal se compose de 18 membres : 6 marchands et manufacturiers, 6 chefs d'atelier et 6 ouvriers. La présence de trois juges est exigée pour toute tentative de conciliation ou tout jugement d'arbitrage.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION ÉCONOMIQUE

DES

RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

CHAPITRE PREMIER

DU SALAIRE

I. NATURE DU SALAIRE

Nous avons montré qu'au point de vue juridique, le contrat intervenu entre un patron et un ouvrier, lorsque celui-ci reçoit seulement un salaire et ne participe pas au bénéfice de l'entreprise, était un véritable contrat de louage. Au point de vue économique, et sous le rapport de la production de la richesse, l'ouvrier est le coopérateur, l'associé du patron ; celui-ci fournit son travail et ses capitaux, celui-là fournit son travail seul, et de l'association de leurs facultés et forces productives, naît le

produit. Mais si l'ouvrier est, par son travail, l'associé du patron dans la production, il semble qu'il doit avoir part, à titre d'associé, au produit dans la distribution de la richesse. Comment la part du travailleur peut-elle se transformer en salaire ? L'ouvrier ne peut pas attendre toujours, il ne le peut même que rarement, la fin de l'entreprise et en courir les chances bonnes ou mauvaises; il vit de son travail, et le produit qu'il en retire est son unique ressource, il faut qu'il y ait pour lui un produit quelconque plus ou moins considérable, mais certain, assuré, payable à des époques fixes, déterminées. Ce produit, il l'obtient en vendant au patron, son associé, pour une somme fixe, déterminée, payable par jour, par semaine, par mois, par année, sa part éventuelle de bénéfices ; l'ouvrier reçoit ainsi par avance le prix de sa part, et il ne court aucune chance de perte. Mais le patron qui assume toute la responsabilité de l'entreprise, toutes les chances de perte et de gain, quoique proportionnant le prix qu'il donne à l'ouvrier pour la cession de ses droits, au succès probable de l'entreprise, réduit néanmoins cette part, à raison des risques dont il se charge, à une somme inférieure à celle que l'ouvrier eût eue, s'il eût pu attendre la fin de l'entreprise et que cette entreprise eût réussi.

Le salaire consiste en argent. Il n'est pas besoin d'insister sur l'avantage qui résulte pour l'ouvrier de recevoir son salaire en argent et non en nature ; le nier serait méconnaître l'utilité de la monnaie considérée comme moyen d'échange.

II. DÉTERMINATION DU TAUX DES SALAIRES

Les économistes ne sont pas d'accord sur le principe de la fixation des salaires. Doivent-ils varier avec le prix des matières premières, ou avec le prix de vente,

ou avec le chiffre des bénéfices ? S'ils diminuent avec les bénéfices, il semble juste qu'ils croissent progressivement avec eux. Dès lors, ils courent les mêmes chances que le capital et changent entièrement de caractère, car ils peuvent conduire à la fortune et n'assurent plus le pain quotidien. Et pourtant l'ouvrier a besoin de fixité et il en vient facilement à considérer comme un droit le taux du salaire qu'il a l'habitude de recevoir ; inversement le patron n'est jamais disposé à supporter une augmentation. Aussi a-t-on admis en principe la coutume qui empêche les variations brusques des salaires.

La véritable cause qui, dans une même industrie, fait varier le taux des salaires, est la concurrence. Le salaire varie d'après la loi de l'offre et de la demande : « Le salaire monte, a dit Cobden, quand deux patrons courent après un ouvrier ; le salaire baisse quand deux ouvriers cherchent un maître. » L'offre du travail est faite par les ouvriers, la demande l'est par le patron. Il y a donc double concurrence, celle des ouvriers et celle des patrons ; la combinaison donne lieu à la fixation des salaires. Il est plus exact de généraliser la question : l'offre des patrons est déterminée par la quantité des capitaux circulants qui peuvent être affectés au paiement des salaires ; l'offre des ouvriers est déterminée par le chiffre de la population ; donc le taux du salaire dépend du rapport existant entre la population et le capital.

Nous avons dit que la demande et l'offre déterminaient le taux des salaires. Cela est exact. Cependant ces causes principales sont souvent elles-mêmes déterminées par certaines circonstances particulières. Si dans un pays, la masse des subsistances n'est plus en rapport avec les besoins de la population, les salaires baissent, car alors le travail est très offert de la part des ouvriers qui ont de la peine à vivre. Une mauvaise récolte changerait donc toutes les conditions d'un tarif. Aussi arrive-t-il

que lorsque les salaires laissent à l'ouvrier un excédant, après qu'il a pourvu à ses besoins, la population augmente. En Amérique le prix de la journée du travailleur n'est pas absorbé par sa dépense ; il se marie, par conséquent élève une famille, et la population s'accroît. Quand, au contraire, ces salaires sont insuffisants, la population décroît ou devient misérable, et alors le taux nécessaire des salaires ne revient à son niveau que lorsque le rapport entre les subsistances et la population se rétablit également.

Les salaires éprouvent encore une dépression par la réduction ou la destruction des capitaux ; alors les industries qui disposaient de ces instruments périssent, la demande de travail de la part des patrons se réduit et les ouvriers se trouvent naturellement atteints par ces changements. Cependant on voit que le dernier mot, la cause finale des fluctuations dans les salaires, se résume toujours dans la demande et l'offre, qui à leur tour ne sont que le résultat d'une foule de phénomènes qu'on ne peut ni prévoir, ni maîtriser. Tout est donc éventuel et incertain dans le taux des salaires, et aucune prévision humaine ne saurait leur donner cette fixité que quelques utopistes ont rêvée, et encore moins peut-on les élever constamment à un chiffre qui réponde à tous les besoins de l'ouvrier. Le capital, lui aussi, est exposé à ces vicissitudes, et les profits éprouvent, par conséquent, les mêmes fluctuations que les salaires.

Abstraction faite des circonstances que nous venons de présenter, le taux des salaires dépend encore des aptitudes particulières de chaque individu. Dans les professions ou dans les travaux qui n'exigent que des mouvements simples ou uniquement l'application des forces musculaires, les salaires peuvent, sans inconvénients, être les mêmes pour tous. Mais dans les industries parcellaires, dans les métiers surtout qui ont exigé un long

apprentissage, le prix de la journée varie toujours selon l'habileté et l'application du travailleur. Lorsque les ouvriers sont à la tâche, ces deux qualités font ressortir des différences énormes dans le taux des salaires.

Nous venons d'examiner les causes de variation du salaire dans une même industrie ; il nous reste à étudier les causes de variation du salaire dans les diverses professions. Ces causes, bien que fort nombreuses, ont été analysées par le docteur Smith et ramenées à cinq circonstances qui élèvent ou abaissent le salaire relativement au taux moyen. Ce sont :

1° Les risques ou les inconvénients d'un genre particulier de travail.

2° La répulsion ou le dégoût qu'inspirent certaines professions.

3° La facilité ou la difficulté de l'apprentissage.

4° Les chômages réguliers ou mortes saisons et les crises industrielles qui influent d'une manière plus sensible sur certaines professions.

5° La confiance que l'on doit accorder à l'ouvrier et la responsabilité qui lui incombe.

III. MODES DE RÉGLEMENT DES SALAIRES

Le salaire est payé à raison du temps, c'est le salaire à la journée, au mois, à l'année, ou bien il est évalué eu égard à l'ouvrage stipulé : c'est alors le salaire à la tâche, aux pièces ou à façon. Cette distinction a une certaine importance, bien que dans l'un et l'autre cas la rémunération soit au fond proportionnelle à la durée du travail, il y a cette différence essentielle que, dans le premier cas, le patron subit les risques résultant de ce que le travail à accomplir nécessite en fait plus de temps qu'il ne l'avait supposé tandis que, dans le second cas, le tâcheron assume ces risques.

Au point de vue de l'ouvrier, le salaire au temps paraît préférable, mais il a le grave inconvénient de ne pas stimuler le sentiment d'intérêt personnel chez les ouvriers : ceux-ci chercheront toujours à gagner le plus possible en fournissant la moindre quantité de travail. La rémunération à la tâche est donc plus rationnelle par la raison qu'elle proportionne le salaire au travail effectif et qu'elle laisse à la charge de l'ouvrier la part de responsabilité afférente à l'exécution de l'ouvrage et affranchit ainsi le patron d'une surveillance minutieuse. Mais elle a le grave inconvénient d'exciter l'activité de l'ouvrier et de l'engager à ne pas finir son travail et à livrer des produits médiocres. De plus, son application est restreinte aux cas où les occupations de l'ouvrier sont susceptibles de se décomposer en une série de tâches ou façons successives. Lorsqu'un seul ouvrier prend à la tâche un travail exigeant le concours de plusieurs autres ouvriers qu'il embauche moyennant un salaire déterminé, cette combinaison prend le nom de *marchandage*. Ce procédé a été, sur la demande des ouvriers, prohibé par le décret du 2 mars 1848 ; le tâcheron était en général dur, âpre au gain et animé d'un esprit moins bienveillant qu'un patron ou un contre-maitre.

Le salaire à la tâche offre moins de risques lorsqu'il est entrepris en commun par un groupe d'ouvriers ; on rencontre fréquemment ces conventions dans l'industrie des constructions et dans celle des mines. Au Creusot, par exemple, les mineurs se groupent par petits détachements et se rendent acquéreurs aux enchères d'un lot dont ils ont l'exploitation pour une durée qui atteint parfois six mois. La production du fer, au Creusot est passée, sous cette impulsion de 20 à 42 mille tonnes dans l'espace de 5 ans.

La pratique a cherché et employé différents moyens de répartir les salaires d'une manière équitable et avec

l'intention d'attacher les ouvriers à l'établissement où ils travaillent.

1° Prime d'ancienneté. Son but est de faire revivre la permanence des engagements en intéressant l'ouvrier à rester dans l'établissement par l'appât d'un gain progressif ; cette prime varie suivant l'importance du travail.

2° Salaire sur le travail produit. C'est une application du marchandage collectif ; la rémunération du travail est allouée, d'après la quantité fabriquée et répartie entre les collaborateurs, en parts qui varient suivant leur mérite et leur aptitude.

3° Coopération par le travail. Ce mode de répartition est avantageux dans les grands établissements où la division du travail est poussée fort loin ; l'objet de la fabrication est vendu par un premier atelier à une série d'autres ateliers, à des prix établis par le patron, jusqu'à l'achèvement de l'objet. A la fin de l'année commerciale, chaque atelier fait un inventaire d'après lequel un dividende lui est distribué sur le bénéfice résultant de la vente constatée par des registres spéciaux. La répartition est proportionnelle au salaire gagné par l'ouvrier, le contre-maitre ou l'employé.

4° Participation aux bénéfices. Sous le nom de participation aux bénéfices on désigne un système dans lequel le salaire demeure la rémunération principale et normale de l'ouvrier : seulement à la fin de l'année il est attribué aux ouvriers, en plus de ce salaire une part du bénéfice de l'entreprise et cela sans qu'ils participent en rien aux pertes. Il faut distinguer deux formes de participation aux bénéfices. La première consiste en de simples gratifications, sans corrélation nécessaire avec les bénéfices : on la désigne plus exactement sous le nom de majoration des salaires. Ce système stimule le zèle de l'ouvrier sans avoir pour inconvénient de lui permettre de s'immiscer dans les affaires du patron, il peut être appliqué à toutes les industries.

La seconde reconnaît à l'ouvrier un droit au partage des bénéfices annuels, selon une proportion déterminée : c'est la participation véritable. Ce système a pour avantage d'intéresser l'ouvrier à la production et le patron peut compter sur une amélioration de travail devant compenser et au delà les sacrifices faits par lui. Mais il a l'inconvénient de ne pouvoir s'appliquer à toutes les industries. Le plus grave obstacle est l'obligation où elle met les patrons de faire connaître à leurs ouvriers la situation exacte de leurs affaires et même de communiquer les livres. En second lieu, pour qu'il puisse être appliqué avec fruit, il faut que le personnel de la fabrique soit sédentaire et suffisamment restreint pour qu'il puisse avoir la perspective de bénéfices assez considérables. Enfin la participation aux bénéfices ne peut guère être appliquée avec avantage que dans les industries où la main-d'œuvre a une valeur relative très forte : la peinture, la teinture etc., car alors la quote-part des bénéfices afférente au salaire formera une somme suffisante pour encourager au travail.

L'emploi de la somme que l'ouvrier acquiert à la fin de l'année par la participation aux bénéfices est fait de différentes manières. Tantôt la part entière lui est remise à titre de gratification ; tantôt il ne lui en est remis qu'une partie tandis que l'autre est versée en son nom à des caisses de prévoyance ; il a son compte ouvert à la caisse et s'il quitte l'établissement il perd sa créance au profit de la masse : c'est là un excellent moyen d'attacher l'ouvrier à la maison et de lui assurer le pain de sa vieillesse.

IV. DES ESSAIS DE SUPPRESSION DE SALAIRE.

Le salariat est, en général, considéré par les ouvriers comme un état humiliant qu'il faut s'attacher à faire cesser ; il a donné lieu à des plaintes sérieuses. Le salarié, malgré la sécurité apparente de sa position, est expo-

sé à des chômages prolongés ; le taux du salaire peut baisser et devenir insuffisant pour le faire vivre : l'âge, les infirmités, les maladies rendent le travailleur incapable de gagner sa vie au moment où il lui faudrait le plus de ressources. A ceci on peut répondre en propageant les institutions nouvelles : caisses de secours mutuels, caisses de retraite pour la vieillesse ; en multipliant les sociétés de crédit, qui, plus rémunératrices que les caisses d'épargne, poussent davantage à faire des économies ; avec de la prévoyance et de l'activité, le salarié peut s'amasser un petit capital et obtenir un certain degré d'aisance et d'indépendance.

Le salariat, dit-on encore, paraît créer un certain antagonisme entre le capital et le travail. Rien, au fond, n'est plus faux que cette antagonisme ; car, s'il est un fait que l'évidence ait pleinement démontré, c'est que les industries rétribuent d'autant mieux le travail qu'elles possèdent plus de capitaux. « Nous croyons fermement, dit « M. Jules Simon, que l'accord entre le capital et le travail est d'autant plus facile qu'il n'existe entre eux qu'un « malentendu. Leur origine est la même, leurs intérêts « sont les mêmes, plus on le comprendra de part et « d'autre, mieux cela vaudra pour tout le monde ⁽¹⁾. » Il faut pourtant reconnaître que le travail regrette toujours et voit avec envie la part qui est faite au capital lors de la répartition des bénéfices. Mais nous pensons que, lorsque l'épargne aura rendu le travailleur capitaliste, cette division d'intérêts disparaîtra et que l'ouvrier comprendra mieux l'équité de la part que l'argent reçoit.

Les partisans du salariat invoquent en leur faveur de puissants arguments : le salariat suppose un forfait entre l'ouvrier et l'entrepreneur, il constitue un contrat, un mode d'association entre le capital et le travail. Il a trois

(1) J. SIMON, *le travail*, p. 321.

avantages incontestables : il ne réclame pas une somme d'intelligence et d'activité égale à celle qu'il faut pour diriger une entreprise ; il ne fait courir aucun des risques de l'opération ; il assure à l'ouvrier le paiement de son travail à échéances fixes, ordinairement rapprochées, chose très-utile pour lui, car il ne possède pas en général d'avances suffisantes pour son entretien et celui de sa famille.

A l'heure actuelle, une des principales aspirations de l'ouvrier est de remplacer le salariat par l'association : son idéal est devenu l'association coopérative de production.

Les ouvriers rassemblent leurs économies, ils établissent un atelier : la collectivité en devient le patron. Chaque associé jouit d'un égal pouvoir dans l'administration, et chacun participe, dans une mesure égale, aux bénéfices de l'entreprise.

Dès lors, plus de crainte d'être opprimé dans le salaire ni dans la durée du travail ; les ouvriers eux-mêmes déterminent ces deux conditions au gré de leurs intérêts. Plus de crainte, non plus, que le maître s'enrichisse aux dépens de ses auxiliaires : tous les auxiliaires sont maîtres, tous s'enrichissent du produit de leurs efforts personnels. Le travail, en un mot, n'est plus face à face avec le capital : l'un et l'autre sont confondus dans l'alliance la plus intime.

Mais le succès de l'atelier coopératif de production dépend d'un certain nombre de conditions. Lorsque les ouvriers ont une fois apporté leurs économies, il faut encore qu'ils apportent chaque jour un égal amour du travail, un égal désir de faire consciencieusement la besogne. La négligence et la paresse causeraient un dommage irréparable au crédit de la maison et aux droits des coopérateurs. Les vertus morales sont donc une des conditions principales indispensables au succès d'un atelier

de production et les ouvriers eux-mêmes l'ont reconnu. Nous extrayons de l'ouvrage intitulé *le Salaire*, par Jules Moreau, un règlement commun à beaucoup de sociétés coopératives :

« Les règlements d'une association de travailleurs
« librement acceptés par tous ne sauraient être un obstacle à la liberté du citoyen. Chacun sait que *l'activité, l'ordre et l'économie* sont les conditions de la production à bon marché, et que celle-ci, dans une société bien ordonnée, est la source du bien-être de tous.
« Tous nos soins doivent tendre vers ce but, qui est celui-là même que nous nous proposons d'atteindre en associant nos efforts. »

Puis, à la suite des vertus morales, il faut que les ouvriers de la société se distinguent par une habileté supérieure dans la pratique de leur métier. Comment, sans cette condition, pourraient-ils mériter la confiance d'une clientèle ?

Enfin il est nécessaire que l'atelier coopératif place à sa tête un homme habile à diriger une maison de commerce, sévère dans ses dépenses, probe dans sa gestion, dévoué au sort des coopérateurs.

Que l'on ajoute à ces conditions la difficulté pour les associés de se procurer un capital, les risques de l'entreprise qui les exposent à de longs retards dans le remboursement de leurs avances et parfois à des pertes, et l'on se convaincra qu'il est peu de sociétés coopératives qui puissent prospérer. Aussi ces sociétés ont-elles presque toutes périclité, malgré l'appui du Gouvernement (1) ; les seules qui aient prospéré ont dû restreindre

(1) Un décret de l'Assemblée constituante du 5 juillet 1848 ouvrit au ministre du commerce un crédit de 3 millions destinés à être répartis à titre de prêts, entre les associations librement contractées soit entre ouvriers, soit entre patrons et ouvriers.

La loi du 24 juillet 1867 a établi en faveur de ces associations quelques exceptions aux règles des sociétés ordinaires.

le cercle de leurs adhérents et employer des salariés, sous le nom d'auxiliaires. Gardons-nous donc de préconiser la société coopérative de production comme une panacée universelle, comme le seul remède du prolétariat et du paupérisme. Ce serait ajouter aux désillusions et au mécontentement de la classe ouvrière.

CHAPITRE II

DES COALITIONS ET DES GRÈVES

Nous avons examiné dans le chapitre précédent quels étaient les rapports du capital et du travail. Il arrive quelquefois que les ouvriers trop faibles pour lutter isolément contre le capital se réunissent et s'entendent pour imposer leurs réclamations aux patrons par des interruptions brusques de travail, connues sous le nom de grèves. De leur côté, les patrons peuvent s'entendre à l'effet de produire la baisse du prix du travail ; c'est ce qu'on appelle une coalition entre patrons. Ces deux faits, coalition entre les ouvriers et coalition entre les maîtres sont l'un et l'autre des délits prévus et punis par le Code pénal.

Les coalitions n'ont pas toujours le même caractère ; tantôt leur but est d'obtenir un accroissement ou une diminution des salaires ; tantôt elles se dirigent contre les machines, contre des procédés nouveaux qui réduisent ou qui simplifient la main d'œuvre ; tantôt encore leur seul motif est la vengeance ou l'animosité des ouvriers.

Elles sont rarement la conséquence de la misère et du malaise, car pour obtenir une augmentation des salaires ou une diminution dans la durée de la journée, les ouvriers choisissent invariablement le moment où le travail est abondant, très demandé, et par conséquent mieux rétribué que dans les temps de crise et de chômage. Ils espèrent,

dans ces moments-là, imposer la loi aux maîtres et les contraindre à augmenter les salaires, sous peine de voir leurs ateliers déserts ou livrés à la destruction. Les ouvriers se coalisent donc au moment où ils sont dans une condition relativement meilleure ; non pas quand le travail manque, mais au contraire lorsqu'il est très offert et qu'ils n'ont pas à craindre les atteintes de la misère.

Rien ne paraît donc plus juste, au premier abord, que l'intervention du législateur en matière de coalitions. Les résultats en sont, du reste, déplorables sous tous les rapports : par rapport à ceux qui les forment et par rapport à ceux contre qui elles sont formées ; par rapport à l'industrie nationale et par rapport à l'ordre public. Les coalitions des maîtres semblent, de prime abord, moins intéresser l'ordre public et l'industrie nationale et n'être funestes qu'aux simples travailleurs. Mais ne produisent-elles, en réalité, que ce résultat, elles n'en seraient pas moins injustes et attentatoires à la liberté des rapports des patrons et des ouvriers. D'ailleurs si elles troublent moins l'ordre public par elles-mêmes que les coalitions des ouvriers, elles donnent naissance à celles-ci.

Quant aux résultats des coalitions ouvrières, ils sont faciles à saisir. Il nous suffira de les exposer en quelques mots : 1° atteinte à la liberté des conventions ; 2° atteinte à la liberté du travail, en ce que plusieurs des coalisés n'entrent dans la ligue que malgré eux et forcés par les menaces de leurs confrères ; 3° ruine des entrepreneurs ; 4° ruine des ouvriers eux-mêmes, conséquence de la ruine des entrepreneurs ; 5° ruine de l'industrie nationale ; 6° troubles de toute espèce à l'ordre public.

Et pourtant la coalition est une chose parfaitement licite. Personne ne peut contester à un ouvrier le droit de quitter son travail ; c'est la conséquence du droit pour tout homme de rester maître de sa personne. Le fait de se joindre à ses compagnons qui ont le même intérêt

que lui ne peut pas être un crime. La légitimité des coalitions et des grèves ne soulève donc pas l'ombre d'un doute. La coalition ne cesse d'être licite que si elle viole le droit d'autrui ; il en est ainsi quand les grévistes usent de menaces et de violences envers leurs compagnons pour les déterminer à les imiter. Mais dans ce cas ce n'est pas la coalition qui est punissable ; ce sont les menaces et les violences qui portent atteinte à la liberté des travailleurs.

La législation a été inconséquente lorsqu'elle a proclamé la liberté du travail et qu'elle a refusé aux ouvriers le droit de se réunir pour s'entendre sur leurs intérêts.

Après avoir décrété la liberté du travail et détruit les corporations et jurandes par la loi du 9 mars 1791, l'Assemblée constituante, craignant de voir reparaître sous des formes différentes ces institutions oppressives, en rendit une seconde, le 14 juin de la même année, dans laquelle elle défendit aux citoyens d'une même profession, aux entrepreneurs, aux ouvriers d'un art quelconque, de délibérer et de former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs et par laquelle sont déclarées inconstitutionnelles et attentatoires à la liberté les délibérations des citoyens attachés aux mêmes professions établissant entre eux un accord sur le prix de leur travail. L'art. 4 de cette loi punit les coupables de l'amende et de la prison et les prive pendant un an de l'exercice de leurs droits civils.

La loi du 23 nivôse an II aggrava considérablement les pénalités de la loi précédente.

En l'an XI, une loi du 22 germinal, sur la police des manufactures, fabriques et ateliers, punit les coalitions de patrons d'un emprisonnement d'un mois, et d'une amende de 100 à 3,000 francs ; les coalitions d'ouvriers d'un emprisonnement de trois mois.

Le Code pénal de 1810 ne fit que reproduire, à peu

de chose près, les dispositions de la loi de germinal an XI. Seulement il ajouta pour les coalitions des maîtres un emprisonnement de six jours à un mois et une amende de 200 à 3,000 francs (art. 414).

Pour les coalitions d'ouvriers, il fixa un minimum d'emprisonnement, un mois, et punit d'une peine beaucoup plus forte, d'un emprisonnement de deux à cinq ans, les chefs ou promoteurs de ces coalitions (art. 415) qui, en vertu de l'article suivant, purent être mis, en outre, après l'expiration de leur peine, sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus (art. 416).

Sous l'empire de ces différentes lois, la coalition des patrons n'était considérée comme un délit qu'autant qu'elle tendait *injustement* et *abusivement* à abaisser le taux des salaires ; les coalitions d'ouvriers étaient punies alors même que les réclamations auraient été fondées.

Cette inégalité de situation et l'inégalité des peines ne pouvaient subsister après que la constitution de 1848 eût proclamé, dans son article 13, l'égalité des patrons et des ouvriers ; la loi du 27 novembre 1849 vint modifier les art. 414 à 416 du Code pénal. Le changement consista surtout à effacer les mots *injustement* et *abusivement* et à réunir dans les mêmes articles la défense faite aux maîtres et aux ouvriers. Toute coalition fut interdite pour les patrons comme pour les ouvriers, quels qu'en fussent les motifs, les moyens et le résultat.

Cette législation était contraire à la justice, car la puissance publique ne peut réprimer un acte que quand il tend à blesser un droit reconnu par la loi. Or, la loi ne reconnaît ni le droit au travail, ni le droit de contraindre un ouvrier à travailler ; on peut donc se concerter pour refuser de travailler ou pour refuser de faire travailler sans blesser aucun droit, et par conséquent sans encourir aucune peine,

Cette législation supposait de plus, entre l'ouvrier et le patron, une égalité de situation qui ne saurait exister. L'ouvrier qui refuse isolément de travailler ne porte aucun préjudice au patron, parce qu'il n'y a jamais ou presque jamais d'ouvrier indispensable. L'ouvrier expulsé qui, le plus souvent, n'a pas de réserve, qui ne gagne que le nécessaire et le gagne au jour le jour, se trouve immédiatement, lui et les siens, en face de la misère. S'il n'y a qu'un atelier dans la localité, il meurt de faim avec sa famille ; s'il y en a plusieurs et qu'ils aient assez d'ouvrage pour lui en donner, ils peuvent le refuser néanmoins sans qu'il en résulte aucune présomption de concert contre les patrons, tandis que l'abandon simultané du travail par tous les ouvriers d'un même atelier sera toujours considéré par les tribunaux comme le résultat d'un plan concerté.

La loi, en intervenant hors de propos par les articles aujourd'hui abrogés, ajoutait une inégalité nouvelle à celle qui résulte de la différence des conditions.

La véritable égalité ne consistait donc pas à imposer la même défense, mais à accorder la même liberté. C'est ce qu'a fait la loi du 25 mai 1864. A partir de ce moment, on est entré dans la vérité par la suppression d'une législation inutile et injuste. « Liberté absolue des coalitions, répression rigoureuse de la violence et de la fraude, » tel fut le principe de la loi nouvelle.

La loi de 1864 était incomplète. En effet, le droit de réunion et le droit d'association qui étaient sans limites en Angleterre n'existaient pas en France ; or, il était nécessaire, du moment qu'on donnait le droit de se concerter, de donner également celui de se réunir et de s'associer. C'est ce qu'a fait la loi du 6 juin 1868, aux termes de laquelle les réunions publiques sont autorisées dans un lieu clos et couvert, sur la déclaration de sept personnes domiciliées dans la commune et jouissant de leurs droits civils et politiques.

La loi de 1864 était insuffisante. On l'avait fort inutilement compliquée d'une pénalité contre les actes de violence, comme si la violence pouvait jamais être permise et que la législation ordinaire ne fut pas suffisamment armée contre les perturbateurs de la paix publique et de la liberté privée. Aussi l'art. 416 du Cod. pén. vient-il d'être aboli après une assez longue discussion au Sénat ⁽¹⁾, par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels.

Etant donné que la grève est maintenant de droit légal en France, est-il utile d'en user ? Non, cela est évident. La grève, nous l'avons dit en commençant, entraîne après elle trop de maux, pour que les ouvriers consentent à se servir d'une arme aussi meurtrière ; ils ne peuvent faire de mal à leurs adversaires sans en ressentir eux-mêmes le contre-coup. Du reste ils ont beau s'associer ; ils, luttent à armes inégales, parcequ'ils luttent contre la faim. Il n'y a pas d'homme qui ne le sache dans les ateliers, et même dans les ateliers en grève.

Bien qu'ils reconnaissent l'inutilité de leurs tentatives les ouvriers n'ont pas renoncé à la grève et ils cherchent à remédier aux maux qu'elle entraîne après elle. A la suite du dernier congrès de Reims une commission chargée d'étudier la question a proposé l'affiliation des différentes corporations à un comité central chargé d'organiser et de soutenir les grèves. A l'imitation des *Trades' Unions* de l'Angleterre, ce comité posséderait une caisse destinée à soutenir les grévistes. Les sommes dépensées à leur profit seraient remboursées à la fin de la grève par des prélèvements faits sur les augmentations de salaire obtenues par les grévistes. Comme on le voit, c'est l'organisation de la guerre de l'ouvrier contre le patron.

(1) Séances des 17 et 21 janvier 1884.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. *Angleterre*. — Depuis le rappel des lois de coalition, en 1824, il est permis aux ouvriers de se réunir pour s'entendre sur leurs intérêts communs et d'organiser des grèves, pourvu qu'ils ne nuisent pas aux services reconnus d'utilité publique et qu'ils n'usent pas de violence.

D'après le *master and servant Act* de 1867, modifié en 1875, la suspension de travail est punie de l'emprisonnement lorsqu'elle met en péril la vie ou la propriété d'autrui, ou qu'elle tend à priver une ville d'eau ou de gaz.

L'*Act* du 29 Juin 1871 ⁽¹⁾ punit d'un emprisonnement de trois mois au maximum :

1° Toute violence envers les personnes et les propriétés.

2° Toute menace ou intimidation suffisante pour amener des poursuites en justice de paix.

3° Toute molestation ; et par là il faut entendre, la contrainte employée pour forcer un patron à renvoyer un ouvrier ou un ouvrier à quitter son patron avant d'avoir terminé son ouvrage ; pour empêcher l'offre ou l'acceptation d'ouvrage ; pour forcer un ouvrier à entrer dans une maison ou en sortir ; pour contraindre un patron au paiement d'une amende imposée par une *Union* ; pour obliger un patron modifier son genre de travail ou son personnel. Est encore considéré comme molestation, le fait de suivre quelqu'un avec persistance, de cacher des outils ou vêtements et de garder la porte d'un atelier.

II. *Autriche*. — La loi du 7 avril 1870 ⁽²⁾ modificative, des articles 479 et 481 du Code pénal autrichien, décide

(1) Ann. de lég. étr. T. I, p. 5.

(2) Ann. de lég. étr. T. I, p. 280.

que les coalitions de patrons et d'ouvriers n'aient aucun effet légal : coalitions de patrons résultant d'arrêt de leurs opérations ou de renvoi d'ouvriers, pour obtenir une diminution des salaires ou, en général, des conditions moins avantageuses pour la main-d'œuvre : coalitions d'ouvriers pour soutenir les coalisés ou pour nuire à ceux qui refusent de s'associer à la coalition. (Art 2.)

L'intimidation et la violence pour entraver le travail sont poursuivies judiciairement. (Art. 3.)

III. *Pays-Bas*. — La loi du 12 avril 1812 abroge les art. 414 à 416 du Code pénal français alors en vigueur. Elle autorise l'entente entre les ouvriers, mais punit toute tentative portant atteinte à la liberté que chacun a d'exercer son travail ou son industrie.

CHAPITRE III

DES CHAMBRES SYNDICALES

Il semble parfois que l'esprit humain ne puisse se tenir dans la vérité, et qu'il ait comme un besoin d'exagération qui le pousse d'un excès dans un autre. Ainsi nous venons de voir cette même Assemblée, qui détruit les corporations, émettre la première cette idée bizarre, consacrée par les articles 414 à 416 du Code pénal, que les coalitions sont un retour détourné aux corporations. Elle confondait ainsi l'association volontaire qui est une des conditions de la liberté avec l'association imposée qui est une des formes de la servitude; et le régime qu'elle instituait était loin de valoir pour les ouvriers la condition dans laquelle ils avaient placés les traditions et la législation précédente.

En proscrivant, dans la sphère du travail, toute œuvre, toute idée d'association, l'Assemblée constituante a certainement commis une lourde erreur. Patrons et ouvriers ne peuvent exercer leurs fonctions et protéger leur travail que par l'association. Aussi des associations n'ont-elles jamais cessé d'exister, soit entre patrons, soit entre ouvriers de la même profession, ou de professions similaires. Seulement ces associations étaient illégales.

Les patrons les premiers se réunirent en syndicats sous le couvert de la tolérance administrative, pour discuter leurs intérêts communs. A leur tour les ouvriers

comprirent quelle force ils pouvaient trouver dans l'association et ils formèrent des syndicats où ils se jetaient à l'envie. Il était naturel que cet état de choses fut confirmé par les institutions nouvelles de la France: il serait contradictoire de donner aux citoyens tous les droits de la liberté et de leur interdire celui de s'associer, le plus utile de tous ces droits.

§ 1. — CHAMBRES SYNDICALES DE PATRONS

Il s'est formé à Paris depuis de longues années, sous le nom de syndicats, un grand nombre de groupes composés de chefs de maison ou établissements du même commerce et de la même industrie. Chacun de ces syndicats a ses statuts particuliers et chaque syndicat a institué dans son sein une chambre de 12 membres au moins ayant à sa tête un bureau. Les membres du bureau, ainsi que ceux de la Chambre sont élus pour un temps déterminé par tous les adhérents aux statuts.

Chaque syndicat a une existence indépendante. La chambre par lui élue se réunit une fois par mois, ayant pour principale mission d'examiner les questions qui intéressent l'industrie spéciale qu'elle représente, de formuler ses griefs, d'exprimer ses vœux et de rechercher les moyens de donner satisfaction à ses besoins.

Ces groupes reconnurent bientôt que s'ils restaient isolés les uns des autres, ils seraient faibles et que s'ils se réunissaient entre eux ils pourraient faire écouter leur voix par le Gouvernement. Les syndicats de patrons s'unirent donc et formèrent une association, portant le nom d'Union nationale du commerce et de l'industrie.

Au moyen de leur groupement et de leur représentation par un syndicat général, les chambres syndicales peuvent rendre de grands services au commerce ou à l'industrie. Un changement de législation est-il par

exemple jugé nécessaire sur un point spécial, les vœux de la majorité des commerçants trouvent un organe ayant toute autorité pour les faire prendre en considération. Elles peuvent de plus procurer aux industriels et commerçants des avantages considérables. Ainsi le syndicat de l'Union a créé pour l'utilité de ses adhérents neuf services, les uns gratuits, les autres rénumérés, comprenant : un bureau du contentieux qui délivre des consultations orales et fait office de conseil arbitral pour expédier les affaires litigieuses ; un bureau d'assurances ; un bureau chargé d'assurer l'exécution des lois sur les brevets d'invention et la contrefaçon ; un bureau de renseignements s'occupant de la solvabilité et de la moralité des négociants avec lesquels on entre en relation d'affaires ; un bureau de transports (renseignements et réclamations) ; un laboratoire de chimie industrielle pour les essais et les vérifications ; une caisse d'escompte ou de crédit mutuel et un bureau de publicité. Enfin la même organisation a permis aux chambres syndicales de Paris de fonder des patronages pour les apprentis, des sociétés d'encouragement pour l'instruction professionnelle et la moralisation de la classe ouvrière, etc.

Les syndicats de patrons ne présentent aucun danger social, ni dans leur but, ni dans leur organisation. Aussi l'administration les a-t-elle toujours facilement tolérés sans toutefois leur donner l'investiture légale jusqu'à la loi très-récente dont nous nous occuperons tout-à-l'heure.

§ 2. — DES CHAMBRES SYNDICALES D'OUVRIERS.

Ces chambres ont une tout autre importance sociale que les chambres syndicales de patrons ; elles ne visent à rien moins qu'à trancher tous les différends entre le capital et le travail.

Aux yeux des ouvriers, les syndicats réalisent la forme la plus heureuse et la plus puissante de l'association ouvrière, à tel point, qu'à l'heure actuelle on citerait difficilement une ville importante où les ouvriers n'aient établi ou ne préparent la formation d'un syndicat.

Quelle est l'histoire de ces associations ? Quelle en est l'organisation et le but ?

Les chambres syndicales ont à peine vingt et un ans d'existence, et déjà elles ont traversé deux phases profondément distinctes. Au moment où ces chambres se formèrent, en 1863, les promoteurs obéissaient à une préoccupation dominante : ils voulaient s'organiser pour lutter. Jusqu'à cette date les ouvriers avaient été trompés par les diverses associations où ils étaient entrés. Ni le phalanstère, ni les ateliers nationaux de travail, ni les sociétés de production n'avaient réussi. Au contraire, les hommes que les ouvriers considéraient comme leurs adversaires, les patrons, avaient pu constituer une association durable.

Les chambres syndicales d'ouvriers furent donc créées en opposition aux chambres syndicales des patrons. C'est cet esprit d'antagonisme qui caractérise la première phase des syndicats ouvriers. Organisées pour le combat par des hommes qui n'avaient eu jusqu'alors d'autre pensée que celle d'anéantir le capital, les chambres syndicales furent livrées pendant cette période qui se termine à la Commune de 1871, à toutes les excitations violentes.

En 1867, la chambre des ouvriers en bronze formulait ses espérances dans le programme qui suit :

« 1^o Droit de choisir le contre-maitre en dehors du patron ;

« 2^o Droit exclusif pour les ouvriers de reviser les anciens tarifs de mains d'œuvre et d'établir de nouveaux modèles ;

« 3^o Droit d'expulser de l'atelier tout ouvrier qui aurait travaillé pendant la grève ;

« 4^o Droit d'interdire aux patrons la faculté de diminuer la journée d'un ouvrier. »

Les autres chambres syndicales avaient presque toutes un programme analogue.

Le Gouvernement impérial soutint le mouvement syndical, l'encouragea, lui donna une sorte de consécration, et déclara qu'il le tolérerait légalement, tant que les promoteurs ne le feraient point dévier dans la politique.

Les chambres syndicales ne dévièrent point. Mais en proie à la haine, guidées par la pensée d'arriver à l'émancipation du travail en affaiblissant les forces du patron, elles imposèrent aux ouvriers des mesures ruineuses, des grèves incessantes qui n'avaient d'autres résultats que d'empirer la situation de la classe ouvrière. Après huit années d'efforts, les chambres syndicales avaient été si inutiles et l'esprit d'antagonisme qui les animait avait produit des résultats si malheureux, que les ouvriers s'occupaient à peine d'elles.

Il en fut autrement lorsque, pendant la seconde période de leur existence, les syndicats respectèrent, sinon dans leurs exposés théoriques, du moins dans leur programme d'action, les droits des possesseurs du capital. L'idée de lutte fut encore la pierre fondamentale du nouvel édifice ; mais la lutte perdit de sa violence. Les ouvriers semblèrent, dès lors, voir en face d'eux des belligérants au lieu d'ennemis ; ils reconnurent des droits aux patrons et se tracèrent à eux-mêmes des devoirs.

A partir de ce moment, les syndicats forment des délégations permanentes dont la mission est de s'entendre avec les chambres syndicales de patrons pour éviter les grèves. Il ne s'agit donc plus de lutte mais d'entente ; toutefois l'entente est subordonnée, en général, à la capitulation des patrons. Fort de son organisation, le syndicat pose l'ultimatum des réclamations des ouvriers, discute avec les patrons, et s'il juge la lutte possible, l'engage quand les concessions ne lui paraissent pas suffisantes.

Les chambres syndicales n'aspirent pas seulement à régler le taux des salaires et les conditions du travail, elles tendent à devenir des chambres représentatives de tous les intérêts professionnels. Elles prétendent régler l'offre et la demande du travail en limitant le nombre des apprentis ; trancher par des arbitres pris dans son sein toutes les contestations entre patrons et ouvriers ; reviser les règlements d'ateliers ; s'opposer au travail de la femme dans les manufactures ; organiser l'enseignement professionnel ; créer des caisses de retraite, de secours mutuel, de chômage, d'assurances mutuelles ; enfin centraliser les renseignements sur les demandes de travail par des relations fréquentes avec les autres chambres syndicales et faire refluer l'excédent des bras d'un endroit encombré vers celui où l'offre du travail fait défaut.

Les chambres syndicales ouvrières s'étaient formées, jusqu'à l'heure actuelle, sous le couvert d'une simple tolérance administrative et elles étaient soumises, en droit, aux prohibitions et pénalités édictées contre les associations par l'art. 291 du Cod. P. et tombaient sous l'application d'un texte spécial : la loi des 14-17 juin 1791 qui décidait que les citoyens d'une même profession ne pourraient se réunir en association, ni se donner de règlements.

De toutes parts on s'était prononcé, depuis quelque temps surtout, contre ces mesures restrictives, anti-libérales et contraires au droit naturel. Les ouvriers, en particulier, réclamaient à grands cris contre les entraves de la loi et voulaient la reconnaissance légale des syndicats. Sans liberté, disaient-ils, il est impossible qu'aucune association sérieuse puisse se former, car les véritables ouvriers, préoccupés avant tout de leurs intérêts professionnels, hésiteront à faire des sacrifices pour assurer de puissantes ressources à une association, lorsque l'existence de celle-ci sera constamment menacée, et

dépendra d'un caprice du gouvernement. La liberté aura donc pour premier résultat d'organiser le véritable parti ouvrier, ami d'un progrès pacifique, s'entendant amicalement avec les patrons et cherchant à éviter les grèves. Si beaucoup de syndicats ont été jusqu'à ce jour de véritables cercles socialistes, fomentant les grèves et ayant à leur tête des déclassés n'ayant d'ouvriers que le nom, c'est en raison même du caractère éphémère de ces associations. Du jour où les syndicats auront reçu une consécration légale, leur composition et leur rôle seront transformés.

Les patrons, eux-mêmes, joignirent leurs réclamations à celles des ouvriers et demandèrent la liberté d'association la plus complète. Malgré les excellentes raisons invoquées, l'idée de la liberté des syndicats eut quelque peine à triompher. De plus nos législateurs avaient l'intention de faire une loi générale sur la liberté des associations et les syndicats auraient, dès lors, été soumis au droit commun. Cette loi tardant à paraître, et son succès étant incertain, la Chambre se décida, en 1881, à adopter un projet de loi spécial établissant la liberté des syndicats. Ce projet ne fut accepté par le Sénat qu'avec de graves modifications. La Chambre avait voté, l'abrogation de l'art. 416 du Cod. Pén., qu'elle considérait comme incompatible avec le droit d'organiser les grèves; elle avait autorisé les syndicats qui ne désiraient pas obtenir la personnalité juridique à se former sans autorisation préalable; elle leur avait permis de former des unions, même en dehors du territoire national, ce qui était reconnaître le principe de l'Internationale. Le Sénat repoussa d'abord ces dispositions, mais elles furent maintenues par la Chambre dans la délibération de 1883. Le Sénat céda et la loi sur les syndicats fut promulguée le 21 mars 1884.

L'art. 1^{er} de cette loi consacre le principe de la liberté

des syndicats en abrogeant la loi du 27 juin 1791 et en décidant que les art. 291 et suivants du Cod. Pénal et la loi de 1834 ne sont pas applicables aux syndicats. Il abroge également l'art. 416 du Cod. Pén.

Les art. 2, 3, 4 et 5 ont trait à la constitution des syndicats. Les syndicats, même de plus de 20 personnes, peuvent se former sans l'autorisation du Gouvernement (Art. 2). Ils ont pour objet exclusif l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles (Art. 3). Ils ne peuvent se fonder sans certaines formalités préalables : 1^o dépôt à la mairie ou, à Paris, à la préfecture de la Seine, des statuts et des noms de tous ceux qui font partie de l'administration ; 2^o renouvellement du dépôt à chaque changement des statuts ou de la direction ; 3^o communication des statuts au Procureur de la République (Art. 4). Les membres et directeurs des syndicats doivent être Français et jouissant de leurs droits civils (Art. 4). Les syndicats régulièrement constitués, peuvent se concerter et former des unions : mais ces unions ne peuvent posséder aucun immeuble ni ester en justice (Art. 5).

L'art. 6 a trait aux droits des syndicats. Ils ont le droit d'ester en justice, d'employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois ils ne peuvent acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires à leurs réunions, bibliothèques et cours d'instruction professionnels. Ils peuvent constituer des caisses de secours mutuel et de retraites ; créer, administrer des offices de renseignement pour les offres et les demandes de travail. Enfin ils peuvent être consultés sur toutes les questions relatives à leur spécialité.

L'art. 7 détermine les rapports du syndicat avec ses membres : tout membre d'un syndicat peut se retirer à tout instant de l'association, sans perdre pour cela ses droits aux secours de la caisse mutuelle et à la pen-

sion de retraite pour la vieillesse, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de conserver la cotisation de l'année courante.

Les art. 8 et 9 renferment quelques dispositions pénales devant servir de sanction aux articles précédents : Lorsque les biens ont été acquis contrairement aux dispositions de l'art. 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité peut être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles sont vendus et le prix en est déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens font retour aux disposants ou à leurs héritiers et ayant cause.

Les contraventions aux art. 2, 3, 4 et 5 de la loi sont poursuivies contre les directeurs et administrateurs et punies d'une amende de 16 à 200 fr. En cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms des membres de l'association, l'amende pourra être élevée à 500 francs.

Enfin l'art. 10 de la loi sur les syndicats la rend applicable à l'Algérie et aux colonies.

Peut-être cette nouvelle loi, cette reconnaissance des associations ouvrières, cet octroi de la personnalité civile inquiéteront-elles les patrons par la crainte d'avoir à tenir tête à des grèves plus puissantes. Ces appréhensions ne sont pas sans fondement. A notre avis il eut fallu, tout en admettant la liberté des associations ouvrières, prévenir les abus possibles. Il eut fallu établir une distinction entre les sociétés de résistance qui n'ont qu'un seul but : fomenter des grèves et les associations de travailleurs, dont le but unique est l'intérêt professionnel et dont les ressources servent à développer des institutions fécondes telles que, caisses d'assurance, de retraite pour la vieillesse, bureau de placement, etc. De cette façon les ouvriers disposés à entrer dans les sociétés de résistance auraient pu prévoir à l'avance

qu'un jour tous les fonds de l'association seraient absorbés par une grève. Tandis qu'aujourd'hui, avec la possibilité de tout réunir, il est à craindre que les administrateurs d'un syndicat ne parviennent à réunir un grand nombre d'honnêtes ouvriers et ne gaspillent un beau jour toutes les ressources de l'association dans une lutte ruineuse contre les patrons.

La loi sur les syndicats ne protège pas, non plus, suffisamment l'individu contre l'association. Elle autorise, il est vrai, l'ouvrier à quitter le syndicat quand bon lui semblera. Mais ce n'est pas suffisant. Au lieu de supprimer l'art. 416 du Cod. Pén. nos législateurs eussent dû ajouter d'autres garanties afin de mieux protéger l'individu contre le pouvoir de l'association, interdire, par exemple, toute clause des statuts portant atteinte à la liberté du travail.

Disons deux mots, en terminant ce paragraphe, sur les chambres syndicales mixtes, (patrons et ouvriers), qui ont donné lieu récemment à la Chambre à des débats passionnés. Lors de la discussion de la loi sur les syndicats professionnels, M. de Mun et quelques-uns de ses collègues déposèrent un amendement tendant à la création de syndicats mixtes, ayant le droit de recevoir des dons et des legs ainsi que d'acquérir des immeubles.

D'après M. de Mun, ces syndicats mixtes formés par des patrons et des ouvriers réalisaient la meilleure forme de l'association parce qu'il y avait de part et d'autre apport et sacrifice: chez le patron apport de capitaux et de concessions à l'ouvrier. Chez l'ouvrier apport de travail et de concessions au patron. En réunissant ainsi deux intérêts opposés, on donnerait plus de force aux chances de conciliation, on diminuerait d'autant les procès, les causes de mésintelligence et de discorde entre patrons et ouvriers,

Ce rêve de M. de Mun ne fut pas partagé par la Chambre et son amendement fut repoussé (1).

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. *Angleterre*. — Les chambres syndicales en France ont été organisées à l'imitation des *Trades Unions* (2) ou unions de métiers de l'Angleterre. L'objet de l'unionisme est de forcer le capitaliste à payer ses services plus cher que ne le comporte le jeu de l'offre et de la demande, et pour cela il a recours à des moyens artificiels destinés à peser sur le prix du travail. Il s'efforce, par une organisation plus ou moins complète des ouvriers de chaque catégorie, de limiter l'offre du travail, et d'obtenir ainsi de plus hauts salaires de ceux qui ont de l'ouvrage à fournir. Mais en amoindrissant, pour atteindre son but, l'offre du travail, l'unioniste commet une double faute : il fait tort au patron en réduisant le nombre de travailleurs qui s'offriraient librement, et il fait non moins de tort à ses camarades, en les empêchant de disposer librement de leurs services.

Les moyens les plus usuels pour restreindre l'offre du travail sont : la limitation du nombre des apprentis admis dans une branche d'industrie, l'exclusion des femmes et des enfants de certains travaux, l'exclusion des ouvriers sans pratique par ceux qui exercent un travail auquel ils sont accoutumés, la monopolisation du travail de tout un district, la prohibition du travail à l'heure, au delà de la journée, à la pièce, etc.

Il est évident, par la nature même des choses, que des atteintes pareilles à la liberté ne peuvent s'accomplir

(1) Séance du 19 Juin 1883.

(2) V. *l'unionisme des ouvriers en Angleterre* par James STIRLING.
— Paris 1870,

sans l'emploi de la coercition, soit à l'égard des travailleurs, soit à l'égard des patrons. La force latente ou patente est l'essence de l'unionisme, et la grève effective ou différée est sa puissance motrice. L'unionisme attend que le patron ait engagé son capital dans des bâtiments et des machines, qu'il ait souscrit à des engagements et se soit soumis à certaines obligations ; alors par la force de son organisation, il supprime tout-à-coup les bras employés, arrête le travail et présente ses demandes sous peine de pertes certaines et de ruine possible. Il peut quelquefois ne pas aller jusqu'à la suspension de travail, la menace suffit.

Dans la mise en pratique du système des grèves, les chefs de l'union montrent une grande habileté. Ils évitent une attaque générale contre un corps considérable d'industriels, et concentrent toute leur force sur des points isolés. De cette façon, s'ils ne rencontrent pas une puissante contre-organisation, non-seulement ils contrôlent l'industrie et sont les maîtres des patrons, mais ils lèvent sur ces patrons eux-mêmes des contributions qui vont grossir les fonds servant à les subjuguier. Quand le travail d'une fabrique est arrêté les autres fabriques du même genre, dans le même district, ont permission de travailler ; c'est le moyen d'obtenir les fonds nécessaires à la continuation de la grève. Quand le tour de ces fabriques arrive, elles sont victimes du même système de coercition.

A cette guerre de détail, les patrons ont répondu par une déclaration de guerre sur toute la ligne : dès que quelques-uns d'entre eux sont menacés, tous les ateliers se ferment et les ouvriers se trouvent dans la même situation que s'ils avaient déclaré une grève générale ; cette entente des patrons est appelée *lock-out*. Le sens de cette mesure est facile à comprendre. Le but des *Trades' Unions* est, en effet, de prélever sur le salaire de ceux qui travaillent une cotisation destinée à l'en-

tretien de ceux qui chôment. En fermant tous les ateliers à la fois les patrons neutralisent les effets de la fédération.

Les *Trades' Unions* furent d'abord considérées par le Gouvernement anglais comme des sociétés secrètes et leurs membres furent poursuivis et punis de peines très-sévères. Mais ces sociétés finirent par provoquer en leur faveur un mouvement de l'opinion publique et obtenir en 1824 une loi qui décida que la coalition cesserait par elle seule de constituer un délit.

Depuis cette époque les *Trades Unions* se sont développées d'une façon considérable. Afin d'empêcher les fâcheuses conséquences que pouvait entraîner l'unionisme, on chercha à la régler. Aux termes du bill de 1871 ⁽¹⁾ complété par l'acte de 1876 ⁽²⁾ l'union de métiers est « une combinaison, provisoire ou permanente, pour régler les relations entre ouvriers et patrons, ou entre ouvriers et ouvriers, ou entre patrons et patrons, ou pour imposer sur la conduite de tel travail ou de tel commerce, des conditions qui, avant le vote de cette loi, auraient pu être considérées comme une combinaison illégale en raison d'une ou de plusieurs clauses de nature à apporter des restrictions au dit travail ou au dit commerce.

Les règlements des unions doivent être soumis à tel ou tel changement qu'il sera loisible à un secrétaire d'État de sa Majesté d'apporter dans leur constitution.

L'union doit se composer de sept personnes ; les statuts en sont communiqués au *Registrar of friendly Societies* qui s'assure de l'exécution de la loi sur l'enregistrement et délivre à la société un certificat de reconnaissance. (Art. 14.)

(1) Ann. de lég. étr. T. I. p. 59 et suiv.

(2) id. T. VI. p. 10.

Les statuts doivent renfermer les mentions suivantes :

1° Le nom et le lieu de réunion de l'union ;

2° Le détail des objets qu'elle a en vue, le but auquel devront être appliqués les fonds, les conditions auxquelles un membre peut avoir droit à un certain avantage à lui assuré d'avance, ainsi que les amendes à imposer aux membres, et les cas dans lesquels on peut prononcer leur exclusion ;

3° Le système adopté pour faire changer, amender ou rappeler les divers articles du règlement ;

4° La nomination ou la révocation du conseil général d'administration, d'un ou de plusieurs curateurs, d'un trésorier et des autres curateurs ;

5° L'emploi des fonds et un compte-rendu annuel ou tout au moins périodique, de toutes les opérations ;

6° L'inspection des livres, ainsi que les noms des membres par toute personne ayant un certain intérêt dans les fonds.

Copie du règlement doit être délivrée à toute personne qui en fait la demande moyennant une somme qui ne peut excéder un shelling, et si la copie, certifiée exacte, est fausse, le dignitaire qui l'a remise doit être traduit devant un tribunal criminel. (Art. 15 : 2°.)

Chaque union doit ouvrir un bureau au public pour recevoir les notes et communications.

Une balance des recettes et des dépenses doit être remise chaque année avant le premier juin au *Registrar* ; celui-ci peut toujours s'assurer, au cours de l'année, de l'emploi des fonds, en prévenant de sa visite. (Art. 17).

L'union a la personnalité civile ; elle est représentée par son curateur (*trusteur*) dans les questions judiciaires. (Art. 10.) Elle peut acquérir un terrain, l'aliéner et l'hypothéquer par l'entremise du curateur qui a la libre disposition des biens de la société. L'étendue des terrains acquis par l'union ne peut dépasser un acre ; les capitaux

doivent être placés. (Art. 8) Le curateur surveille le trésorier qui doit toujours être à même de rendre ses comptes ; en cas de déficit, le trésorier est poursuivi en restitution ; il ne fournit pas de cautionnement (Art. 12).

II. *Belgique*. — Les ouvriers ont organisé, sous la direction de l'Internationale, une société dite de *Maintien des prix*, destinée, malgré son titre, à obtenir des patrons, par la grève ou par la menace d'une grève, l'augmentation des salaires.

III. *Bulgarie* ⁽¹⁾. — La constitution du 16 avril 1879 a proclamé la liberté du droit de réunion et d'association :

« Art. 82. — Les habitants de Bulgarie ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes, pour délibérer sur toutes sortes de questions ; aucune autorisation préalable n'est nécessaire.

« Art. 83. — Les citoyens bulgares ont le droit de former des associations sans autorisation préalable, sous la seule condition que ces associations, par leurs but et moyens, ne portent pas atteinte à l'ordre gouvernemental et social, à la religion et aux bonnes mœurs. »

(1) Ann. de lég. étr. T. IX p. 781.

TROISIÈME PARTIE

DU ROLE DE L'ÉTAT

DANS LES

RAPPORTS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

Les rapports d'ouvriers à patrons forment un contrat volontaire et si l'Etat intervient pour forcer l'une des parties à se soumettre à l'autre, la nature même du contrat est changée ; le consentement mutuel, base de toute transaction, est détruit, et un individu se trouve dépouillé au profit d'un autre. L'Etat ne doit donc pas, en principe, s'interposer entre des personnes capables pour régler leurs contrats et leurs actes, pour mettre sa volonté à la place de la leur. Son intervention est pourtant justifiée dans quelques cas très-rares dont les deux principaux, les seuls dont nous ayons à nous occuper ici, sont la protection des incapables et la défense de la sécurité des ouvriers. On a encore revendiqué le droit pour l'Etat de protéger la santé des travailleurs contre l'abus de leurs forces, en limitant les heures de travail. Cette question ne manque pas d'actualité, et nous allons examiner quel est, sur ce point, l'état de notre législation.

CHAPITRE PREMIER

DE LA LIMITATION DES HEURES DE TRAVAIL

L'abus de ses forces conduit inévitablement l'homme à la maladie et à une mort prématurée ; or, pour subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, l'ouvrier est porté à abuser de ses forces afin de gagner un salaire plus élevé, et des industriels peu scrupuleux ne rougissent pas d'exciter à la production dans un esprit de lucre et d'imposer cette pratique à leurs concurrents, forcés de les suivre sous peine de ruine industrielle. La santé des travailleurs est donc à la merci d'une minorité de patrons, indignes de ce nom, pour lesquels l'ouvrier n'est qu'un instrument dont on retire le plus possible pour l'abandonner ensuite à la misère.

Il semble donc utile et nécessaire de réduire et de fixer le nombre des heures de travail, et cette réduction, dit-on, ne peut être obtenue que par une loi. Voici comment Stuart Mill (de la *Liberté*) cherche à démontrer cette proposition : « Il faudrait d'abord que tous les ouvriers comprissent l'utilité de cette mesure ; car l'ouvrier qui ne voudrait travailler que dix heures, les autres travaillant douze heures, ne serait pas employé, ou subirait une réduction d'un sixième sur son salaire. Tous les ouvriers fussent-ils d'accord, si avantageux que fût le règlement pour la classe ouvrière, l'intérêt de chacun serait de le violer ; car il recevrait un salaire de douze

heures pour dix, plus le salaire de deux heures. Par suite, il y en aurait tant qui aimeraient mieux travailler douze heures aux conditions nouvelles, que la limitation à dix heures ne pourrait être maintenue comme règle, et que tout le monde serait forcé de rechef de travailler douze heures pour le même salaire que ci-devant. Stuart Mill n'ose pas conclure ! » (1)

On ne fait pas, en général, un pareil raisonnement. L'ouvrier, dit-on, obligé de travailler pour vivre, est entraîné par la nécessité à se soumettre aux conditions du patron; il n'est pas dans une situation égale à celle de ce dernier, et il faut que la loi protège son engagement. Mais de quel droit l'Etat interviendrait-il entre deux personnes égales en droit et en capacité ? Qu'il protège celui qui ne peut se défendre, qu'il limite par exemple le travail des enfants dans les manufactures, c'est fort bien; mais que la loi, d'une façon générale, limite les heures de travail, la chose n'est pas admissible; c'est réellement entreprendre sur la liberté individuelle. Comment poser une règle uniforme pour tous les climats, pour toutes les industries, pour toutes les saisons, pour les temps de presse comme pour ceux de chômage ? Et pourtant on voit cette réclamation figurer dans le programme de la grande partie des chambres syndicales ouvrières. Mais ce que les ouvriers désirent le plus, ainsi que le montre Stuart Mill, c'est de travailler 12 heures avec un supplément; en d'autres termes ils voudraient que les salaires haussassent; mais ce n'est point l'affaire du législateur.

Arrivons à l'historique de notre question. Après la révolution de février, le Gouvernement, dans un but tout politique, réduisit d'une heure la journée de travail. Le décret du 2 mars 1848 porte en effet: « Considérant

(1) VILLEY. Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique p. 387.

« ruine la santé du travailleur, mais encore, en l'em-
« pêchant de cultiver son intelligence, porte atteinte à la
« dignité de l'homme, le gouvernement provisoire de la
« République décrète: la journée de travail est diminuée
« d'une heure. En conséquence, à Paris, où elle était de
« onze heures, elle est réduite à dix; et en province, où
« elle était jusqu'à présent de douze heures, elle est ré-
« duite à onze. »

Ce décret porta, ainsi qu'il était facile de le prévoir, la perturbation dans l'industrie; aussi n'eut-il qu'une existence éphémère. Nous sommes loin de méconnaître les bonnes intentions de ses auteurs en faveur des ouvriers, poussées même jusqu'à l'excès; mais de semblables mesures, nous l'avons vu, ne sauraient être efficaces. A la demande des ouvriers eux-mêmes, dont les patrons avaient diminué le salaire en même temps que la journée de travail, le décret du 2 mars fut abrogé par celui du 14 septembre 1848: « ART. 1^{er}. — La journée de l'ou-
« vrier dans les manufactures et usines ne pourra pas
« excéder douze heures de travail effectif. » Telle est la règle générale posée par la loi; elle établit un maximum pour la durée du travail dans les usines et manufactures, contrairement au principe de la liberté du travail et de l'industrie. Toutefois, sauf le principe, le décret du 14 septembre ne pouvait avoir d'inconvénients, puisqu'il ne faisait qu'adopter la plus longue durée de la journée de travail fixée par l'usage. Et il faut ajouter que ses dispositions n'étaient applicables qu'aux usines et manufactures et non pas aux ateliers, et qu'en outre l'art. 2 permettait d'apporter des exceptions à la règle générale consacrée par l'art. 1, soit à raison de la nature des industries ou des causes de force majeure.

Toute contravention aux dispositions du décret ou aux règlements d'administration publique faite en exécution était punie d'une amende de 5 à 100 francs. « Les con-

« traventions donneront lieu, porte l'art. 4, à autant d'amendes qu'il y aura d'ouvriers employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 1000 francs... » Les poursuites devaient être dirigées conformément aux règles édictées par le Code d'instruction criminelle.

Le décret du 14 septembre 1848 a été complété par celui du 17 mai 1851 qui fixe les travaux qui ne tombent pas sous son application.

Ce décret, je l'ai dit plus haut, est inutile dans son application ; aussi à la suite des grèves de Rouen et de Reims par lesquelles les ouvriers tisserands obtinrent la réduction de la journée de travail, un projet de loi fut-il déposé à la Chambre des députés le 26 mai 1879, par MM. Martin Nadaud et Vilain. Il avait pour but de faire bénéficier tous les tisserands de France de la réduction de travail obtenue à Rouen et à Reims, et de remettre les industriels de ces deux villes dans la même situation que leurs concurrents.

Le projet était ainsi conçu : « Art. 1. — La journée de l'ouvrier dans les manufactures et usines ne pourra excéder dix heures de travail effectif. »

La commission, chargée de l'examiner, conclut à la réduction du travail à dix heures par jour et à six jours par semaine ; de plus elle proposa d'interdire aux femmes majeures et mineures le travail de nuit dans les usines et manufactures. C'était proposer aux législateurs d'intervenir de nouveau dans la réglementation du travail. Or cette intervention est, au premier chef, nous l'avons montré, irrationnelle et anti-économique. La Chambre des députés comprit et se rangea à un amendement qui changeait complètement le principe de la loi ; l'amendement portait réduction du travail pour les femmes et les enfants à 11 heures par jour et à 6 jours par semaine ; il prohibait pour les femmes le travail de

de nuit et assurait un repos d'un mois à la femme en couches.

Ce nouveau projet fut rejeté le 24 février 1882 par le Sénat, comme devant entraîner réduction du travail pour les hommes, en vertu de la solidarité qui unit tous les travailleurs, hommes et femmes, d'une même usine.

Le 25 février de la même année, M. Wadington déposait sur le bureau de la chambre des députés un nouveau projet de loi tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail. Ce projet fut voté le 12 juin 1883 et portait :

Art. 1^{er}. Les commissions locales et les inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures institués, par la loi du 19 mai 1874 sont chargés de surveiller l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail.

Art. 2. Le Gouvernement est autorisé à augmenter le nombre des inspecteurs divisionnaires et des circonscriptions territoriales d'inspection institués par l'art. 16 de la loi du 19 mai 1874.

La commission du Sénat adopta ce projet le 19 décembre dernier en y ajoutant toutefois la disposition suivante :

« Le maire devra faire constater, par les agents de police municipaux, l'heure d'entrée et de sortie des ouvriers, et, en général, si toutes les formalités auxquelles est astreint le propriétaire de l'usine sont bien remplies. »

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. *Angleterre*. — Aucune loi ne fixe la durée de la journée de travail. La durée du travail n'est d'ordinaire

que de 56 heures par semaine, mais cette réduction n'est dûe qu'au libre jeu de l'offre et de la demande.

Le repos du dimanche est de règle ;

II. *Allemagne* ⁽¹⁾. — En vertu de la loi du 17 juillet 1878, les patrons ne peuvent astreindre les ouvriers au travail du dimanche et des jours fériés, excepté dans le cas où les travaux ne comportent ni ajournement, ni interruption.

III. *Suisse* ⁽²⁾. La loi suisse des fabriques, du 21 octobre 1877, limite la durée du travail à 11 heures par jour, et à 10 heures la veille des dimanches et jours fériés ; une heure de repos doit être réservée pour le repas. (Art. 11.)

Le travail de nuit n'est autorisé qu'à titre exceptionnel et du consentement de l'ouvrier ; il est fait exception pour les industries à feu continu, avec l'autorisation du conseil fédéral. (Art. 13.)

Le travail doit être interrompu le dimanche, sauf dans les industries à feu continu, et alors l'ouvrier doit toujours avoir un dimanche libre sur deux ; d'autres jours de fête peuvent être organisés par l'autorité cantonale, mais seulement pour les membres des confessions religieuses qui chôment ces fêtes, et au nombre maximum de huit par an (Art. 14.)

(1) Ann. de lég. étr. T. VIII, p. 102.

(2) id T. VII, p. 592.

CHAPITRE II

PROTECTION DE LA FEMME ET DE L'ENFANCE

L'Etat est le protecteur des faibles et des incapables et il est bien prouvé qu'ils ne sont efficacement protégés que par lui. L'enfant n'a pas toujours ses parents et d'ailleurs très-souvent, les parents sont portés à les faire travailler prématurément à cause du gain qu'ils en retirent. Mais un travail trop prolongé, non suffisamment coupé de repos, épuise ses forces : certaines industries, en outre, sont nuisibles à la santé de l'enfant. L'Etat a le droit d'intervenir, dans ce cas, au nom de l'intérêt essentiel de l'enfant qui doit pouvoir développer ses forces physiques et ses facultés intellectuelles, au nom de l'intérêt général de l'industrie qui exige aussi que les forces de l'enfant et son intelligence se développent d'une manière normale; enfin au nom de l'intérêt de la société qui a besoin d'hommes forts et vigoureux pour la conservation de la race et la défense nationale.

Pour les mêmes raisons, l'Etat a le droit de prendre des mesures de protection plus restreintes, il est vrai, pour les femmes.

La première loi édictée fut celle du 22 mars 1841. Cette loi ne s'appliquait qu'aux grandes manufactures et usines, aux grands ateliers, ceux à moteurs mécaniques ou à feu continu, et aux fabriques occupant plus de vingt ouvriers réunis en un atelier (art. 1). Les enfants

ne devaient pas y être admis avant l'âge de huit ans; de huit à douze ans la durée du travail effectif ne pouvait être de plus de huit heures, divisées par un repos; de douze à seize ans elle ne pouvait être de plus de douze heures (art. 2). Le travail de nuit était défendu; toutefois il était toléré pour les enfants au-dessus de treize ans, si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigeaient, ou si ce travail était reconnu indispensable dans les établissements à feu continu (art. 3).

Les enfants au-dessous de seize ans ne pouvaient être employés les dimanches et jours de fête reconnus par la loi (art. 4).

Nul enfant âgé de moins de douze ans ne pouvait être admis s'il ne justifiait de sa fréquentation à une des écoles publiques ou privées existant dans la localité. Tout enfant admis devait, jusqu'à l'âge de douze ans, suivre une école. Passé cet âge, il était dispensé de cette obligation s'il présentait un certificat du maire attestant qu'il avait reçu l'instruction élémentaire (art. 5 et 6).

Des règlements d'administration pouvaient étendre l'application de la loi, en modifier les dispositions, ou en assurer l'exécution (art. 7 et 8).

La surveillance de l'exécution de la loi était confiée à des inspecteurs nommés par le gouvernement (art. 10).

En cas de contravention, les propriétaires ou exploitants des établissements devaient être traduits devant le juge de paix et punis d'une amende de simple police qui ne pouvait excéder 15 francs; les contraventions donnaient lieu à autant d'amendes qu'il y avait d'enfants indûment admis ou employés sans que ces amendes réunies pussent s'élever à plus de 200 francs. En cas de récidive les propriétaires ou exploitants étaient traduits devant les tribunaux correctionnels et punis d'une amende de 16 à 100 francs. En cas de cumul de plusieurs amendes

le maximum ne pouvait dépasser 500 francs (art. 12).

La loi du 22 mars 1841, malgré la sagesse et l'utilité incontestable de plusieurs de ses dispositions, ne fut jamais appliquée, ce qu'il faut attribuer à la mauvaise organisation de l'inspection. Cette loi renfermait d'ailleurs des lacunes qu'il fallait combler. En 1847, le Gouvernement présenta à la Chambre des pairs un projet qui modifiait la loi de 1841 en plusieurs points : 1^o les dispositions de cette loi étaient étendues à tous les établissements industriels ; 2^o le minimum d'âge était élevé de 8 à 10 ans et le maximum de la journée était aussi élevé de 8 à 12 heures.

Ce projet n'aboutit pas ; il en fut de même d'un autre projet présenté en 1851 et en 1858, repris en 1867 et présenté au Sénat en 1870.

Pourtant une révision de la loi de 1841 était nécessaire. Elle fut faite par la loi du 19 mai 1874 dont nous allons étudier les dispositions.

Cette loi réglemente le travail industriel dans les manufactures, usines, mines, chantiers et ateliers. Elle laisse en dehors de ses prescriptions le travail agricole qui ne peut être nuisible à l'enfant, et le travail exécuté dans la maison paternelle, et dans des établissements de bienfaisance, notamment les ouvriers, qui ont été considérés, non comme des ateliers, mais comme des classes d'enseignement professionnel.

Cette dernière dérogation a paru injusticiable à certaines personnes, et le 28 mai 1881, la Chambre des députés votait un projet de M. Martin Nadaud ainsi conçu :
« La loi du 18 mai-3 juin 1874 est applicable aux mai-
« sons de bienfaisance ou d'éducation, aux orphelinats,
« ouvriers, ateliers de charité ou autres établissements
« quelconques qui emploient des enfants et des filles mi-
« neures à un travail industriel, à quel titre que ce soit,
« et alors même que le travail serait organisé en vue de

« l'affectation gratuite ou charitable des produits ou de
« l'éducation professionnelle des enfants. »

Les enfants sont divisés par la loi du 19 mai 1874 en trois catégories : 1° les enfants de moins de 12 ans ; 2° les enfants de 12 à 15 ans ; les enfants de 15 à 16 ans.

1° Les enfants au-dessous de 12 ans ne peuvent être employés par les patrons ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers. Par exception, les enfants de 10 ans peuvent être admis dans certaines industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur l'avis conforme de la commission supérieure.

Les enfants jusqu'à l'âge de douze ans révolus ne peuvent être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisées par un repos (art. 3) ; ils doivent suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail (art. 8).

2° De 12 à 15 ans, les enfants ne peuvent travailler que six heures par jour, s'ils ne justifient, par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'ils ont acquis l'instruction primaire élémentaire ; dans le cas contraire ils sont assimilés aux enfants de 15 ans (art. 8).

3° De 15 à 16 ans, les enfants ne peuvent être employés plus de 12 heures par jour, divisés par des repos (art. 3.)

Ces trois catégories d'enfants sont soumises à des règles communes :

Interdiction du travail de nuit. Cette mesure peut être toutefois levée temporairement par la commission locale ou par les inspecteurs, s'il s'agit de travaux indispensables dans les usines à feu continu, ou à la suite d'un chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure (règlement du 22 mai 1875).

Interdiction des travaux dangereux ou fatigants (règlement du 13 mai 1875 et du 2 mars 1877).

Repos du dimanche et des jours de fête. Le règlement du 5 mars 1877 autorise toutefois à employer les mineurs de 16 ans aux travaux indispensables des usines à feu continu les dimanches et jours de fête.

Un décret du 31 octobre 1882 est venu ajouter aux prescriptions de cette loi, en interdisant d'employer les enfants dans certains établissements, spécialement dénommés : fabrication des acides, des chlorures etc., de les employer comme producteurs de force motrice dans les métiers à tisser avant l'âge de 16 ans, ou de les faire traîner des fardeaux sur la voie publique avant l'âge de 12 ans.

La loi de 1874 a confié la surveillance de ses prescriptions à des commissions locales établies par les conseils généraux de chaque département, qui fixent leur nombre et leur circonscription ; une commission au moins doit être organisée par arrondissement. Les membres, au nombre de 5 à 7, sont des particuliers nommés par le préfet pour une durée qui ne peut excéder cinq ans. Ces commissions sont chargées de visiter les établissements industriels, en se faisant accompagner d'un médecin si elles le jugent convenable (art. 20, 21 et 22).

Une commission supérieure de neuf membres, nommés par le Président de la République, est établie auprès du ministre du commerce (art. 23) ; tous les ans elle doit faire un rapport publié au *Journal officiel* (art. 24).

A côté de ces commissions, certaines personnes sont spécialement chargées par la loi de constater les contraventions. Ce sont :

1° Les commissaires de police.

2° Les inspecteurs divisionnaires nommés par le Gouvernement sur la présentation en triple de la commission supérieure et rétribués par l'État. Ils résident et exercent la surveillance dans chacune des circonscriptions déterminées par le règlement du 15 février 1875.

Ces inspecteurs divisionnaires peuvent avoir sous leurs ordres des inspecteurs généraux, nommés par les conseils généraux et rétribués par les départements.

Les inspecteurs sont pris parmi les ingénieurs, les élèves diplômés de l'école centrale des arts et manufactures et des écoles des mines, et les industriels qui auront été à la tête d'un établissement de cent ouvriers au moins pendant plus de 5 ans (art. 7).

Ces inspecteurs ont le droit de pénétrer nuit et jour dans les manufactures pour constater les contraventions et dresser procès-verbal.

Les contraventions sont poursuivies devant le tribunal correctionnel qui prononce contre les contrevenants autant d'amendes de 16 à 50 francs, qu'il y a de contraventions, sans que le total puisse dépasser 500 francs. La récidive dans les douze mois de la condamnation, est punie d'une amende de 50 à 200 francs, sans que le total puisse dépasser 1000 francs ; de plus, le tribunal peut, dans ce cas, ordonner l'affichage du jugement et même son insertion dans les journaux (art. 25 et 26).

Les chefs d'industrie sont déclarés civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants (art. 25-5°).

En outre des contraventions générales, le fait de s'opposer à l'exercice de la surveillance par les personnes autorisées à pénétrer dans les ateliers, est puni d'une amende de 16 à 100 francs (art. 28).

La loi du 19 mai 1874 ne protège pas seulement l'enfance, elle édicte encore quelques prescriptions en faveur des femmes majeures de seize ans :

1° Les travaux souterrains sont interdits aux femmes, quel que soit leur âge (art. 7).

2° Les filles mineures de 21 ans ne peuvent être employées de nuit dans un atelier autre qu'une manufacture ou une usine, ni à aucun travail les dimanches et

jours fériés dans les établissements industriels (art. 5).

Le législateur français n'a pas osé réglementer en général le travail des femmes ; il a toujours reculé devant cette tutelle perpétuelle imposée à la femme, contrairement au grand principe de la liberté. Et pourtant il aurait pu suivre sans grand inconvénient, ce me semble, l'exemple de l'Angleterre, le pays de la liberté par excellence. Par l'*act* du 27 mai 1878, la femme est assimilée dans ce pays à l'adolescent, et protégée comme lui. Peut-être ici y a-t-il excès ; du moins il faut distinguer. La femme mariée (qui serait toujours mieux au foyer domestique qu'à l'usine) est soumise à une autorité dont il peut être abusé, comme il peut être abusé de l'autorité paternelle. Mais la femme majeure et libre n'a pas besoin d'une protection spéciale ; elle a le droit de la repousser. L'intervention de l'Etat n'est légitime que lorsqu'il s'agit d'incapables. Il est donc à souhaiter que le législateur français, empruntant à la loi anglaise ce qu'elle a de conforme aux principes, édicte une loi protégeant la femme mariée contre les abus de l'autorité maritale.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. L'Angleterre, la première, protégea la femme et l'enfance par une série de *factory act's* s'appliquant chacun à une ou plusieurs industries spéciales et dont le premier (1802) ⁽¹⁾, fut dû à l'initiative de Robert Peel. Plus tard l'Angleterre codifia les lois éparses rendues successivement sur cette importante matière. Le bill du 30 juillet 1874 ⁽²⁾ et la loi du 27 mai 1878 ⁽³⁾ sont les

(1) Ann. de lég. étr. T. VIII, p. 16.

(2) id. T. IV p. 26 et s.

(3) id. T. VIII p. 18 et s.

plus complètes et les plus minutieusement réglementaires de l'Europe: l'entrée des ateliers et des manufactures est interdite aux enfants au-dessous de 10 ans (Art 13.); de 10 à 14 ans, le travail est permis mais avec un maximum de 5 heures par jour, c'est-à-dire d'une demi-journée ou de 10 heures de deux jours l'un; de 14 à 18 ans, la journée des adolescents ne peut être que de 10 heures ou dix heures et demie de travail effectif. La majorité industrielle n'est acquise qu'à 18 ans. Le samedi, le travail finit à une heure ou deux heures suivant les cas (Art. 5 et 9). Le travail de nuit et le travail des dimanches sont interdits (Art. 3 et 4). Les patrons doivent veiller à ce que les enfants suivent l'école et ils sont tenus en conséquence à retirer et à produire les certificats d'assiduité.

La loi anglaise assimile les ouvrières adultes qui travaillent dans les filatures, usines et ateliers aux adolescents et leur interdit également le travail de nuit (Art. 3 et 4).

Notons enfin l'*act* du 10 août 1872 sur les mines, qui défend d'employer aux travaux souterrains des femmes et des enfants avant l'âge de 10 ans dans les mines de houille, et de 12 ans dans les mines métalliques. (Art. 4.) ⁽¹⁾

II. *Allemagne.* ⁽²⁾ — La loi du 17 juillet 1878 complétant la loi du 25 mai 1869, sur l'industrie, décide que les enfants ne peuvent être employés dans l'industrie avant 12 ans; de 12 à 14 ans, la durée du travail ne peut être que de 6 heures par jour et de 36 heures par semaine; de 14 à 16 ans, elle ne peut excéder 10 heures, et 60 heures par semaine, sauf pour les filatures où elle peut atteindre 66 heures. (Art. 135).

Le travail de nuit est prohibé pour les enfants et les adolescents; (art. 136), le repos du dimanche et des jours

(1) Ann. de lég. étr. T. II p. 82 et s.

(2) id. T. VIII p. 102.

fériés leur est assuré : de plus ils ont la liberté de suivre en semaine les exercices religieux aux heures fixées par les ministres du culte. (Art. 136). Chaque enfant est muni d'une carte de travail que le patron conserve. (Art. 137.)

Il est interdit d'employer les femmes en couches pendant les trois semaines qui suivent leur accouchement. (Art. 135).

Des fonctionnaires spéciaux et la police sont chargés de la surveillance de ces prescriptions. (Art. 139).

III *Suisse* ⁽¹⁾. — La loi suisse des fabriques étend sa protection à toutes les femmes : elle ne permet pas de les employer à un travail de nuit ; le repos doit être d'une heure et demie au moins, au milieu du jour. Un repos de 8 semaines est accordé aux femmes en couches, et un certain nombre de fabriques sont fermées aux femmes enceintes. (Art. 15).

Les enfants ne peuvent être admis dans les fabriques avant l'âge de 14 ans ; de 14 à 16 ans, ils doivent recevoir un enseignement religieux et scolaire. — Le temps passé dans la fabrique et celui réservé pour l'enseignement ne peuvent pas, réunis, excéder onze heures par jour (Art. 16).

La sanction est une amende de 5 à 500 francs, et, en cas de récidive, un emprisonnement qui peut être de 3 mois (Art. 19).

La surveillance est confiée aux gouvernements cantonaux et à des inspecteurs spéciaux. (Art. 18).

IV. *Belgique*. — La Belgique n'a d'autre loi que la loi française du 3 janvier 1813 sur le travail des mines.

V. *Danemark* ⁽²⁾. — La loi du 23 mai 1873 ne permet pas aux enfants de travailler avant l'âge de 10 ans.

VI. *Espagne* ⁽³⁾. — L'Espagne a promulgué une loi sur

(1) Ann. de lég. étr. T. VIII p. 594 à 598.

(2) id. T. III, p. 420.

(3) id. T. III, p. 330.

le travail des enfants le 24 juillet 1873 : elle ne permet pas d'employer des enfants de moins de 10 ans.

VII. *Italie*. — L'Italie s'en tient à la loi du 20 novembre 1879 sur les mines.

VIII. *Luxembourg*. — Le travail des femmes et des enfants est protégé par la loi du 6 décembre 1876.

IX. *Pays-Bas* ⁽¹⁾. — La loi du 19 septembre 1874 défend d'employer dans les manufactures les enfants de moins de 12 ans.

(1) Ann. de lég. étr. T. IV, p. 438.

CHAPITRE III

DES MESURES DE SÉCURITÉ ET DE SALUBRITÉ

Le deuxième cas qui légitime, en principe, l'intervention de l'Etat dans les rapports entre patrons et ouvriers, c'est le cas où il s'agit de la santé et de la sécurité des travailleurs. « Ici, il est vrai, il peut y avoir place à l'arbitraire; on pourra discuter sur les applications; mais, en principe, l'intervention de l'Etat se légitime par le droit de police qui lui appartient. L'Etat est chargé de la sécurité de tous les citoyens, et il est, dès lors, autorisé à prendre les mesures, à édicter les règlements à ce nécessaires. On peut objecter que les tribunaux sont là pour punir les fautes des patrons, les imprudences, les abus de liberté... Mais la répression dans la matière dont nous nous occupons serait, la plupart du temps, illusoire et insuffisante: il vaut toujours mieux prévenir un dommage que d'avoir à le réparer (1). »

Avant la loi du 19 mai 1874, aucune mesure n'avait été prescrite en France pour assurer la sécurité et la salubrité des établissements industriels. Seule l'exploitation des mines avait été soumise à certaines prescriptions. Le décret du 3 janvier 1813, complétant la loi du 21 avril 1810, ne permettait d'employer comme maîtres mineurs ou chefs de travaux des mines que des ouvriers

(1) VILLEY. *Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique*, p. 208.

ayant déjà travaillé comme mineurs depuis au moins trois années consécutives (art. 25), et il exigeait, outre le livret, le contrôle exact et journalier de tous les ouvriers travaillant, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des minés (art. 27 et 28), prohibait la descente ou travail dans les mines des enfants au-dessous de dix ans et des malades (art. 29), etc.

La loi du 19 mai 1874 est venue réparer l'omission en ce qui concernait les mesures de salubrité et les précautions à prendre pour assurer la bonne tenue des autres établissements industriels au point de vue de l'hygiène, de la sécurité et de la morale.

L'art. 14 décrète : « Les ateliers doivent être tenus
« dans un état constant de propreté et convenablement
« ventilés. Ils doivent présenter toutes les conditions de
« sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des en-
« fants. Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues,
« les courroies, les engrenages ou tout autre appareil,
« dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent
« une cause de danger, seront séparés des ouvriers de
« telle manière que l'approche ne leur soit possible que
« pour les besoins du service. Les puits, trappes et ou-
« vertures de descente doivent être clôturés. »

« ART. 15 : Les patrons ou chefs d'établissements
« doivent veiller au maintien des bonnes mœurs et à
« l'observation de la décence publique dans leurs ate-
« liers. »

Enfin un décret du 30 avril 1880 est venu ordonner certaines précautions à prendre pour l'emploi des machines à vapeur.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE

I. *Angleterre* (1). — L'act du 27 mai 1878 ordonne un

(1) Ann. de lég. étr. T. VIII, p. 18 et 19.

certain nombre de mesures préventives dans l'intérêt de la salubrité des usines et ateliers (art. 3 à 5) et de la sécurité des ouvriers (art. 5 à 10, art. 33 et suiv.), mesures qui n'existent pas chez nous. Ainsi il décide que « les
« monte-charges, près desquels quelqu'un sera obligé
« de passer ou de travailler, les volants reliés directement aux moteurs mécaniques, dans les chambres
« des machines ou ailleurs, et, en général, les pièces des
« machines à vapeur ou hydrauliques seront pourvues
« d'appareils protecteurs ; les roues seront isolées par
« des barrières clôturant tout l'espace qu'elles occupent, à moins que tout danger ne soit écarté par d'autres moyens ; les organes de transmission seront placés ou disposés de manière à ne point offrir plus de
« danger pour les ouvriers de l'usine que si l'approche en était défendue par une clôture, à moins qu'ils soient
« effectivement clôturés ; les appareils protecteurs seront maintenus en bon état pendant que les pièces dangereuses des machines seront en jeu pour les besoins de l'usine. » (Art. 5).

Voilà pour les mesures de sécurité. Les mesures de salubrité ne sont pas moins minutieusement ordonnées :
« Les parois intérieures des murs, des chambres ou
« pièces des établissements industriels, les plafonds ou
« combles enduits ou non de plâtre, les corridors, les cages
« d'escalier, s'ils n'ont été peints à l'huile ou au vernis
« au moins une fois depuis sept ans, seront blanchis à
« la chaux une fois tous les 14 mois ; s'ils ont été peints à
« l'huile ou vernis depuis moins de sept ans, ils seront
« lavés à l'eau chaude et au savon au moins tous les
« quatorze mois. » (Art. 33).

II. *Allemagne*.⁽¹⁾— La loi du 17 février 1878 (art. 120), permet au conseil fédéral d'ordonner des mesures géné-

(1) Ann. de lég. étr. T. VIII p. 108.

rales à une industrie pour la sécurité des ouvriers ; les autorités compétentes peuvent toujours prendre les mesures qui leur paraissent nécessaires.

III. *Suisse.* (1) — La loi des fabriques exige l'autorisation du Gouvernement pour l'ouverture d'une fabrique, et le Gouvernement se réserve le droit d'imposer aux patrons certaines obligations dans le but d'assurer la sécurité des ouvriers, même au cours d'exploitation (art. 3) ; la loi indique même les précautions à prendre pour l'éclairage et contre la poussière et les émanations délétères (Art. 2).

Le patron doit veiller au maintien des bonnes mœurs et au respect des convenances.

(1) Ann. de lég. étr. T. VII p. 586 et 587.

QUATRIÈME PARTIE

OBLIGATIONS MORALES DES PATRONS ET DES OUVRIERS

LES UNS ENVERS LES AUTRES

Les rapports entre patrons et ouvriers sont actuellement très-étendus, et la question ouvrière est une de celles qui, à juste titre, préoccupe le plus les esprits. Elle s'impose aujourd'hui d'une façon menaçante. Fondations de journaux, créations de chambres syndicales, grèves, conférences ; voilà les moyens employés jusqu'ici par les ouvriers pour se relever de la situation précaire dans laquelle ils vivent.

Ont-ils tort ? Oui, souvent dans les moyens employés ; pas toujours pour le fond même de la question.

Lorsqu'on étudie d'un peu près la question des grèves, et que l'on réfléchit sur la fréquence avec laquelle elles se produisent aujourd'hui, on est amené à penser que l'augmentation des salaires ou la diminution des heures de travail est bien loin d'être leur unique cause, et que la satisfaction donnée à ces deux intérêts ne saurait prévenir le retour de ces luttes funestes.

La nature des rapports habituels qui existent depuis longtemps déjà entre patrons et ouvriers a une très-grande influence sur les grèves ; et nous sommes convaincus que c'est surtout dans une modification progressive de ces rapports que peut être trouvé le véritable remède à ces crises du travail.

Le progrès industriel qui s'est produit par l'application des machines à la production, a sans doute d'admirables côtés, et il a souvent même été un bienfait pour l'humanité. Mais, comme toutes les choses de ce monde, il a eu de graves inconvénients. En agglomérant les ouvriers dans les ateliers, en substituant au travail isolé le travail en commun, il a contribué pour beaucoup à faire perdre aux classes ouvrières les habitudes et les vertus de la famille, à les livrer sans défense à ces entraînements que développent la camaraderie et l'exemple, à rendre le travailleur individuellement plus étranger au patron qu'il ne l'était autrefois, lorsque celui-ci devait compter sur l'habileté de l'ouvrier plus que sur l'excellence de sa machine, enfin à creuser plus profond le fossé qui à présent semble séparer le grand industriel et le peuple d'ouvriers qui vit et s'agite dans son usine.

Voilà les conséquences du progrès industriel contre lesquelles il faut surtout réagir afin de renouer en quelque sorte les liens de familles qui existaient jadis entre les patrons et les ouvriers. Les lois qui existent sur le travail des femmes et des enfants dans les manufactures ne sauraient avoir ce résultat ; ce sont pour ainsi dire les lois Grammont de l'industrie ; de pareilles lois ne peuvent suffire à guérir les âmes.

Tout grand industriel, nous osons le dire, a charge d'âme. De même que, d'un autre côté, plus l'emploi des machines semble avoir réduit l'ouvrier à un travail purement manuel, plus il doit à sa dignité d'homme de se relever par la noblesse des sentiments et par la gravité et la loyauté de sa conduite.

C'est en comprenant bien ces deux devoirs que patrons et ouvriers renoueront ces rapports qui seront aussi profitables à eux-mêmes qu'à la prospérité et à la grandeur de la patrie.

Et ce ne sont pas là des pensées plus ou moins géné-

reuses, mais aussi plus ou moins chimériques. Ces idées ont pour elles la sanction de l'expérience ; et le spectacle que nous offrent à cet égard plusieurs grandes usines, est bien fait pour démontrer l'excellence de ce remède à la fois moral et matériel.

Dans ces usines, en effet, les rapports les plus amicaux, les plus affectueux, n'ont jamais cessé d'exister entre patrons et ouvriers, les uns y sont aussi satisfaits que les autres. Mais pourquoi ? Parce que l'idée du progrès moral est également empreinte dans les esprits de tous. Là, tout a été prévu pour les besoins de l'âme et du corps. A côté de la chapelle, à laquelle un prêtre est spécialement et uniquement attaché, et qui donne à cette population ouvrière l'enseignement et les consolations de la religion, s'élèvent l'école, les bâtiments du patronage, la crèche et le fourneau économique, qui permet à l'ouvrier de se nourrir à meilleur compte. D'autre part le patron ne craint pas de prendre l'initiative de la fondation de caisses de secours, de caisses de prévoyance⁽¹⁾, de caisses de retraite, de caisses d'assurances en cas d'accident ; il veille avec soin à l'installation matérielle de ses ouvriers, leur construit des maisons saines et bien aérées dont il leur abandonne souvent ensuite la propriété moyennant une légère retenue sur leur salaire.

Ce sont là des œuvres qui rapportent plus à l'ouvrier que quelques centimes ou même quelques francs d'augmentation de salaire. Il le sait, et voilà pourquoi il aime son usine et son patron, et pourquoi il ne songe pas à entreprendre une grève qui les ruinerait l'un et l'autre.

C'est en agissant ainsi, en donnant à l'ouvrier une

(1) V. la proposition de M. Martin Nadaud sur l'épargne obligatoire pour les ouvriers. VILLEY, *Du rôle de l'Etat dans l'ordre économique*. p. 328 et suiv. — En 1880 un projet de loi a été présenté en Allemagne, ordonnant la création de caisses de secours pour les ouvriers invalides et âgés. *Annuaire de lég. étr.* T. IX, p. 71.

instruction solide, en développant ses facultés intellectuelles, en lui inspirant des sentiments religieux et des habitudes d'ordre et de prévoyance, que le patron pourra, à mon avis, résoudre la question ouvrière, car les améliorations matérielles dépendent en grande partie de l'élévation morale des individus.

POSITIONS

Droit Romain.

I. — Soit dans les comices par curies, soit dans les comices par centuries ou par tribus, les collèges d'artisans ne jouèrent aucun rôle politique.

II. — Les personnes juridiques n'étaient pas considérées comme des personnes incertaines.

Non obstat. Reg. ULP. XXII, § 5.

III. — Si les personnes juridiques ne pouvaient être instituées héritières, cela ne tient pas uniquement à leur incapacité de fait.

Non obstat. Reg. ULP. XXII, § 5.

IV. — Le legs fait à tous et à chacun des membres d'un collège non autorisé est valable alors même qu'il s'adresse au collège non autorisé lui-même.

Dig. L. 20, *de rebus dubiis*.

V. — Dans le cas où une association ayant la personnalité juridique était dissoute, les membres de l'association n'avaient aucun droit sur les biens de cette association.

Non obstat. L. 3, pr. *De coll. et corp.*, 47, 22.

Histoire du Droit.

I. — Les *collegia tenuiorum* dont parle Gaïus (L. 1, *De coll. et corp.*) étaient des associations funéraires.

II. — L'affranchissement des communes n'est pas l'œuvre unique de la royauté ; elle n'a fait qu'y concourir.

Droit civil.

I. — La nullité du contrat de louage d'ouvrage, établie par l'article 1780, est une nullité absolue ; elle peut être invoquée par chacune des parties contractantes.

II. — L'action accordée par l'art. 1798 aux ouvriers employés à la construction, est une action directe, distincte de l'action subrogatoire de l'art. 1166.

III. — Aussi longtemps que la femme n'a point exercé le droit d'option que lui confère l'art. 1408-2°, l'immeuble acquis par le mari doit être considéré comme conquêt.

IV. — Le mari ne peut, sous le régime de communauté légale, aliéner à titre gratuit les immeubles communs, même avec le consentement de la femme.

Procédure civile.

I. — Lorsqu'il a été procédé à la nomination d'un juge départiteur, les parties peuvent modifier leurs conclusions à leur gré et requérir une nouvelle instruction.

II. — Parmi les énonciations prescrites pour la rédaction des jugements, les énonciations substantielles, seules, sont prescrites à peine de nullité.

Droit pénal.

I. — Les infractions commises par les patrons en contravention aux lois qui régissent le travail, sont des contraventions soumises, comme telles, au cumul des peines, alors même que la juridiction compétente est le tribunal correctionnel.

II. — L'étranger qui, hors du territoire de la France,

s'est rendu coupable d'un crime contre la sûreté ou le crédit de l'Etat, pourra être poursuivi et jugé en France, quand même il aurait été jugé définitivement à l'étranger pour ce fait.

Droit commercial.

I. — En cas de faillite du mari, l'hypothèque légale de la femme ne frappe point les parts d'immeubles qui lui sont advenues pendant le mariage, et dont il possédait déjà des parts antérieurement au mariage.

II. — La faillite de l'acheteur empêche le vendeur de conserver son privilège par la transcription.

Droit administratif.

Lorsque l'administration autorise un industriel à établir une usine dans un lieu habité, sa décision ne met pas obstacle à ce que les voisins demandent aux tribunaux civils des dommages-intérêts pour le préjudice que leur cause le nouvel établissement. Le chiffre de l'indemnité est fixé, non-seulement d'après le dommage matériel, mais aussi d'après la diminution de valeur locative ou vénale subie par les immeubles voisins.

Droit international.

C'est faire acte d'hostilité contre un gouvernement que de reconnaître comme belligérants les auteurs d'une insurrection dirigée contre lui.

Vu :

Nancy, le 7 juillet 1884,
Le Président de la thèse,
G. MAY.

Vu :

Nancy, le 7 juillet 1884,
Le Doyen de la Faculté,
E. LEDERLIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur,
M.-E. MOURIN.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

Des corporations ouvrières à Rome

CHAPITRE I

	Pages.
<i>Histoire des corporations ouvrières.</i>	3
<i>Première section. — Des corporations d'ouvriers sous la</i> <i>République.</i>	3
<i>Deuxième section. — Des corporations d'ouvriers sous l'Empire.</i>	15

CHAPITRE II

<i>Organisation des corporations.</i>	29
§ 1. — Des nautonniers.	29
§ 2. — Des portefaix.	32
§ 3. — Des meuniers-boulangers.	32
§ 4. — Des charcutiers et des bouchers.	34
§ 5. — Des fabricants d'armes.	35
§ 6. — Des mineurs.	37
§ 7. — Différentes autres corporations connues.	38
<i>Administration, assemblées, fêtes, privilèges des corporations.</i>	39

CHAPITRE III

<i>Des corporations ouvrières considérées comme personnes ju-</i> <i>ridiques.</i>	49
§ 1. — Acquisitions entre vifs.	54
§ 2. — Successions <i>ab intestat</i>	60
§ 3. — Institution d'héritiers.	61
§ 4. — Legs	65
§ 5. — Droit d'ester en justice.	68
§ 6. — Actes d'aliénation et d'administration.	71
§ 7. — Responsabilité.	74
<i>Comparaison entre les corporations ouvrières romaines et les</i> <i>corps d'arts et métiers de France.</i>	76

DROIT FRANÇAIS

Étude juridique et économique sur les rapports entre patrons et ouvriers

PREMIÈRE PARTIE

	Pages.
<i>Organisation juridique des rapports entre patrons et ouvriers.</i>	
CHAPITRE I. — <i>Du louage des ouvriers.</i>	85
CHAPITRE II. — <i>Du contrat d'apprentissage.</i>	98
— III. — <i>Dispositions particulières de la loi pénale concernant les patrons et les ouvriers.</i>	114
— IV. — <i>De la responsabilité en cas d'accident.</i>	117
— V. — <i>Des livrets d'ouvriers.</i>	130
CHAPITRE VI. — <i>Des contestations entre patrons et ouvriers.</i>	139
<i>Première section. — Des conseils de prud'hommes.</i>	139
<i>Deuxième section. — Des juges de paix.</i>	151

DEUXIÈME PARTIE

<i>Organisation économique des rapports entre patrons et ouvriers.</i>	
CHAPITRE I. — <i>Du salaire.</i>	157
II. — <i>Des coalitions et des grèves.</i>	169
III. — <i>Des chambres syndicales.</i>	177

TROISIÈME PARTIE

<i>Du rôle de l'État dans les rapports entre patrons et ouvriers.</i>	
CHAPITRE I. — <i>De la limitation des heures de travail.</i>	194
II. — <i>Protection de la femme et de l'enfance.</i>	200
III. — <i>Des mesures de sécurité et de salubrité.</i>	210

QUATRIÈME PARTIE

<i>Des obligations morales des patrons et des ouvriers les uns envers les autres.</i>	215
Positions	219

ERRATA

- Page 28, note 2, *au lieu de* L. XIII, t. 4, *lire* L. XIII, t. 5.
Page 35, note 2, — L. XIV, t. 3, l. 6, *lire* L. XIV, t. 4, .
Page 35, note 3, — L. XIV, t. 3, *lire* L. XIV, t. 4.
Page 36, note 1, *lire* : Cod. Théod. l. 4, L. X, t. 22.
Page 38, note 3, *au lieu de* L. IX, *lire* L. XI.
Page 43, note 1, *au lieu de* L. IV, t. 3, *lire* L. III, t. 4.
-

